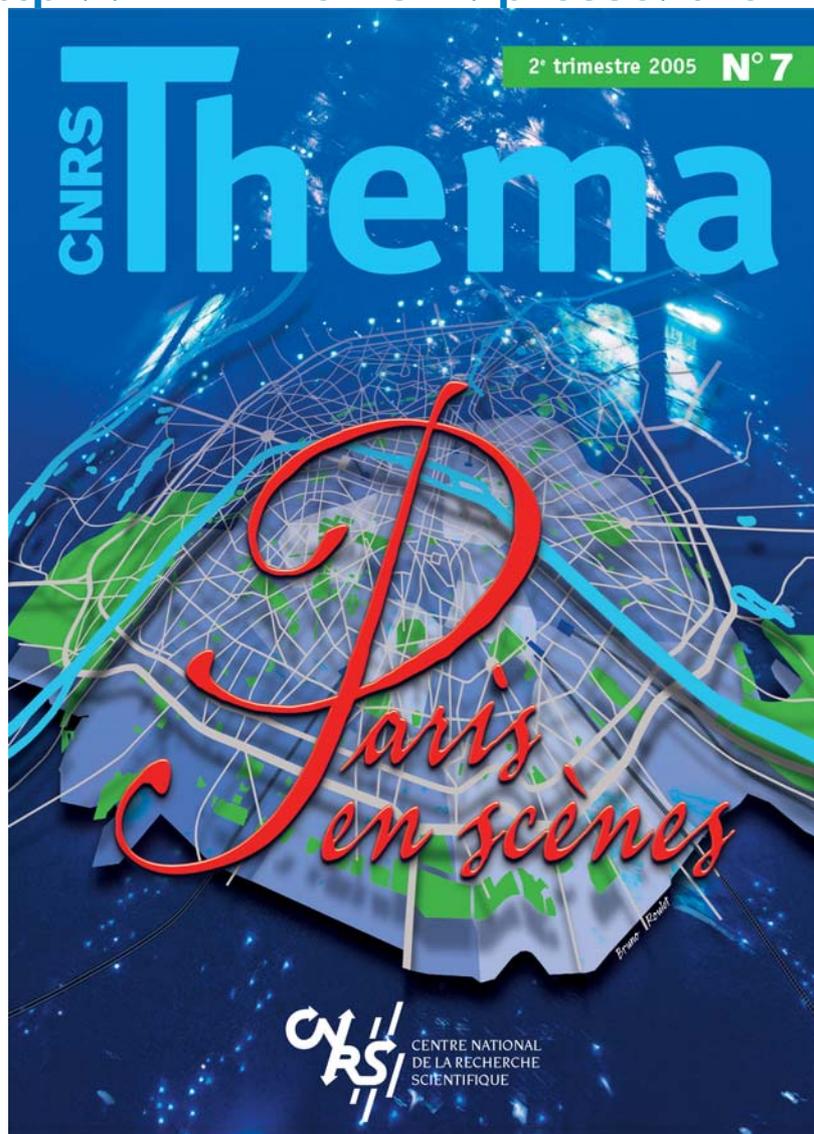


CNRS THEMA, journal en ligne du **CNRS**, Département de l'Information Scientifique et Technique, dont le siège social est établi **3, rue Michel-Ange 75794 Paris cedex 16**, souhaite permettre aux médias de se constituer des dossiers de fond, en montrant la réflexion du CNRS sur des choix de société et son engagement dans les débats de son époque.

<http://www2.cnrs.fr/presse/thema/>





3, rue Michel-Ange, 75794 Paris cedex 16
télécopie : +33 (0)1 44 96 49 29, mél : thema@cnrs-dir.fr

Délégation à l'information scientifique et technique (Dist) • Directrice : Sofia Nadir • *CNRS Théma* • Rédactrice en chef : Marie Pinhas-Diena • Rédactrice en chef adjointe : Mireille Vuillaume • Rédacteurs : Delphine Kaczmarek, Daniel Le Méhauté • Collaboration avec la rédaction : Julie Coquart, William Garnier, Guillaume Serina, Nelly Schumacher, Vahé Ter Minassian, Philippe Testard-Vaillant, Émilie Tran Phong • Bureau de presse (+33 (0)1 44 96 51 51) : Martine Hasler (responsable), Marie-Noëlle Abat, Muriel Ilous, Claire Le Poulennec, Gaëlle Multier • Secrétariat : Samira Techer • Webmaster • Daniel Le Méhauté • Conception graphique et réalisation de la Une : Bruno Roulet, service de l'imprimé de la délégation Paris Michel-Ange

Contact presse pour ce numéro :
Gaëlle Multier : +33 (0)1 44 96 46 06

Avant propos

Paris en scènes : quoi de neuf Paris-ci ?

Un certain nombre de villes ont donné naissance à des mythes. Il en est ainsi de Rome, de Berlin, de Paris. Lutèce, Pantruche, Paname... Paris, métropole internationale, dévoile sans complexe ses mille et un visages : mère patrie des révolutions, berceau de science et de découvertes, foyer littéraire et artistique, haut lieu du luxe et de la mode... Capitale politique et religieuse, intellectuelle et économique, Paris a dû s'adapter au monde moderne et à la poussée désordonnée de la civilisation urbaine. C'est un centre industriel, une place boursière, le cœur d'un réseau routier et ferroviaire gigantesque, un port fluvial...

Paris (et ses périurbains) est à la fois un objet d'étude et un terrain d'observation. Paris, laboratoire d'analyse de la société, permet et requiert une interdisciplinarité des approches. La ville des Lumières intéresse les historiens, les géographes, les sociologues, les politologues, les économistes, les architectes, les anthropologues... Mais aussi les urbanistes, les environnementalistes, les biologistes, les spécialistes des matériaux...

Paris, engagée dans une dynamique économique forte, rassemble certains des grands acteurs du secteur des hautes technologies, grâce à des incubateurs et des pépinières. Et construit peu à peu les bases d'un pôle scientifique majeur. Les spectaculaires progrès des moyens de transports et surtout des moyens de communications semblent avoir libéré les sociétés de la contrainte de la distance. Les transformations de la capitale au XIX^e siècle ont conduit à un accroissement de la mobilité des personnes et des biens, à une explosion des canaux de l'information, à l'émergence d'organisations spatiales plus complexes.

Il faut humer l'atmosphère des musées, des cafés et des théâtres, fouler les pavés pour apprécier la vie parisienne dans son ensemble. Paris, dans le respect de traditions séculaires, porte haut et loin la *french touch*. Paris qui ne pourrait exister sans le tissu urbain alentour, sans le brassage des cultures. Paris qui brille à la fois par son cosmopolitisme et par ses échanges avec les régions, les campagnes et les villes françaises et étrangères, franchissant les frontières géographiques et administratives et dépassant les clivages politiques, ethniques, culturels...

Avec le revers de la médaille : un sentiment d'insécurité, un certain mal-être, une précarité et une pauvreté grandissantes, parfois une exclusion de Paris pour certains, une saturation de la ville pour d'autres, un désir d'ailleurs...

La rédaction de *CNRS Thema* a choisi de mettre *Paris en scènes* à travers des recherches de pointe, des thématiques originales, voire pittoresques. Sans oublier une escapade vers quatre autres métropoles : Londres, Madrid, Moscou et New York.

[La rédaction de CNRS Thema \(juin 2005\).](#)

Sommaire

Avant-propos

- [Paris en scènes. Quoi de neuf Paris-ci ?](#)

Paris nature

- [Le front bleu de Paris](#)
- [Paris en Seine...](#)
 - * [Le « Domaine des Sources de la Seine »](#)
 - * [Agglomération parisienne : plongée en eaux usées](#)
- [Paris boude-t-il son eau ?](#)
 - * [Le prix du mètre cube sur la sellette](#)
 - * [Le « projet du Léman »](#)
- [La biodiversité urbaine : un enjeu pour Paris](#)
 - * [Combien d'espèces sont présentes à Paris ?](#)
- [De Reuilly à Passy, « Saintonge » est entré dans Paris](#)
 - * [Termites en capitale](#)
- [Métabolisme et écologie « à la parisienne »](#)
- [Météo des villes et météo des champs](#)
- [Atmosphère, atmosph...air](#)
- [Développement urbain et aménagement durable. Et vice-versa...](#)
- [L'urbanité à la campagne](#)

Une ville à taille humaine

- [Paris fait quartier libre](#)
- [Les Halles ou les apories de l'urbanisme parisien : le concours 2004](#)
 - * [Huit siècles d'aménagement des Halles](#)
- [Les ventres de Paris](#)
- [Du « tout automobile » au « zéro voiture » ?](#)
- [Une ville sans voiture, une utopie ?](#)
- [« Il est cinq heures, Paris circule... »](#)
- [Être guidé les yeux fermés](#)
- [Le Paris « extra-muros »](#)
- [Paris-Banlieue : penser et valoriser l'espace urbain dense](#)
 - * [Un siècle d'erreurs chèrement payées](#)
 - * [« Faible densité » et risques économiques](#)
- [Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?](#)

Paris miroir social

- [Paris, un cœur à prendre](#)
- [Paris s'embourgeoise-t-il ?](#)
 - * [Les riches à l'ouest, les pauvres à l'est](#)
 - * [De moins en moins de Parisiens de souche](#)
- [Jeune couple avec enfants cherche vie heureuse à Paris...](#)
- [Les paradoxes électoraux de la capitale et le vote des banlieues](#)
- [Pauvreté et précarité, une exception parisienne ?](#)
- [Étude pour trois hôpitaux et un musée parisiens](#)
 - * [Le Palais de la porte dorée : une destinée haute en symboles](#)
- [La concierge est dans l'escalier !](#)
- [Les café ou le troisième lieu](#)
- [L'hirondelle ne fait plus la police](#)
- [Sur les trottoirs de Paris](#)
 - * [Pour une dignité retrouvée](#)
 - * [Un abolitionnisme « à la française »](#)

Albums de familles

- [La Bohème à Paris](#)
- [La Chine à Paris : une communauté multiple](#)
- [Des berges du Mékong aux banlieues de Paris](#)
 - * [Une pagode lao en banlieue](#)
- [Profession : marabout à Paris](#)
- [Les Américains en quête d'un Paris authentique](#)

Passerelle des arts

- [Lecture du Paris contemporain](#)
 - * [Des maisons bourgeoises aux immeubles](#)
 - * [La parenthèse des trente glorieuses](#)
 - * [Désindustrialisation verte](#)
- [Haussmann ou l'unité du paysage parisien](#)
- [« Roman de Paris »](#)
- [Paris sur grand écran](#)
- [Paris et la musique, toute une Histoire...](#)
- [Mode de Paris, mode de toujours ?](#)
 - * [Paris et la mode : une histoire ancienne](#)

Histoire(s) de Paris

- [Les sciences de la Cité](#)
- [Quand Paris « enquête » sur Paris...](#)
 - * [Observer Paris au microscope](#)
- [Le métropolitain : de débat en combat, la victoire de la Ville sur l'État](#)
- [Les grands magasins parisiens ou les cathédrales du commerce](#)
- [Un Trésor des mots de la ville](#)

Vers d'autres horizons...

- [Paris au cœur de la compétition mondiale](#)
- [Paris, les grandes villes et « la fracture urbaine »](#)
- [Allo taxi ? Des politiques contrastées à Paris, Londres et New York](#)
- [New York, de la ville coloniale à la ville globale](#)
- [Moscou et Paris, capitales du monde non anglophone](#)

À découvrir

- [Paris.fr](#)
- [CNRS ÉDITIONS](#)
- [Vidéotheque du CNRS](#)
- [La revue *Urbanisme*](#)
- [Tout Paris est à lire !](#)
- [Agir contre l'échec solaire à Paris](#)
- [« Sciences Sur Seine »](#)
- [Guide du Paris savant](#)

Le front bleu de Paris

Du Paris productif à Paris-Plage

Comme dans la plupart des villes européennes (Londres, Rome, Bordeaux, Lyon) à la fin du XX^e siècle, les aménageurs ont, à Paris, réintégré le fleuve dans le renouvellement urbain et redécouvert son front d'eau, son « front bleu ». Un récit historique de Martine Tabeaud, géographe au Centre de biogéographie écologie.

Les berges de la Seine : un lieu central d'un Paris productif

Jusqu'au XIX^e siècle, l'artère fluviale sert à l'approvisionnement de la ville. Elle appartient à un système productif avec ses entrepôts, ses industries de transformation (Les grands Moulins de Paris), ses usines jamais très éloignées dans la vallée (Renault, Citroën, Panhard et Levassor) et ses ouvriers. La généralisation des transports lourds par chemin de fer à la fin du XIX^e siècle va consommer la rupture entre la ville et son fleuve. Une piqûre de rappel aura lieu en 1910 avec la crue centennale qui noie la ville basse sous 8,62 mètres d'eau.

Le front de Seine : le symbole d'un Paris culturel...



Vue de la Seine, port et ZAC rive gauche, depuis le parc de Bercy.
© Martine Tabeaud.

Dans le dernier quart du XX^e siècle, Paris devient une ville plus riche et plus âgée. Après la mort en 1974 de Georges Pompidou qui voulait adapter la ville à la voiture en utilisant les quais comme voies rapides et le retour en 1977 d'un maire à Paris, la politique de la ville change. Le devoir de patrimonialisation des lieux fondateurs conduit la mairie en 1994 à faire classer au patrimoine de l'Unesco les rives de la Seine, entre l'île Saint-Louis et la Tour Eiffel. C'est le Paris monumental, du Moyen Âge à l'exposition universelle, qui est ainsi reconnu.

En même temps commence la rénovation des espaces abandonnés par l'industrie. Un nouveau Paris branché va s'installer dans la ZAC Tolbiac Masséna, autour de la Grande Bibliothèque. Comme le long du Paris « historique », tout est conçu pour être vu de l'eau, depuis les bateaux-mouche à touristes, les bateaux-bus réactivés ou les péniches reconverties en logements, cafés, salles de spectacles.

... le décor d'un Paris festif

Pour ancrer ces rives réaménagées dans le vécu parisien, la municipalité a lancé avec le XXI^e siècle l'opération « Paris-Plage ». Trois kilomètres de sable, de transats, de palmiers recouvrent désormais les quais bas en été. Le haut lieu touristique des bords de Seine descend pendant quelques semaines des quais hauts et leurs célèbres bouquinistes vers ce nouveau terrain de jeu. Mais, ce retour au fleuve ne consacre pas encore un retour à la nature pour les Parisiens. À défaut de pouvoir se baigner dans la Seine comme l'avait promis Jacques Chirac lorsqu'il était encore maire de Paris, les baigneurs, souvent des touristes, doivent pour l'instant se contenter d'une piscine ou de brumisateurs...



Paris-Plage 2004, 3^e édition.
© Marie Cervoni.

Contact

Martine Tabeaud - Centre de biogéographie écologie (BIOGEO) - CNRS-Universités Paris 1 et 4
Tél. : +33 (0)4 37 37 64 13 - Mél : martine.tabeaud@univ-paris1.fr

Consulter le site web : BIOGEO

Paris en Seine...

Dans la réalité comme dans les chansons, Paris et la Seine sont étroitement liés. L'acquisition en 1865 du « Domaine des Sources de la Seine¹ » par la Ville de Paris est très symbolique de cette liaison. Mais un fleuve ne se limite pas à ce long ruban d'eau coulant de la source à la mer, et dont Haussman a voulu qu'il appartienne dès sa sortie de terre à la Ville Lumière. Gilles Billen, directeur du programme PIREN-Seine, nous en apprend plus sur les relations entre la Ville et le fleuve.



L'agglomération parisienne, au centre du bassin versant de la Seine, en a largement conditionné tout l'aménagement.
© Sylvain Théry.

Ce qui fait un fleuve c'est le réseau chevelu de ses affluents, c'est le territoire de son bassin versant. Parce que l'eau de la Seine n'est autre que l'eau de pluie collectée sur ce bassin de 75 000 km², elle reflète l'activité humaine sur l'ensemble de ce territoire. Une activité humaine, qui depuis le Moyen-Âge, est largement conditionnée par la présence de Paris, ses besoins en nourriture, en eau, en matériaux de construction.

La Seine n'a ainsi plus rien d'un fleuve naturel. Dès l'amont du bassin, l'activité agricole, que le développement de Paris a très tôt orienté vers la production céréalière intensive, marque de son empreinte la composition chimique de l'eau, compliquant la tâche des producteurs d'eau potable, qu'ils puisent dans les eaux de surface ou dans les eaux souterraines. Le paysage des grandes vallées alluviales est profondément modifié par l'exploitation intense des dépôts de sables et graviers pour la construction et les travaux publics.

Le cours aval des principaux affluents de la Seine qui confluent vers Paris est aménagé par des barrages-écluses qui maintiennent le tirant d'eau nécessaire à la navigation. Leurs débits sont régulés par 3 grands lacs-réservoirs, construits et gérés par la Ville de Paris, qui écrêtent les crues pour prévenir les inondations et soutiennent les débits estivaux pour assurer les prélèvements destinés à la production d'eau potable. En aval de Paris, les eaux usées produites par les 10 millions d'habitants de l'agglomération, ainsi que les eaux pluviales ruisselant sur les surfaces imperméabilisées, doivent être traitées en stations d'épuration, avant de rejoindre la Seine dont elles affectent néanmoins la qualité.



L'eau qui passe sous les ponts de la Seine reflète l'activité humaine dans tout l'espace du bassin versant.
© Gilles Billen.

Pour maîtriser ces multiples pressions tout en assurant les besoins des utilisateurs, les divers acteurs de la gestion de l'eau, à Paris comme dans le reste du bassin, doivent pouvoir s'appuyer sur une recherche d'ensemble sur le fonctionnement du « Système Seine » ; ils ont besoin d'outils permettant de calculer l'effet à attendre de telle infrastructure, de tel aménagement, ou de telle mesure réglementaire. C'est ce qu'apporte le programme PIREN-Seine, créé à l'initiative du CNRS, et qui réunit, dans une forme originale d'organisation de l'activité scientifique, les chercheurs de tous les organismes publics de recherche et les principaux acteurs, publics et privés, de la gestion des ressources en eau.

Pour en savoir plus

[Le « Domaine des Sources de la Seine »](#)

[Agglomération parisienne : plongée en eaux usées](#)

Contact

Gilles Billen - Unité « Structure et fonctionnement des systèmes hydriques continentaux »
CNRS-Université Paris 6-ENSM Paris
Tél. : +33 (0)1 44 27 50 19 - Mél : gilles.billen@ccr.jussieu.fr

[Consulter le site web](#) - PIREN-Seine

Le « Domaine des Sources de la Seine »



Acheté en 1867 par la Ville de Paris, le Domaine des Sources de la Seine symbolise la volonté de Paris de s'approprier le fleuve tout entier.
© Gilles Billen.

« La » source de la Seine est, dès l'époque gauloise, puis gallo-romaine (*Sequana*), et chrétienne (*Saint-Seine*), l'objet d'un culte païen dont témoignent les ex-voto de bois qu'on y a retrouvés en abondance. Dans l'imaginaire collectif, la notion de source, lieu d'un perpétuel recommencement, symbole d'absolue pureté, revêt une permanence remarquable. La notion de bassin versant, au contraire, est relativement jeune dans l'histoire des sciences. Descartes défendait encore l'idée Aristotélicienne selon laquelle le débit des rivières trouverait son origine dans l'eau des océans que distillerait la chaleur du centre de la terre, et qui s'écoulerait par les sources. Ce sont les mesures de Mariotte au XVIII^e siècle qui établiront que la pluie sur le bassin de la Seine suffit à en assurer le débit, introduisant alors l'idée, aujourd'hui si familière qu'elle fait l'objet de livres d'enfants, de cycle externe de l'eau et de bassin versant.

À lire

Le Fleuve, un système, des territoires, des acteurs. L'Île de France dans l'hydrosystème Seine. M. Meybeck, S.Théry, G.Billen, J.Garnier, Ph. Boët, M. Chevreuil, M. Poulin, S. Even, C. Mignolet. *Les Cahiers de l'IAURIF* n°141 (2^e trimestre 2004).

La Seine en son Bassin : Fonctionnement écologique d'un système fluvial anthropi (1998), édité par M. Meybeck, G. de Marsily et E. Fustec, Elsevier (750 p.).

Contact

Gilles Billen
Unité « Structure et fonctionnement des systèmes hydriques continentaux »
CNRS-Université Paris 6-ENSM Paris
Tél. : +33 (0)1 44 27 50 19
Mél : gilles.billen@ccr.jussieu.fr

[Consulter le site web](#)
PIREN-Seine

Agglomération parisienne : plongée en eaux usées

Traitement des eaux usées

Les eaux usées produites par les 10 millions d'habitants de l'agglomération parisienne représentent quelques 30 m³/s, un débit équivalent au débit naturel de la Seine en période estivale... Riches en matières organiques, ammoniacque, phosphates, mais aussi en substances dangereuses que l'industrie répand sur le marché domestique (produits lessiviels, peintures, médicaments), ces eaux doivent être traitées en station d'épuration avant d'être rejetées à la rivière. Explication de Gilles Billen, directeur du programme PIREN-Seine.

Malgré ce traitement, les apports de l'agglomération parisienne sont toujours responsables, surtout en période estivale et de faible débit de la rivière, de deux zones de déficit d'oxygène dans l'eau de la Seine : à l'aval immédiat de la station d'épuration « Seine Aval » d'Achères (Yvelines) et dans l'estuaire (Haute Normandie). Ces déficits s'expliquent par l'activité des microorganismes, qui éliminent d'abord la matière organique résiduelle présente dans les eaux usées rejetées, puis, après un temps de latence correspondant à un parcours de 150 km vers l'aval, oxydent l'ammoniaque.



Vue aérienne de la station d'épuration « Seine Aval » à Achères.
© SIAAP.

Après la mise en place des premiers dispositifs d'épuration à la fin du XIX^e siècle, suivie d'une longue période durant laquelle le volume des eaux usées produites s'est accru plus vite que la capacité de les traiter, les progrès réalisés depuis trente ans dans l'assainissement urbain ont amélioré très nettement le niveau d'épuration des matières organiques. En revanche, le traitement de l'ammoniaque ne s'est mis en place que beaucoup plus tardivement, et une bonne oxygénation de la Seine dans la région rouennaise ne pourra être restaurée que lorsque le traitement de l'ammoniaque des eaux usées parisiennes sera entièrement réalisé. La station d'épuration « Seine Aval » d'Achères, la dernière des quatre stations d'épuration parisienne à ne pas être équipée d'un traitement de l'azote, sera en mesure d'assurer cette tâche en 2007.

Par temps de pluie, les risques d'altération du milieu aquatique par les rejets urbains sont plus graves encore. Les orages importants qui s'abattent sur l'agglomération parisienne peuvent occasionner des débordements du réseau de collecte (unitaire) d'eaux usées et l'évacuation vers la Seine d'un mélange d'eaux usées non traitées et d'eaux de pluie souillées par le ruissellement. Jusque récemment, chacun de ces épisodes provoquait une brusque dégradation de la qualité de l'eau et il arrivait de constater, après un violent orage estival, l'absence totale d'oxygène dans la Seine dans une grande partie de son cours au sein de l'agglomération parisienne et à son aval, provoquant des mortalités massives de poissons. Les infrastructures que met en place le Syndicat interdépartemental pour l'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) permettent maintenant d'éviter ces débordements, et d'acheminer vers les stations d'épuration ces surplus d'eaux polluées de temps de pluie.

Les poissons, qui l'avaient quittée, ont ainsi retrouvé le chemin de la Seine parisienne, comme en attestent les 23 espèces recensées en 2004 (contre 14 en 1990)...

À lire

- Billen G., Garnier J., Ficht A., Cun C. (2001). *Modelling the response of water quality in the Seine Estuary to human activity in its watershed over the last 50 years*. Estuaries 24:
- Garnier J., Servais P., Billen G., Akopian M. & Brion, N. (2001). *Lower Seine river and estuary (France) carbon and oxygen budget during low flow*. Estuaries. 24 : 964-976.

Contact

Gilles Billen - Unité « Structure et fonctionnement des systèmes hydriques continentaux » - CNRS-Université Paris 6-ENSM Paris
Tél. : +33 (0)1 44 27 50 19 – Mél : gilles.billen@ccr.jussieu.fr
Consulter sites web : PIREN-Seine - SIAAP

Paris boude-t-il son eau ?

Fait nouveau depuis 1990, la demande en eau potable, à Paris, stagne ou diminue. Changement durable du public envers ses réseaux publics d'eau et d'assainissement ou phénomène passager lié à la crise ? L'analyse de Bernard Barraqué, directeur de recherche au CNRS, au Laboratoire « Techniques, territoires et sociétés ».

-17,5 % d'eau vendue dans Paris entre 1991 et 1998 ! -8 % en 2004 par rapport à 2003. Force est de le constater : dans la capitale comme dans d'autres grandes villes françaises, européennes et nord-américaines, la demande en eau potable stagne et même décroît. Les raisons d'un tel phénomène ? Difficiles à cerner, faute de données fiables sur les usages de l'eau du robinet dans la capitale.

Mais, assure Bernard Barraqué, « *l'enquête financée par Eaux de Paris (SAGEP) en 1999 et conduite par une Docteure de notre laboratoire, Sophie Cambon, en collaboration avec Compagnie des eaux de Paris, montre une chute très marquée chez les très gros comptes (hôpitaux, vastes ensembles de bureaux, grands magasins, hôtels restaurants, parcs et jardins...) consommant plus de 20 000 m³ d'eau par an : 132 branchements d'eau fortement consommateurs (soit 0,14 % des branchements parisiens) expliquaient à eux seuls presque la moitié de la baisse de consommation dans Paris* ». Autant dire un bon indicateur de la crise économique que traverse notre pays et, notamment, de la crise de l'emploi des bureaux dans Paris. « *D'ailleurs, poursuit le même expert, l'Atelier Parisien d'Urbanisme (APUR), en 1997, proposait un lien probable entre les 7 % de baisse de l'effectif salarié entre 1990 et 1996, et celle de la consommation d'eau, de 13 % dans le même temps* ».

Nonobstant, les explications avancées peinent à éclairer globalement le phénomène. Et, comme environ 70 % des volumes facturés à Paris reposent sur des usages résidentiels, impossible d'en sortir tant que n'auront pas été menées, auprès d'un panel de familles, « en longue durée », des analyses systématiques en profondeur sur ce qui détermine la consommation d'eau potable des ménages, « *en descendant au niveau de petits quartiers homogènes, voire en conduisant des entretiens individuels non directifs avec vérification parallèle des consommations* ». En attendant, tout semble indiquer « *qu'il n'y a pas eu de changement d'attitude des particuliers vis-à-vis de l'eau du robinet dans la décennie 1990-2000, contrairement à ce qu'en ont dit les media et les associations d'environnement et de consommation* ».

Traduction : quand bien même les Parisiens répondent la main sur le cœur qu'ils sont prêts à économiser au quotidien le précieux liquide chez eux, et même si une augmentation des factures conduit à une baisse effective mais lente de la consommation (notamment par le remplacement des équipements ménagers), « *leurs pratiques, acquises dans l'enfance, sont assez inconscientes et par conséquent peu modifiables* ». De fait, qui pense vraiment à sa consommation ou au sort des générations futures quand il prend sa douche ?

Ce qui oblige à aborder le chapitre qui fâche : la baisse enregistrée à Paris « *pourrait aussi venir de l'exode des ménages, un résident consommant deux fois plus d'eau qu'un emploi. Or, cette dernière hypothèse n'a jamais fait l'objet d'une enquête approfondie parce que c'est une chose que personne n'ose imaginer* ». Si Paris se « gentrifie » et attire davantage de bureaux et de résidents aisés, la densité de population va diminuer et la consommation baisser. Une économie d'eau plutôt bonne pour l'environnement de la capitale. Mais qui risque, paradoxalement, de faire grimper le prix du mètre cube...

1/ Ces chiffres correspondent aux volumes d'eau mis en distribution dans Paris, et les baisses comprennent les réductions de fuites dans les réseaux (3 points sur 8 en 2004).

Pour en savoir plus

[Le prix du mètre cube sur la sellette](#)

[Le « projet du Léman »](#)

À lire

• *Les politiques de l'eau en Europe*. Bernard Barraqué, Éd. La Découverte, 1995.

Le prix du mètre cube sur la sellette

Inutile de se cacher derrière son petit doigt : si la consommation d'eau potable continue de piquer du nez à Paris, alors que des investissements doivent être réalisés pour entretenir des infrastructures considérables, en place depuis 150 ans, ainsi que pour améliorer les performances environnementales et sanitaires de ces dispositifs (le tout avec de moins en moins de subventions publiques, conformément à la Directive cadre de l'Union Européenne adoptée fin 2000...), une augmentation du prix du mètre cube d'eau s'imposera, tôt au tard. Au risque, prédit Bernard Barraqué, directeur de recherche au CNRS, au Laboratoire « Techniques, territoires et sociétés » (LATTS), « *de voir les usagers pousser des hauts cris !* » Et ce qui supposera « *un énorme travail d'explication au public qui, à tort ou à raison, tend à penser que les augmentations sont le fait des grands distributeurs d'eau qui feraient des profits indus* ».

À Berlin (une ville immense qui se vide), après avoir supplié ses administrés de consommer plus d'eau (!), la municipalité a dû se résigner à vendre la moitié du capital de la *Berliner Wasser Werke* à un consortium privé pour colmater son endettement. Mais pourquoi une baisse trop rapide de la consommation d'eau est-elle intenable ? « *Parce que, s'il est en soi louable de vouloir réaliser des économies d'eau, cela signifie moins de rentrées d'argent chez les distributeurs ou les régies municipales, donc une diminution de l'entretien des infrastructures. Un réseau devenu surdimensionné va offrir une moindre qualité sanitaire de l'eau distribuée et provoquer une perte de confiance du public, surtout en cas d'augmentation des prix. Il y a donc un énorme risque de spirale descendante* ».

Conclusion : un réseau de distribution une fois constitué, le mieux est de le faire fonctionner pour la quantité d'eau qu'il est supposé fournir. « *L'idéal, conclut Bernard Barraqué, serait de pouvoir faire une prospective de la demande qui tiendrait compte de la maîtrise de celle-ci, pour pouvoir adapter le système de l'offre sans catastrophe financière. En tout cas, la situation incertaine actuelle n'est pas propice aux grands projets hydrauliques* ».

À lire

- *Les politiques de l'eau en Europe*. Bernard Barraqué, Éd. La Découverte, 1995.

Contact

Bernard Barraqué
Laboratoire « Techniques, territoires et sociétés » (LATTS)
CNRS-École nationale des ponts et chaussées-Universités de Marne-la-Vallée et Paris 12
Mél : barraque@mail.enpc.fr

[Consulter le site web](#)
LATTS

[Consulter le site web](#)
École nationale des ponts et chaussées

Le « projet du Léman »

Détourner le lac Léman jusqu'à Paris ! Une idée qui émergea à la fin du XIX^e siècle, mais tombée rapidement à l'eau... Explications de Bernard Barraqué, directeur de recherche au CNRS, au Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés.

Si Paris possède une rue Belgrand dans le XX^e, peu de gens savent que cette voie plantée d'arbres honore la mémoire de l'inspecteur des Ponts et Chaussées Eugène Belgrand (1810-1878). Lequel, soutenu par le baron Haussmann, émit l'idée d'approvisionner Paris en eau potable *via* la Loire. Las, le débit du fleuve étant trop faible l'été (la saison où la ville a le plus besoin d'eau...), l'affaire fit long feu.

En 1890, un ingénieur nommé Duvillard échafauda quant à lui un projet de transfert depuis le lac Léman (éloigné de 440 km), multipliant les arguments favorables : plus jamais de pénurie, une eau de grande qualité, une amélioration des possibilités de navigation et une meilleure dilution de la pollution rejetée grâce à la permanence du débit supplémentaire. Bref, un argumentaire que n'auraient pas renié les partisans du tout récent projet de transfert Rhône-Barcelone ! Mais alors que le Conseil de Paris en débattait, une épidémie de typhoïde frappa Paris, et le coupable ne tarda pas être démasqué : le Loing, un des points d'approvisionnement lointains de la capitale. Preuve était ainsi faite que même les sources distantes pouvaient être contaminées, et qu'il faudrait filtrer l'eau, d'où qu'elle vînt.

En 1902, Paul Brousse, Conseiller de Paris, inaugura l'usine d'Ivry, modèle de la technique de filtration lente qui signait l'abandon des transferts d'eau de qualité à grande distance et scellait la victoire d'une solution adoptée par d'autres grandes villes d'Europe : prendre l'eau - et la traiter - sur place. Le « projet du Léman » fut définitivement enterré en 1919, le Conseil de Paris redoutant qu'à l'occasion d'une prochaine guerre, les Allemands ne coupent l'aqueduc et forcent la France à capituler !

Si Paris, au fil des ans, est devenu une ville bien trop grande pour la Seine, les problèmes d'étiage ont été résolus grâce à la construction de grands barrages réservoirs en amont (Seine, Marne, Aube). Dans les années 1980, un projet de quatrième barrage, avec un aqueduc direct vers Paris (le « tuyau-Chirac »), a toutefois été abandonné, les producteurs d'eau publics et privés ayant anticipé la difficulté politique de le réaliser en installant des systèmes d'alarme pour couper l'arrivée dans les usines en cas de pollution accidentelle des rivières, et en sophistiquant les installations de traitement d'eau potable.

1/ Ce procédé, qui consiste à faire passer l'eau à travers de multiples filtres de sable, a été réhabilité ces dernières années, et constitue une des vitrines du traitement de l'eau en France.

À lire

- *Les politiques de l'eau en Europe*. Bernard Barraqué, Éd. La Découverte, 1995.

Contact

Bernard Barraqué
Laboratoire « Techniques, territoires et sociétés » (LATTS)
CNRS-École nationale des ponts et chaussées-Universités de Marne-la-Vallée et Paris 12
Mél : barraque@mail.enpc.fr

[Consulter le site web](#)
LATTS

[Consulter le site web](#)
École nationale des ponts et chaussées

La biodiversité urbaine : un enjeu pour Paris

Paris, ville apparemment si minérale, présente pourtant toute une gradation entre les milieux naturels, comme les bois, la Seine, et les milieux artificiels, tels que les murs et les pavés. Il en résulte des habitats plus ou moins favorables à la biodiversité. Explications de Jacques Moret, professeur au Muséum national d'histoire naturelle.

L'histoire de la biodiversité à Paris : l'exemple des mammifères

Sur les cinquante espèces de mammifères connues au XVIII^e siècle, vingt et une seulement subsistent aujourd'hui. On trouvait alors, à Paris, le loup, le castor, et dans la Seine, le marsouin. En outre, depuis le Moyen-Âge des animaux ont été introduits : le lapin, le rat surmulot et le rat noir. C'est entre 1850 et 1950 que s'effectue la chute la plus importante de la biodiversité avec une disparition de 50 % des espèces. Trois causes : les dérangements, les destructions organisées et les aménagements de Paris. Au XX^e siècle, on assiste à d'autres disparitions comme le blaireau, le rat des moissons, le sanglier, le chevreuil.



Deux milieux extrêmes à Paris : un milieu quasiment naturel (bords du canal de l'Ourcq dans le XIX^e arrondissement) et un milieu quasiment minéral (la cour carrée du Louvre, où pourtant on décèle quelques espèces entre les pavés).

© S. Lesné (MNHN-CBNBP).

L'évolution de la ville

La transformation de l'habitat est le facteur qui a le plus d'incidence sur la biodiversité. L'augmentation des espaces verts, facteur favorable, conduit par exemple à une augmentation des populations du pigeon ramier. Cette espèce y trouve des conditions propices à son alimentation. En revanche, la transformation de l'architecture, avec les constructions modernes, plus lisses et avec moins d'aspérités que celles du XIX^e siècle, défavorisent les oiseaux qui édifient des nids.

En conclusion...

« Paris est riche en biodiversité, c'est une bonne nouvelle ! Mais comme partout, cette biodiversité est en déclin », déclare Jacques Moret. À l'échelle de Paris, où les enjeux liés à l'aménagement de l'espace sont immenses, les mesures réglementaires ne suffisent pas à protéger les espèces. La préservation de la biodiversité doit passer par des programmes négociés avec les aménageurs, et en premier lieu avec la mairie de Paris. Cette préservation ne sera réussie que si tous les Parisiens : adultes et enfants, citoyens et élus, entreprises et particuliers... partagent et s'approprient ce concept. Beau défi pour le troisième millénaire !

Pour en savoir plus

[Combien d'espèces sont présentes à Paris ?](#)

Combien d'espèces sont présentes à Paris ?

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre parce qu'il faut préciser le lieu, l'époque, le groupe taxonomique... Les chiffres sont donc à manier avec précaution.

Groupe taxonomique	Nombre d'espèces à Paris	Nombre d'espèces en France	Remarque
Mammifères	26	121	
Oiseaux	90	375	49 espèces nicheuses sur Paris
Reptiles	3	40	
Amphibiens	9	40	
Poissons	28	66 (eaux douces)	Observés dans la Seine
Plantes supérieures naturalisées et sub-spontanées	761	6000	Sont exclues les espèces d'importation récente

État de la biodiversité parisienne au début du XXI^e siècle.

Contact

Jacques Moret
Unité « Inventaire et suivi de la biodiversité »
CNRS-MNHN-Ministère de l'écologie et du développement durable
Tél. : +33 (0)1 40 79 35 54
Mél : moret@mnhn.fr

[Consulter le site web](#)
Inventaire national du patrimoine naturel

[Consulter le site web](#)
Conservatoire botanique national du Bassin parisien

De Reuilly à Passy, « Saintonge » est entré dans Paris

Plus de 1 500 immeubles parisiens infestés, dépérissement d'arbres d'alignement dans les rues, 15 arrondissements touchés par l'avancée du *Reticulitermes santonensis*... Depuis mars 2003, Paris est classé en zone de surveillance par arrêté du préfet de Paris. Anne-Geneviève Bagnères-Urbany, directrice de recherche à l'Institut de recherche sur la biologie de l'insecte (IRBI), nous en dit plus sur les accords signés entre la Ville de Paris et le CNRS pour lutter contre le termite « de Saintonge ».



Termites ouvriers au sein de la colonie.
© CSI.

En 1993, lorsque la Direction des parcs, jardins et espaces verts (DPJEV) constate que les termites sont à l'origine du dépérissement des arbres d'alignement, la Ville de Paris signe une première convention avec le Laboratoire de neurobiologie du CNRS de Marseille. Les travaux, achevés en 1997, ont permis de cartographier les zones où les termites sévissaient et d'utiliser, pour la première fois, une méthode curative de lutte contre ces insectes en milieu urbain.

Avant la loi du 8 juin 1999, année d'une seconde convention entre la Mairie de Paris (DPJEV) et le CNRS, il n'existait quasiment pas de réglementation nationale pour lutter contre ces insectes xylophages.

Entre 2000 et 2003, des missions de prospection de termites ont été réalisées à l'intérieur des bâtiments et sur les arbres d'alignement. Avec l'aide du Service municipal d'actions de salubrité et d'hygiène (SMASH) de la Ville de Paris et de différents professionnels, la plupart des arrondissements ont pu être échantillonnés. (Cf. pour en savoir plus)

Les résultats d'analyses des structures génétiques des colonies montrent que des changements du système de reproduction des espèces de termites souterrains sont associés à l'invasion de nouveaux habitats et que la propagation et l'établissement de cette espèce en milieu urbain sont facilités par l'activité humaine. Ceci démontre une certaine dynamique des colonies de ce termite en ville. On retrouve par exemple, sur le boulevard de la Madeleine, une colonie présente sur une vingtaine d'arbres et s'étalant sur plus de 300 mètres.

Cette meilleure compréhension des stratégies de propagation des colonies, provenant certainement des bâtiments pour aller jusqu'aux arbres d'alignement, devrait permettre d'établir une politique de prévention durable contre l'envahisseur. La connaissance des empreintes génétiques des différentes colonies parisiennes pourrait ainsi aider à gérer intelligemment le contrôle de ces insectes en suivant leur dispersion et leur disparition au cours des traitements.

L'étude de cette espèce à caractère invasif a également révélé que son origine était sans doute bien au-delà de la Saintonge, de l'autre côté de l'océan Atlantique...

Pour en savoir plus

Termites en capitale

À lire

- *Genetic analysis of the breeding system of an invasive subterranean termite Reticulitermes santonensis in urban and natural habitats*. S. Dronnet, M. Chapuisat, E.L. Vargo, C. Lohou, and A.-G. Bagnères, 2005. *Molecular Ecology*, 14, pp.1311-1320.

Contact

Anne-Geneviève Bagnères-Urbany
Institut de recherche sur la biologie de l'insecte (IRBI)
CNRS-Université de Tours
Tél. : +33 (0)2 47 36 73 48 - Mél : bagneres@univ-tours.fr
Consulter le site web : IRBI

Termites en capitale

L'espèce de termite présente à Paris s'appelle communément termite de Saintonge. D'après les dernières recherches, celui-ci serait originaire des États-Unis. Il y a 200 ans, venu par bateau, il se serait installé en Charente, avant de migrer vers la capitale, il y a une cinquantaine d'années, discrètement niché dans du bois de chauffage ou du mobilier.

Si pour le moment aucun immeuble ne menace de s'écrouler, certains commencent à être rongés de l'intérieur. Comment suit-on l'extension des colonies et quelles sont les techniques de lutte contre cet insecte ? Réponse dans ce reportage.

Reportage de Marcel Dalaise (10') - 2003.

« Termites en capitale » réalisé par la Cité des sciences et de l'industrie (CSI) lors de la campagne de prospection parisienne de 2003 et à l'Institut de recherche sur la biologie de l'insecte (IRBI). (10').

Contact

Marcel Dalaise
CNRS-Images
Tél. : +33 (0)1 45 07 59 28
Mél : marcel.dalaise@cnr-bellevue.fr

Métabolisme et écologie « à la parisienne »

Dans un contexte de grands enjeux environnementaux et écologiques contemporains et futurs, les espaces urbanisés jouent un rôle central indéniable, à l'échelle locale, régionale, nationale, voire planétaire. Sabine Barles, chercheur au Laboratoire « Théorie des mutations urbaines », observe les villes, hauts lieux de consommation et d'émission de polluants et de déchets divers qui contribuent à une transformation profonde de la biosphère.

L'objectif du projet est de décrire et d'analyser le métabolisme de la capitale, c'est-à-dire de quantifier les flux de matières importées (aliments, combustibles, biens, matières premières), stockées (bâtiments, biens) et exportées (produits finis, polluants, déchets) par la ville. À cette analyse du flux de matières brutes est associée celle des flux d'azote, matière qui constitue aujourd'hui un enjeu considérable (pollution des eaux, de l'air, changement climatique). Il s'agit aussi de dégager les tendances récentes qui caractérisent le métabolisme parisien. Le travail repose sur les perspectives ouvertes par l'écologie industrielle dont les méthodes peuvent aujourd'hui être transférées et adaptées aux agglomérations.

Cette approche originale en France, rare en Europe, présente des enjeux aussi bien scientifiques (compréhension du fonctionnement biogéochimique urbain) qu'opérationnels puisqu'il s'agit, à terme, d'améliorer les performances écologiques des villes. La diminution de la consommation de matières et d'énergie - associée au développement de sources d'énergie non carbonée -, peut en effet être considérée comme l'un des enjeux majeurs du XXI^e siècle puisqu'elle constitue l'un des moyens de limiter les pressions sur la ressource, les émissions sources de risques pour la santé, de perturbation des écosystèmes ou de changement climatique. Or, cette dématérialisation et cette « décarbonisation » ne peuvent être envisagées sans une meilleure connaissance des flux actuels de matières, d'éléments simples et d'énergie et une meilleure prise en compte du rôle des villes et plus généralement des espaces urbains dans ces flux complexes.

1/ Projet réalisé grâce à un financement de la Ville de Paris.

À lire

- *L'invention des déchets urbains*. France, 1790-1970. Sabine Barles, Éd. Champs Vallon, 2005.
- *Le métabolisme urbain et la question écologique*. Sabine Barles, *Annales de la recherche urbaine* (92), sept. 2002, p. 143-150.

Contact

Sabine Barles
Laboratoire « Théorie des mutations urbaines »
Institut français d'urbanisme
CNRS-Université Paris 8
Mél : sabine.barles@univ-paris8.fr

[Consulter le site web](#)
Laboratoire « Théorie des mutations urbaines »

[Consulter le site web](#)
Institut français d'urbanisme

Météo des villes et météo des champs

L'îlot de chaleur urbain parisien

Les Parisiens le savent bien, la neige est plutôt rare sur leur ville. Tandis que la formation d'un brouillard est un événement exceptionnel dans la capitale. La raison de cette bizarrerie climatique ? L'existence au-dessus de l'agglomération de ce que les scientifiques appellent un « îlot de chaleur urbain » (ICU). Les explications sur la formation de l'« ICU » et son évolution par Olivier Cantat, chercheur au Laboratoire GÉOPHEN à Caen.

La différence de la température atmosphérique entre les villes et les campagnes environnantes est un phénomène connu depuis le XIX^e siècle. Elle ne serait pas due majoritairement à l'activité industrielle ou à la circulation automobile, mais à la faible place que nos cités accordent aux zones humides et aux végétaux, lesquels ont la propriété d'évacuer par « évapo-transpiration » la chaleur emmagasinée dans les sols par le soleil.

Olivier Cantat cherche à comprendre comment les « types de temps » sur la capitale peuvent influencer sur la différence de température entre l'agglomération parisienne et la campagne. Car si « en moyenne », l'intensité de cette anomalie thermique est plus marquée le matin en été (3,4 °C) qu'en hiver (2,5 °C), les chercheurs n'ignorent pas qu'elle varie beaucoup et rapidement : parfois, de 0 à plus de 10 °C, d'un jour sur l'autre, voire au cours d'une seule et même journée !

D'où l'intérêt de pousser l'analyse de l'« ICU » au-delà de ses seules variations saisonnières ou de son éventuelle dépendance aux grands phénomènes de circulations atmosphériques (anticyclone, dépression). Avec un espoir : pouvoir un jour déterminer les paramètres-clés contrôlant la formation de cette « bulle » de chaleur. Le chercheur a dépouillé les relevés quotidiens et horaires fournis par des stations de Météo-France installées en Île-de-France. Des données provenant de 55 postes thermiques répartis sur 10 000 kilomètres carrés et réunies pour réaliser des cartes de « l'ICU » ont été ensuite classées en fonction de la période de l'année, de l'heure, et du type de temps sévissant sur la capitale. Conclusion : l'importance de l'anomalie thermique ne dépend ni des saisons, ni de l'existence d'un anticyclone ou d'une dépression sur la région. Mais, tout simplement, de l'ensoleillement et de la force du vent sur l'agglomération.

En règle générale, une journée couverte et venteuse sur Paris (statistiquement plus fréquente en hiver qu'en été ou lorsqu'une dépression s'est installée sur la région) donne, en effet, un ICU faible. Tandis qu'une nuit claire et calme (comme il s'en produit en « moyenne » souvent en été ou lors d'anticyclones) peut être à l'origine d'une différence de plus de 10 °C entre le centre de l'agglomération et la campagne.

Toutefois, prévient Olivier Cantat : « *il ne s'agit ici que d'un modèle de base ! Les situations atypiques sont nombreuses* ». Dues bien souvent, à des phénomènes dits de « basses couches » (brouillard, nuages bas...). Leur compréhension et donc leur prédiction passent par la mise en place d'un réseau de stations capables de réaliser des profils verticaux de la température et de l'humidité de l'atmosphère. Un jeu qui en vaut peut-être la chandelle. L'importance de la dispersion des polluants dans le ciel de Paris, dépend aussi de l'intensité de l'îlot de chaleur urbain.

À lire

- *L'îlot de chaleur urbain parisien selon les types de temps*. Olivier Cantat. *Norois*, n° 191, 2004/2, pp. 75-102.

Contact

Olivier Cantat
Laboratoire « Géographie physique et environnement » (GÉOPHEN, LETG)
CNRS-Université de Caen
Tél. : +33 (0)2 31 56 60 46
Mél : cantat@geo.unicaen.fr

[Consulter le site web](#)
GÉOPHEN

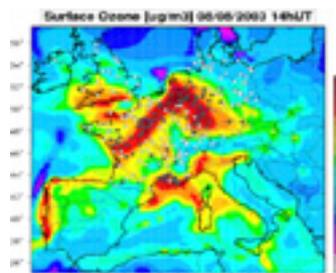
Atmosphère, atmosph...air

La pollution en Île-de-France : quelles tendances ?

Depuis plusieurs décennies, la qualité de l'air urbain préoccupe les citoyens. Les premières mesures de réduction des émissions polluantes par le soufre datent du milieu du XX^e siècle. Depuis, des organismes de surveillance ont vu le jour, et l'on connaît aujourd'hui de mieux en mieux le contenu chimique de l'atmosphère. Qu'en est-il en région parisienne ? Explications de Robert Vautard, physicien de l'atmosphère au Laboratoire de météorologie dynamique (LMD).

Dioxyde de soufre, oxydes d'azote, ozone, poussières... la pollution atmosphérique est composée de particules chimiques et de produits plus ou moins concentrés ou dangereux pour la santé. En Île-de-France, l'amélioration de la qualité de l'air a été remarquable en ce qui concerne le dioxyde de soufre, d'origine typiquement industrielle, avec des concentrations 10 à 20 fois inférieures à celles observées au milieu du XX^e siècle. L'installation de pots catalytiques sur les véhicules, dans les années 1990, a également permis une baisse significative des concentrations d'oxydes d'azote. Avec le renouvellement progressif du parc automobile, cette baisse va se poursuivre, mais les émissions liées au trafic n'occupent que la moitié de l'ensemble des émissions pour ces polluants. Des mesures de réductions d'émissions dans d'autres secteurs d'activités devront être prises pour améliorer encore la situation.

Deux autres polluants, dont la nocivité est démontrée, ne suivent pas cette tendance : l'ozone et les particules fines (diamètre inférieur à 1 micron). Pour ces deux substances, l'atmosphère francilienne est soumise à la superposition d'une pollution due aux émissions dans la région et d'une pollution de fond provenant de l'ensemble du continent européen, voire d'autres continents. Pour les particules fines, la contribution externe à l'Île-de-France dépasse 50 %.



Champ d'ozone simulé par le modèle CHIMERE pour un jour de la vague de chaleur d'août 2003. Les cercles noirs représentent les stations ayant observé des valeurs supérieures à 180 µg/m³, les cercles blancs des valeurs inférieures.

© Vautard R. et al., 2005, *Atmospheric Environment*.

Pour l'ozone, c'est également le cas. Par exemple, l'épisode de pollution associé à la vague de chaleur meurtrière d'août 2003 était dû à la stagnation des masses d'air sur l'Europe toute entière, comme le montre la figure ci-contre, issue d'une simulation du modèle numérique CHIMERE développé conjointement par le CNRS et l'INERIS.

Dans ces cas épisodiques, il est illusoire de penser réduire fortement la pollution en réduisant uniquement les émissions en Île-de-France, mais la prévention reste un moyen d'action efficace, rendu possible grâce au nouveau système de prévision de la qualité de l'air en France et en Europe, PREVAIR développé par le CNRS, l'INERIS, l'ADEME et MÉTÉO-France et au système de plus haute résolution implanté à AIRPARIF. Ce même modèle a montré que les baisses d'émissions attendues sur l'ensemble de l'Europe pour 2010 devraient réduire fortement le nombre d'heures de dépassement du « seuil d'information au public » (180 µg/m³) s'il se reproduisait.

À l'échelle des deux décennies à venir, les concentrations d'ozone devraient subir deux effets contradictoires : l'augmentation des niveaux de fond par l'accroissement mondial des émissions et la baisse des niveaux de pointe par réduction des émissions en Europe et donc en Île-de-France. À plus long terme, le changement du climat lui-même devrait affecter la composition de l'atmosphère mais aujourd'hui rien ne permet d'avoir une vision très précise de l'impact de ce changement.

1/ INERIS : Institut national de l'environnement industriel et des risques.

2/ ADEME : Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie.

3/ La loi impose aux autorités d'informer le public lorsque la concentration en ozone dépasse 180 µg/m³ et de lui donner des recommandations (par exemple réduction de l'activité physique).

Contact

Robert Vautard

Laboratoire de météorologie dynamique (LMD)

CNRS-ENS-École polytechnique-Université Paris 6

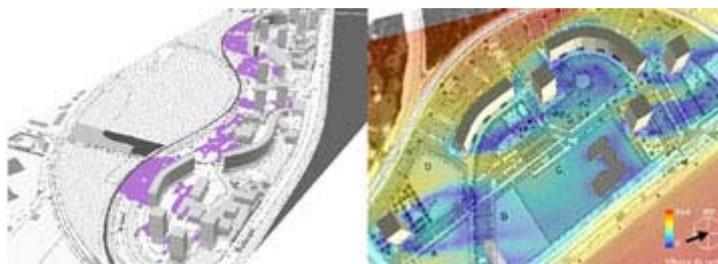
Tél. : +33 (0)1 69 33 45 42 - Mél : Robert.Vautard@lmd.polytechnique.fr

Consulter le site web : LMD

Développement urbain et aménagement durable. Et vice-versa...

Simuler et optimiser les performances environnementales et climatiques d'un scénario d'aménagement urbain. En résumé, imaginer des formes d'organisations urbaines qui permettent d'améliorer le cadre de vie des citoyens. Telle est la mission à laquelle s'attache Dominique Groleau depuis près de 35 ans au Laboratoire nantais « Ambiances architecturales et urbaines » du CERMA, le Centre de recherches méthodologiques d'architecture. Ou comment inscrire l'aménagement de la ville dans le développement durable.

« *Établir soi-même le climat !* ». Dominique Groleau n'est pas un démiurge des temps modernes. Au sein du Laboratoire « Ambiances architecturales et urbaines », cet ingénieur de recherche n'a pas non plus pour ambition de faire la pluie et le beau temps. Il étudie avec ses collègues la corrélation entre facteurs bioclimatiques locaux et aménagements urbains.



Le couplage des logiciels SOLENE, FLUENT et ARCVIEW (logiciel de Système d'Information Géographique) permet ici d'établir un diagnostic des conditions bioclimatiques dans les espaces extérieurs. Sur la première image, les parties en violet correspondent à des zones d'inconfort probable (faible ensoleillement et forte exposition aux vents). Sur la deuxième, le champ des vitesses d'air est superposé au plan d'aménagement.

© Images de simulation (Projet GPV Malakoff - CU Nantes). Cerma, UMR CNRS 1563, École d'architecture de Nantes.

Grâce à des simulateurs développés par le laboratoire, comme SOLENE et SIMULA, ou grâce à des logiciels applicatifs comme FLUENT, il est en effet possible de modéliser tout type d'« objet » architectural et de le mettre en relation avec le phénomène d'ensoleillement, les effets thermiques ou encore la circulation du vent. « *Pour un point de l'espace donné, nous pouvons définir précisément les paramètres bioclimatiques en fonction des constructions alentour, indique Dominique Groleau. Savoir s'il y a du vent, du soleil, à quelle heure, pendant combien de temps. Par extension, nous pouvons ainsi évaluer les impacts sur l'environnement et le microclimat urbain - et donc sur le cadre de vie des riverains - de tel ou tel projet de construction* ». L'outil de simulation devient alors outil d'aide à la décision.

Exemple d'étude¹ récemment confiée au CERMA : l'aménagement du canal Saint-Denis, à Aubervilliers, dans la banlieue parisienne. L'idée sous-jacente : comprendre comment utiliser la masse d'eau du canal afin de rafraîchir l'air en été, et imaginer des aménagements en conséquence. « *Nos outils vont nous permettre de réaliser des structures urbaines spécifiques qui favoriseront l'écoulement d'un air humidifié en bordure du canal, explique Dominique Groleau. Une climatisation naturelle et cent pour cent écologique en quelque sorte !* » Et qui s'inscrit dans une logique - remise au goût du jour - d'économie d'énergie qui touche aussi le monde de l'architecture urbaine.

« *Désormais, dans de nombreux projets, la dimension environnementale est mise en avant, confirme le chercheur. Et à l'avenir, les performances énergétiques mais aussi la qualité du confort dans les espaces extérieurs seront des données essentielles à prendre en compte dans les aménagements urbains* ». Ceci afin de concevoir des projets urbains durables.

1/ En collaboration avec les urbanistes dans le cadre de l'élaboration d'un plan local d'urbanisme.

Contact

Dominique Groleau - Centre de recherche méthodologique d'architecture (CERMA) - Laboratoire « Ambiances architecturales et urbaines » - CNRS-École d'architecture de Nantes
Tél. : +33 (0)2 40 59 21 22 - Mél : dominique.groleau@cerma.archi.fr
[Consulter le site web](#) : CERMA

L'urbanité à la campagne

Paris, capitale, métropole, citadine, urbaine... et si les Parisiens se lassaient de la ville et avaient décidé de retourner aux « vraies valeurs » de la nature et de la campagne ? Jean Viard, sociologue au Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF) décrypte le phénomène et le nuance.



Paris-Plage 2004, 3^e édition.
© Marie Cervoni.

Paris-Plage, le Salon de l'Agriculture, les Parisiens prôneraient-ils un retour à la nature ? Un phénomène pas si évident. « *Les Français ont une pratique des loisirs de proximité* », rappelle Jean Viard. Or, justement Paris ne dispose d'aucune aire de vacances à proximité : ni mer, ni montagne. « *C'est pourquoi la location de gîtes ruraux marche très bien en région parisienne. En 1 h 30, vous pouvez retrouver la campagne* ». Ce qui compte en effet dans le dépaysement n'est pas tant la distance, mais l'altérité du paysage. Le phénomène véritablement observé consiste surtout en un mélange de ce qu'on a appris en vacances et de ce qu'on a appris au travail. L'exemple type en étant la maison avec jardin. D'ailleurs, la plupart des Parisiens ne sont pas propriétaires de leur logement car ils ont choisi de s'investir dans une maison secondaire, à la campagne. Alors qu'en province, c'est l'inverse.

« *Mais il ne faut pas faire d'amalgame, la recherche de campagne n'est pas synonyme de retour à la ruralité* », note Jean Viard. Ce que les Français en général et les Parisiens en particulier recherchent tient en deux mots : liberté et beauté. Non pas une liberté politique,

mais la liberté par rapport aux contraintes de l'urbanité, comme le stress et le bruit. Quant à la beauté de la nature, elle est certainement liée à la pensée écologique. Historiquement en effet, les Français, baignés dans la culture catholique, associent beauté à œuvre de l'homme. Contrairement aux Anglais, par exemple, chez qui la culture protestante place la nature au dessus de tout.

En définitive, les Parisiens, loin du mythe de la ruralité, apprécient la campagne, mais uniquement en tant que décor. Ils fonctionnent toujours avec une logique urbaine et recherchent les services de la ville à la campagne. De façon assez surprenante, le nombre de gens déclarant vivre à la campagne est supérieur aux statistiques de l'Insee. Il s'agit donc surtout d'un « sentiment de ruralité » plus que d'une réalité.

Consciente des désirs de nature de ses habitants, la Ville de Paris tente de la faire rentrer dans la capitale : le nombre croissant d'arbres plantés et la création de Paris-Plage en sont des indicateurs. « *En créant Paris-Plage, la Ville de Paris autorise une sociabilité différente, celle de la plage* », explique Jean Viard. On ne se comporte pas de la même manière en ville, habillé, qu'à la plage, revêtu d'un simple maillot de bain. Il s'agit d'un autre moyen de marier les habitudes des vacances avec les usages de la ville, associés au travail. Pour Jean Viard, « *d'ici 30 ans, on se baignera dans la Seine* »...

Contact

Jean Viard
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
CNRS-IEP Paris
Tél. : +33 (0)4 90 07 25 10
Mél : jean.viard@wanadoo.fr

[Consulter le site web](#)
CEVIPOF

Paris fait quartier libre

L'équilibre entre grandes artères et vies de quartiers est un mélange typiquement parisien, explique Denise Pumain, membre de l'Unité « Géographie-Cités ». Un modèle quasi unique à l'échelle européenne, qui poursuit son évolution.

Qu'est-ce qu'un « quartier » ?

Denise Pumain. Il y a plusieurs façons de définir un quartier. On peut utiliser des critères qui traduisent une certaine homogénéité, en termes de population résidente, ou des activités principales (commerciale, industrielle, monumentale). Les limites sont rarement nettes, on passe d'un quartier à l'autre en notant des changements progressifs dans la morphologie du bâti ou de la population. Parfois, on a une vraie discontinuité qui sépare les quartiers (une voie de chemin de fer, une zone industrielle).

Une autre définition du quartier se façonne à partir des représentations que s'en font les habitants. Ces représentations guident des pratiques : les lieux fréquentés, les habitudes. Le quartier peut alors aussi se définir par un sentiment d'appartenance.

Si tant est qu'il soit possible de découper Paris en quartiers, ce découpage varie selon les critères choisis. Dans le passé, on notait une relation très forte entre une province et des populations ayant migré à Paris : les Bretons à Montparnasse ou aujourd'hui les Maghrébins à la Goutte d'or, Belleville, Barbès...

Peut-on comparer Paris et ses quartiers à d'autres villes européennes ?

D. P. Paris, si on lui intègre aussi ses banlieues, est une très grande ville pour l'Europe. Du point de vue de la diversité des quartiers, on ne pourrait la comparer qu'à Londres. Sur le plan morphologique, Paris est plus homogène dans son bâti, notamment avec le travail d'Hausmann. Comme à Londres, les quartiers se distinguent d'abord en fonction du statut social (quartier pauvre/riche) ou du type de fonction (commerçant/résidentiel). Mais le marquage en fonction de l'origine ethnique est moins systématique qu'à Londres. Du fait de sa longue histoire, Paris a aussi une richesse monumentale unique, à l'exception peut-être de Rome. Si on la compare à Berlin, on remarque une plus grande diversité morphologique parce que Paris garde des traces d'organisation plus anciennes dans son plan, ses rues, ses immeubles.

Comment voyez-vous l'avenir des quartiers de Paris ?

D. P. La *gentrification* (l'embourgeoisement) va continuer et se déplacer dans l'espace. Certains quartiers anciennement vétustes, comme celui autour de la gare de Lyon, du canal Saint-Martin, de la Villette, ont déjà été réhabilités. D'autres sont encore en transition comme dans le 18^e ou le 20^e arrondissement. Cette transition se traduit par un effet de mode, une représentation de quartier plus ou moins « branché » accompagnant une forte montée des prix et un changement de composition de la population (voir la rue Oberkampf). Ce processus existe également à la périphérie, à Montreuil par exemple.

Contact

Denise Pumain
Unité « Géographie-Cités »
CNRS-Universités Paris 1 et 7-ENS Lettres
Tél. : +33 (0)1 40 46 40 00
Mél : pumain@parisgeo.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
Unité « Géographie-Cités »

Les Halles ou les apories de l'urbanisme parisien : le concours 2004

Le réaménagement en question

Vingt ans après la rénovation des Halles, le centre commercial souterrain doit être modernisé ; la gare RER, surchargée (un million de voyageurs/jour), pose des problèmes de sécurité ; le vieillissement précoce de tout le « bric à brac » architectural et paysager en surface exige une requalification totale du quartier. Albert Levy, architecte-urbaniste, chercheur au Laboratoire « Théorie des mutations urbaines », donne son point de vue sur le concours 2004.

Quelles étapes ont mené à choisir le projet ?

Albert Levy. En mars 2001, après l'arrivée de la gauche à la Mairie, la Ville a demandé à la SEM Paris-Centre¹ de se pencher sur l'avenir des Halles. Celle-ci organise une consultation d'architectes sous forme d'un marché de définition (concours d'idées). Sur 32 candidats, 4 sont sélectionnés pour un second tour en 2003 : deux Français (Jean Nouvel et David Mangin) et deux Hollandais (Rem Koolhaas et Winy Maas). En avril 2004, les résultats sont exposés au public, et on demande aux visiteurs, en guise de concertation, de voter pour l'un des quatre projets.

Le débat fait rage : des pétitions sont lancées, des associations d'habitants soutiennent tel ou tel projet, des tables rondes sont organisées, le débat est relayé par la presse. Devant tant de confusion, et face à la critique d'une procédure d'urbanisme mal engagée, le maire demande des précisions supplémentaires aux candidats et repousse sa décision à décembre 2004.

Finalement, Bertrand Delanoë opte pour le projet de Mangin, mais en lui ôtant tout son contenu, car tout est à refaire : un futur concours pour le jardin et un autre pour la grande toiture plate qui recouvre le trou sont envisagés.

Que pensez-vous des projets en lice ?

A. L. Certains projets sont proches du parc d'attractions, les propositions sont toutes caractérisées par une « surdensification » du quartier, une absence de rapport au tissu environnant, et surtout une non prise en compte de l'histoire du lieu et de sa mémoire effacée. Quant au projet gagnant, son jardin au dessin rudimentaire manque de caractère, sa toiture, grande comme la place des Vosges, est hors d'échelle par rapport au site : ce grand volume bas, plat, carré, a des allures d'hypermarché de banlieue.

Quelle(s) solution(s) proposeriez-vous ?

A. L. L'avenir économique et stratégique de Paris au sein de la métropole francilienne ne peut pas être confié qu'à des architectes, mais aussi à des équipes pluridisciplinaires. Le travail de diagnostic et de programmation relève de la responsabilité des élus et de la compétence de leurs services à qui incombe la décision de fixer le destin de leur territoire, de définir les options d'aménagement en prenant en compte la complexité du lieu². Avec la transformation en cours des modalités de production du projet urbain, du système d'acteurs, l'ancien mode hiérarchique, autoritaire, linéaire, est dépassé.

Nous avons affaire aujourd'hui à un urbanisme concourant et flexible où la production de la forme urbaine est négociée et partagée : c'est cette démarche - qui doit prendre en compte les préoccupations environnementales (durabilité), la concertation et la mémoire du lieu - qui aurait dû être appliquée au renouvellement des Halles, pour éviter à ce quartier un nouveau fiasco urbanistique. Personnellement, je penche pour un véritable « jardin mémoire » (à l'exemple de celui de Bercy), car le centre ville suréquipé a besoin surtout d'un espace de respiration.

1/ Société d'économie mixte Paris : centre qui s'occupe de l'aménagement des arrondissements centraux.

2/ Complexité spatiale (diversité de registres d'espace), complexité temporelle (diversité de régimes d'historicité), complexité scalaire (diversité d'échelles).

Pour en savoir plus

Huit siècles d'aménagement des Halles

Huit siècles d'aménagement des Halles

Après huit siècles d'une présence ininterrompue qui a forgé l'identité du quartier et de Paris, les Halles, dont il ne reste plus que le nom, posent, entre autres, le problème du rapport de la ville à sa mémoire, que l'urbanisme moderne progressiste, et sa pratique de la table rase, a persisté à nier. Bref historique par Albert Levy, architecte-urbaniste, chercheur au Laboratoire « Théorie des mutations urbaines ».

Naissance des Halles

Créé par Louis VI le Gros en 1137, au lieu-dit les Champeaux, hors de l'enceinte, sur la rive droite, le marché est intégré dans la ville par Philippe Auguste en 1183. Il y fait construire les premières halles près du cimetière des Innocents, le plus grand de Paris à cette époque. Centre et cœur de la ville, lieu de sociabilité intense au voisinage des morts, le marché ne cesse de se développer depuis.

La période industrielle : construction des nouvelles Halles

Mutations socio-économiques, croissance démographique, urbanisation accélérée, la révolution industrielle exige des réponses urbaines nouvelles : ce sera l'œuvre d'Hausmann. Avec l'annexion des faubourgs (1860), Paris double de surface (de 3288 à 7088 h.) et sa population passe à 1,6 million. Les anciens équipements deviennent obsolètes, de nouvelles halles sont nécessaires pour ravitailler la capitale : Baltard invente les « parapluies métalliques ». Les dix pavillons sont réalisés entre 1854 et 1874, les deux derniers, près de la Bourse du Commerce, en 1935. Le « ventre de Paris » fonctionne ainsi près d'un siècle, en imprégnant la ville de sa poésie et de son imaginaire. Le développement urbain, sa croissance démographique, les problèmes de circulation, entraînent l'inévitable décision de déplacer les Halles, devenues trop petites, à Rungis, en 1965.

La période postindustrielle : la rénovation des Halles et de son quartier

La désindustrialisation massive de la région parisienne et les mutations socio-économiques post-industrielles caractérisent la nouvelle ère urbaine. En même temps que le transfert des Halles, 1965 est aussi la date de publication du premier Schéma directeur de la région parisienne de Paul Delouvrier qui veut réorganiser l'unité de la région métropolitaine. Que faire des Halles et de son quartier ? Une gare (RER et métro) y est prévue à moins de 20 mètres sous terre, sur laquelle on empile un centre commercial et d'autres activités et équipements, cinq niveaux en sous-sol dans une grande opération d'urbanisme souterrain qui libèrent, en surface, un vaste plateau piétonnier, et un espace vert.

En 1971, les pavillons sont détruits, déclenchant une violente polémique. Après une série de consultations architecturales décevantes, avec le changement de statut de la Ville de Paris, en 1977, Jacques Chirac élu premier maire de la capitale, s'autoproclame « architecte en chef ». On lui doit les réalisations actuelles, après l'inauguration du RER (1977) : 1979, Forum des Halles (Claude Vasconi, Georges Pancreach) ; 1982, Espace Pierre Lescot (Jean Willerval) ; 1985, Place Carré (Paul Chemetov) ; 1987, Jardins (Louis Arretche, François Lalane), ainsi que le plateau piétonnier livré à la marchandise. Au total, un ensemble hétéroclite, sans grâce ni poésie, et surtout, sans trace aucune de souvenir du passé qui est totalement éradiqué.

Contact

Albert Levy

Laboratoire « Théorie des mutations urbaines »

CNRS-Universités Paris 8 et 10, de Marne la Vallée-Ministère de la culture et la communication

Tél. : +33 (0)1 64 68 49 60

Mél : albert.levy@univ-paris8.fr

[Consulter le site web](#)

Laboratoire « Théorie des mutations urbaines »

[Consulter le site web](#)

Projet de réaménagement du quartier des Halles

Les ventres de Paris

Guy Chemla, géographe au Laboratoire « Espace et culture », étudie l'évolution de la distribution et de l'approvisionnement alimentaires dans Paris. Il a notamment étudié la création du marché d'intérêt national de Rungis et le retour des consommateurs vers le commerce de proximité.

Aujourd'hui, la plupart des commerçants et des restaurateurs de la capitale s'approvisionnent, directement ou indirectement, sur le marché d'intérêt national (MIN) de Rungis. Mais, jusque dans les années 1960, ils ne faisaient pas leurs courses en banlieue. À l'origine, le principal marché de Paris était situé sur l'île de la Cité, puis sur la Place de Grève. Après un court épisode hors de la ville, au XII^e siècle, il a retrouvé sa place centrale en 1190. Et il l'a conservée sous Napoléon III, avec la construction, en 1853, du marché des Halles par Victor Baltard, sous la direction du préfet Haussmann. C'est à la même époque, en 1867, que furent modernisés les abattoirs et le marché aux bestiaux de la Villette.

Toutefois, la présence des Halles Centrales, qui débordaient des pavillons Baltard pour envahir les chaussées et les trottoirs du cœur de la capitale, – tout comme celle d'un marché aux bestiaux et des abattoirs – n'était plus acceptable dans une ville que l'on voulait moderne. Cela posait des problèmes esthétiques, mais aussi des embouteillages et de la pollution. En 1969-1970, les deux marchés parisiens ont donc été transférés sur le MIN de Rungis, plus vaste et plus fonctionnel. En effet, depuis sa création, c'est le plus grand marché de produits frais au monde. Et ses 220 hectares sont organisés par secteurs, avec des pavillons spécialisés pour chaque type de produits.

Parallèlement, du côté des consommateurs, la grande distribution s'est considérablement développée. Les hypermarchés, absents de la capitale, l'ont encerclée en se multipliant en bordure du périphérique. Les supermarchés et les hard discounters sont venus concurrencer les petits commerçants. Progressivement, les Parisiens ont changé leur façon de faire les courses. De par le choix et les prix proposés, ils préfèrent faire la majeure partie de leurs achats en grande surface. Cependant, pour certains produits – le vin, les fruits et les légumes notamment –, ils continuent de s'adresser majoritairement aux petits commerçants et aux marchés de quartiers. Le commerce de proximité représente, en effet, pour beaucoup, une meilleure qualité des produits. Son accueil plus humain et ses conseils personnalisés répondent mieux aux attentes de la génération, vieillissante et relativement aisée, du baby-boom. Ce serait même « la formule de commerce de l'avenir », à en croire le Premier ministre du moment, Jean-Pierre Raffarin, qui a lancé, le 18 février 2005, le *Plan d'action du commerce de proximité* pour le soutenir.

À lire

- *Géographie de l'alimentation à Paris*. Guy Chemla. In *Paris*. Université de tous les savoirs, vol. 13, collection Odile Jacob, pp. 123-173. Mai 2004.
- *Identité et enjeux de l'agglomération centrale parisienne*. Guy Chemla, Éd. Mairie de Paris, 2004.
- *Les ventres de Paris. Les Halles, la Villette et Rungis. L'histoire du plus grand marché du monde*. Guy Chemla, Glénat, 1994.

Contact

Guy Chemla
Laboratoire « Espace et culture »
CNRS-Université Paris 4
Tél. : +33 (0)1 44 32 14 36
Mél : guy.chemla@paris4.sorbonne.fr

[Consulter le site web](#)
Laboratoire « Espace et culture »

Du « tout automobile » au « zéro voiture » ?

L'espace public parisien sous tension

La notion de « qualité de vie » est plus que jamais au cœur des débats publics, stigmatisant la place prise par l'automobile dans les rues de la capitale. Cela revient-il à nier les avantages qu'elle peut procurer à la vie de la cité ? Le « tout automobile »¹ ne s'apparenterait-il pas plutôt à un « tous automobilistes » ? Réponse de Mathieu Flonneau, historien au Centre d'histoire sociale du XX^e siècle.

Confrontée à une situation difficile dans la ville même qui en a pourtant abrité les premiers tours de roue, l'automobile séduit toujours et encore un grand nombre d'usagers. Au cours de la première décennie du XX^e siècle, Paris a fait d'une innovation technique et industrielle une authentique révolution sociale. Si la paternité de l'invention est difficile à établir avec certitude, en revanche, l'analyse sociale des milieux novateurs indique clairement qu'une civilisation cohérente de l'auto est née et a prospéré à Paris.



Jusqu'à la fin des années 1960, tant que les Halles centrales assuraient au centre de Paris une activité de premier ordre, les embouteillages, lointains descendants des embarras de Boileau, étaient la règle commune sur la rive droite de la Seine.

© Avec l'aimable autorisation de la Direction de la Voirie et des Déplacements de la Ville de Paris.

Loin d'avoir été le seul fait des personnes aisées, l'auto s'est très vite rendue indispensable à la société urbaine. Acceptée comme un service rendu au public, devenu « service public », l'auto a su rallier à sa cause un large ensemble de professions qui en usèrent rapidement comme d'un outil de travail.

Sortie de son ghetto doré grand bourgeois et aristocrate, l'auto s'ouvrit très tôt au grand public et les véhicules destinés à un usage professionnel dans le commerce ou l'administration contribuèrent de façon décisive à son acceptation par le plus grand nombre et à son entrée rapide dans les mœurs. Dans ce contexte, le commentaire du journaliste Louis Baudry de Saunier consacré à l'Exposition automobile de 1906 qui considérait « *l'automobile utilitaire comme étant, incontestablement, la grande industrie de demain* »² était prémonitoire.



La voie express rive gauche - ici à la fin des années 1950 -, représente l'un des premiers efforts d'adaptation des infrastructures de voirie parisienne à l'automobile. Elle fut réalisée par endroit avant l'ouvrage qui longe la Seine sur l'autre rive inauguré le 22 décembre 1967 par Georges Pompidou, alors Premier ministre.

© Avec l'aimable autorisation de la Direction de la Voirie et des Déplacements de la Ville de Paris.

Les transports publics de la capitale furent naturellement l'un des champs d'application privilégié de cette innovation « *bénéfique* » (selon l'architecte urbaniste Eugène Hénard). Dès 1913, les omnibus automobiles

avaient entièrement remplacé les véhicules hippomobiles à l'issue d'une substitution que beaucoup jugeaient particulièrement prophylactique. Il y aurait beaucoup à dire sur les effets d'entraînement et les continuelles remises à niveau des transports en commun en termes de rapidité et de confort, largement dues aux performances de l'automobile individuelle.

Qui peut nier que les Parisiens furent les ultimes bénéficiaires de ces évolutions qui redessinent le schéma trop souvent figé d'une traditionnelle opposition entre transport collectif et transport individuel ? Loin de n'avoir été qu'un accessoire futile de la modernité, l'automobile a justement servi l'urbanité parisienne. Les responsables des nouveaux et nécessaires équilibres de la ville à venir devraient s'en souvenir...

Des recherches sur l'histoire sociale de Paris

Le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle (CHS) conduit depuis longtemps des enquêtes sur l'histoire sociale de la métropole parisienne. Plusieurs d'entre elles font l'objet de contrats avec la Mairie de Paris ou le ministère de l'Équipement.

Parmi les thèmes traités : *Les imaginaires parisiens - Paris, Le Peuple, histoire et représentations - La mémoire du travail à Paris - Paris et ses banlieues pour une histoire partagée - Les morts de la guerre à Paris - Aux origines de la gouvernance métropolitaine : la naissance des politiques publiques de gestion de l'agglomération - La population parisienne en 1936.*

1/ *La génération des technocrates qui a construit le boulevard périphérique et les voies express n'est-elle pas également celle qui a conçu le RER ?*

2/ « *L'usage militaire de l'automobile s'imposa aussi* ». A. de Dion. In « *L'Illustration* », 15 décembre 1906.
« *L'automobile, reine du monde* ». A. de Dion. In « *Je sais tout* », 15 mars 1906.

À lire

- *Le métro et les transports urbains*. Mathieu Flonneau, Éd. Nathan, 2005.
- *L'automobile à la conquête de Paris. Chroniques illustrées*. Mathieu Flonneau, Éd. Presses de l'École nationale des ponts et chaussées, 2003.

Contact

Mathieu Flonneau
Centre d'histoire sociale du XX^e siècle
CNRS-Université Paris 1
Tél. : +33 (0)1 44 78 33 84
Mél : Mathieu.Flonneau@univ-paris1.fr

[Consulter le site web](#)
Centre d'histoire sociale du XX^e siècle

Une ville sans voiture, une utopie ?

Est-il possible de diminuer la circulation automobile dans les grandes villes ? Les équipes de Marie-Hélène Massot de l'INRETS à Paris (Île-de-France) et de Patrick Bonnel, enseignant-chercheur au Laboratoire d'économie des transports (LET) à Vaulx-en-Velin (Rhône-Alpes) ont réalisé une étude pour le compte du Predit¹ sur les modes de déplacements dans les agglomérations parisiennes et lyonnaises.

Les résultats de leur investigation montrent que si l'amélioration du système de transports collectifs est une condition nécessaire à la réduction de l'usage de la voiture, elle n'est en aucun cas suffisante. Par ailleurs, l'abaissement des vitesses automobiles, mesure souvent recommandée, n'aurait qu'un effet limité sur le court terme. Seule une approche globale intégrant aménagement urbain et systèmes de transports pourrait contribuer à diminuer significativement le trafic de voitures.



Les politiques mises en œuvre depuis quelques décennies ont abouti à l'extension des réseaux routiers et de l'offre de transports collectifs (métro, RER, TER, tramway) dans les grandes villes. Ce développement a eu pour effet d'augmenter la taille des métropoles. Tandis que le nombre de kilomètres cumulés parcourus par les automobiles dans les agglomérations de plus de 300 000 habitants a, lui, carrément explosé : + 45 % entre 1982 et 1994 !

Alors que l'environnement prend une place de plus en plus importante parmi les préoccupations des Français, est-il possible d'inverser ce processus et de réduire massivement la place de l'automobile en ville ? Patrick Bonnel et ses collègues se sont ainsi intéressés au temps que les Français consacrent à leurs déplacements en utilisant les résultats de deux enquêtes réalisées² à Paris et Lyon entre 1991 et 1995. Leurs conclusions étonnantes vont à l'encontre des idées reçues.

Selon eux, à peine 8 % des conducteurs de la région parisienne (18 % à Lyon) auraient aujourd'hui intérêt, en termes de gain de temps, à utiliser d'autres modes de transport que la voiture. Et encore, révèlent-ils, ceux-là effectuent tout juste 4 % (6 % à Lyon) des kilomètres parcourus par l'ensemble des automobiles de l'agglomération !

Ce chiffre des kilomètres automobiles évités pourrait éventuellement être doublé³ en augmentant le temps quotidien nécessaire pour se déplacer de 25 à 30 %. Mais, il ne saurait de toute manière dépasser les 20 % (23 % à Lyon) même à supposer des investissements massifs dans les transports collectifs (doublement de l'offre à Lyon par exemple).

« En bref, notre étude montre que l'on ne peut agir sur l'usage de la voiture en se contentant de développer les transports en commun, explique Patrick Bonnel. Si une marge de manœuvre existe effectivement, aller au-delà en réduisant massivement la place accordée à l'automobile en ville nécessite une approche globale du problème. Celle-ci intègre notamment l'aménagement urbain et les stratégies de localisation des ménages, des emplois et des commerces... ».

1/ « Programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres », piloté par les ministères chargés de la recherche, des transports, de l'environnement et de l'industrie, l'ADEME et l'ANVAR.

2/ Enquête globale de transport d'Île-de-France (EGT, 1991-1992) et enquête ménages déplacements de l'agglomération lyonnaise (1994-1995).

3/ En réduisant, par exemple, la vitesse limite autorisée.

À lire

- Bonnel P., Caubel D., Mignot D. (2005), Lyon 21, *Étude de faisabilité d'un système de transport radicalement différent pour la zone dense lyonnaise*. *Études et Recherche* n°17, LET-ENTPE, Lyon.
- Massot M.-H., Armoogum J., Hivert L. (2002), Paris 21, *Étude de faisabilité d'un système radicalement différent pour la zone dense francilienne*. Rapport INRETS N° 243, Les collections de l'INRETS, Arcueil.

Contact

Patrick Bonnel
Laboratoire d'économie des transports (LET)
CNRS-Université Lyon 2-ENTP
Tél. : +33 (0)4 72 04 70 48
Mél : Patrick.Bonnel@entpe.fr

[Consulter le site web](#)
LET

« Il est cinq heures, Paris circule... »

Les transports routiers sont régulièrement critiqués pour la congestion, la pollution atmosphérique ou les accidents qui leur sont associés. Olivier Chanel, chercheur en économie de l'environnement au Groupement de recherche en économie quantitative d'Aix-Marseille (GREQAM), évoque l'intérêt de les penser de façon globale.

Quels sont les chiffres ?

Olivier Chanel. L'exposition de long terme à la pollution atmosphérique provoquerait environ 31 000 décès chaque année en France (soit une perte d'espérance de vie de 0,6 an par habitant), 37 000 nouveaux cas de bronchite chronique chez les adultes et plus de 800 000 journées de crises d'asthme¹. Les pertes de ressources économiques associées à l'ensemble des effets sanitaires s'élèveraient à plus de 4 milliards d'euros. La circulation automobile serait responsable d'environ 60 % de ces effets.

Fait-il bon vivre à Paris et dans les grandes villes ?

O. C. Difficile de trancher. Des paramètres multiples entrent dans l'analyse : les conditions de vie et de travail, les types d'urbanisation et d'habitat, les facteurs environnementaux, l'accès aux soins, aux services, aux transports ou à l'éducation.

Peut-on rêver d'un Paris sans voiture ?

O. C. Cet extrême paraît peu réaliste puisque les transports routiers contribuent au déplacement des biens et des personnes, leur vocation économique première. Le problème vient de ce que leurs utilisateurs ne supportent pas l'ensemble des coûts qu'ils imposent à la société. En effet, les transports terrestres, via la pollution atmosphérique globale (gaz à effet de serre) ou plus localisée (particules, NO₂...) qu'ils émettent, ont un impact négatif sur la santé, les bâtiments et les cultures. Ils génèrent de surcroît d'autres externalités négatives : nuisances sonores, congestion, accidents de la route...

À défaut de supprimer les voitures, quelles mesures préconisez-vous ?

O. C. Plutôt que d'agir sur une seule source d'externalités en recourant à la technologie (réduction des émissions ou des accidents), la meilleure politique consiste sans doute à réduire conjointement l'ensemble des effets externes tout en limitant ses impacts potentiellement générateurs d'inégalités. Ainsi, des mesures simples comme le développement du covoiturage, la limitation de l'accès et du stationnement des véhicules en centre ville, l'amélioration de l'efficacité des transports en commun (horaires, interconnexion, tarifs, dessertes...) peuvent coexister avec des mesures plus ambitieuses : aménagement de sites propres pour les transports en commun et de parkings à l'extérieur des agglomérations, redensification des zones urbaines, réorganisation spatiale des activités résidentielles, professionnelles et productives...

Toutefois, ceci implique une politique volontariste de gestion du territoire, passant sans doute par la fiscalité, qu'aucun gouvernement n'a considérée jusqu'à présent comme prioritaire. Les raisons tiennent autant au poids des transports routiers en termes d'emplois, de ressources étatiques, de contribution au PIB et à l'inertie des schémas de pensée des décideurs publics qu'aux réticences des usagers. Pourtant, nos voisins londoniens ont montré, entre autres par la mise en place de péages urbains, que des effets spectaculaires pouvaient être obtenus rapidement...

1/ Künzli N., Kaiser R., Medina S., Studnicka M., Chanel O., Herry M., Horak F., Puybonnieux-Textier V., Querel P., Schneider J., Seethaler R., Vergnaud J.-C. and Sommer H. (2000). « Public-health impact of outdoor and traffic-related air pollution: a European assessment », *Lancet*, 356:795-801, Sept. 2nd

À lire

- Chanel O. et J.-C. Vergnaud (2004). *Combien valent les décès évités par la prévention*. *Revue économique*. 55 (5), pp. 991-1010.

Contact

Olivier Chanel - Groupement de recherche en économie quantitative d'Aix-Marseille (GREQAM) et Institut d'économie publique (IDEP)

Tél. : +33 (0)4 91 14 07 80 - Mél : chanel@ehess.univ-mrs.fr

[Consulter sites web](#) : GREQAM - Institut d'économie publique (IDEP)

Être guidé les yeux fermés

Le projet OUVEJ

Améliorer la qualité de vie des personnes handicapées, notamment visuelles. Louable projet qui se décline en 5 lettres : OUVEJ¹. Soit le nom d'un système de guidage par téléphone portable et GPS. Si le système, encore en phase d'expérimentation, ne concerne pour l'instant que les déficients visuels fréquentant le campus universitaire de La Doua, à Lyon, il peut facilement être transposé dans d'autres lieux et pour d'autres types de handicaps. Béatrice Rumpler, maître de conférence au Laboratoire d'informatique en images et systèmes d'information (LIRIS), nous donne les détails de ce projet novateur.

Quand un coup de fil peut changer la vie. Ou du moins l'améliorer. Comment ? Grâce à un nouveau système de guidage par téléphone portable pour déficients visuels baptisé OUVEJ. La manipulation est toute simple : une fois descendu à l'une des stations de tramway du campus lyonnais, il suffit d'appeler le poste central avec son téléphone portable, d'indiquer son point de départ et d'arrivée et de se laisser guider. « *Le système fonctionne par reconnaissance vocale*, indique Béatrice Rumpler. *Il va saisir quelques mots clés et va ensuite établir un parcours, en indiquant à l'utilisateur des déplacements simples et ponctués de repères facilement identifiables : feux sonores, bandes tactiles* ».

Pour l'heure, le système de guidage est encore un prototype en phase de développement - seule la ligne de tramway est aujourd'hui quadrillée - testé en grandeur réelle par des usagers potentiels. Ceci afin de le perfectionner et de le rendre accessible à d'autres types de handicap. « *Nous souhaitons adapter le système en fonction du profil de l'utilisateur*, confie Béatrice Rumpler. *En effet, certains préfèrent être totalement pris en charge et donc recevoir le maximum d'informations, tandis que d'autres, plus autonomes, vont se débrouiller avec quelques données de base. Confronté à des personnes à mobilité réduite, par exemple, le système de guidage devrait ainsi être capable de leur indiquer un itinéraire adapté* ».

Initialement, un GPS d'encombrement réduit et porté par l'utilisateur devait permettre au système de guidage de repérer directement sa position, ce qui facilitait la « prise en charge ». Mais cette technologie a été provisoirement abandonnée car les données satellitaires utilisables pour le GPS civil ne sont pas assez précises. Prochainement, la réglementation européenne devrait être assouplie, ce qui permettra une utilisation optimale du GPS au sein du système OUVEJ et devrait lui promettre un bel avenir. Et de multiples applications. L'aéroport international de Lyon-Saint-Exupéry a d'ores et déjà fait part de son intérêt.

1/ Projet financé par la région Rhône-Alpes. Partenaires : LIRIS, l'INSA de Lyon, Mission Handicap de Lyon 1 et EO-E.D.P.S

Contact

Béatrice Rumpler
Laboratoire d'informatique en images et systèmes d'information (LIRIS)
CNRS-INSA de Lyon-École centrale de Lyon-Universités Lyon 1 et 2
Tél. : +33 (0)4 72 43 81 51
Mél : Beatrice.rumpler@insa-lyon.fr

[Consulter le site web](#)
LIRIS

Le Paris « extra-muros »

Le Théâtre des Champs-Élysées, la Maison de verre, la Cité de Refuge, la Fondation Cartier... Tous ces bijoux de l'architecture parisienne sont protégés des « agressions extérieures » par le boulevard périphérique, qui suit le tracé de la mythique enceinte de Thiers, édiée en 1840. Jean-Louis Cohen, architecte et enseignant, membre de l'Unité « Architecture, urbanisme, sociétés » (AUS) nous livre ses réflexions sur le paysage et l'espace publics et sur l'intégration des ouvrages d'art au cœur des villes et à leurs frontières. Avec, comme cas d'école : Paris.

Paris « embastillé »...

Paris, capitale radioconcentrique, est l'une des villes les plus corsetées du monde avec ses six enceintes¹ historiques successives et aujourd'hui son périphérique. Tour à tour enjeu de luttes d'influence et théâtre de conflits entre municipalité et État, objet de convoitise des instances militaires, hygiéniques, sportives ou paysagères, la ceinture a pendant un siècle mobilisé réformateurs sociaux, politiciens, militants et professionnels de toute obédience (architectes, paysagistes, ingénieurs). Et pour cause, la ceinture de Paris est ponctuée de réalisations remarquables (Cité universitaire) ou d'édifices isolés (ceux d'Auguste Perret, Albert Laprade, Jean Walter, Claude Parent ou Renzo Piano) qui rendent compte des grands moments de la création architecturale moderne.

...mais Paris « libéré »

Si des solutions urbaines existent dans les limites actuelles de la capitale, il est des enjeux dont la réponse se trouve à l'évidence *extra-muros*. L'anneau jadis occupé par l'enceinte et sa zone est devenu un seuil plus perméable, en dépit de la coupure physique du boulevard périphérique. Les caractéristiques spatiales des boulevards, l'ampleur des séquences architecturales et la dimension spectaculaire des ouvrages d'art constituant le périphérique, contribuent à en faire une collection de bâtiments où une nouvelle monumentalité apparaît. Le tramway en cours de réalisation sur le boulevard des Maréchaux la révélera prochainement.

Architectes et urbanistes se penchent sur des projets urbains d'envergure et réfléchissent sur leurs avenir et leurs limites. Certaines grandes villes de province mettent en œuvre une véritable réflexion urbaine, qui s'inscrit aujourd'hui dans une échelle européenne. Bordeaux, Lyon, Lille, Nantes ou Strasbourg proposent de ce point de vue des expériences plus stimulantes encore que celles de Paris.

1/ Phénomène unique en Europe dont la source est fondamentalement politique. Créer un « grand Paris », comme il existe un « grand Londres », idée qui remonte à Haussmann, aurait abouti, dans les années 1920-30, à concéder le pouvoir à la gauche.

À lire

- *Urban Textures*: Yves Lion. Jean-Louis Cohen. Birkhäuser, Bâle, Berlin, Boston, 2005.
- *Le Corbusier, un lyrisme pour l'architecture de l'âge de la machine*. Jean-Louis Cohen. Taschen, Cologne, 2004.
- *Alger, paysage urbain et architecture 1800-2000*. Jean-Louis Cohen (avec Nabila Oulebsir et Youcef Kanoun). Éditions de l'Imprimeur, Paris, 2003.

Contact

Jean-Louis Cohen
Unité « Architecture, urbanisme, sociétés » (AUS)
CNRS-Universités Paris 8 et 10-Ministère de la Culture-Université de Marne-la-Vallée
Tél. : +33 (0)1 48 87 84 45
Mél : jlouiscohen@wanadoo.fr

[Consulter le site web](#)

École d'architecture Paris-Malaquais

Paris-Banlieue : penser et valoriser l'espace urbain dense

À l'ère des « régions urbaines », la coupure entre Paris et sa banlieue frise l'absurde. Quelles sont les raisons, passées et présentes, de l'insuffisante intégration entre ces territoires ? Les réponses de Pierre Beckouche, professeur de géographie à l'Université Paris 1 et membre du Laboratoire « Dynamiques sociales et recomposition des espaces ».

On sait où s'arrête Paris, mais on a du mal à délimiter la « banlieue parisienne ». D'où vient cette difficulté ?

Pierre Beckouche. Du fait, d'abord, que les sept départements de la proche et de la grande couronne ne la définissent pas de manière satisfaisante, car les « franges franciliennes », c'est-à-dire l'extension de la banlieue parisienne au-delà des limites de l'Île-de-France, ne sont pas prises en compte. Et, à supposer que l'on intègre ces franges, où s'arrêter ? L'amélioration des transports met Rouen, voire Tours, à des distances-temps urbaines. La question, ceci dit, n'est pas seulement géographique. Il n'y a pas, en France, d'institution d'échelle métropolitaine. Les lois de décentralisation de 1982-1983 se sont cantonnées au découpage classique : commune, département, région. Or, le Conseil régional d'Île-de-France et la Préfecture de Région sont deux institutions un peu petites pour coiffer la grande région parisienne et un peu grandes pour gérer « le cœur du chaudron », c'est-à-dire l'agglomération, de Paris aux Villes nouvelles.

Paris et sa banlieue ont-ils des chances de travailler un jour « main dans la main » ?

P. B. Une conjonction de facteurs rend optimiste. Premièrement, nous bénéficions désormais d'une solide tradition de planification régionale qui associe Paris et banlieue. Deuxièmement, le rapprochement politique entre la capitale et la « banlieue rouge » facilite un aménagement concerté entre l'APUR et les services d'urbanisme des communes limitrophes. Troisièmement, le « desserrement » des activités économiques parisiennes par-delà le périphérique (sièges sociaux, services aux entreprises, médias) associe de fait l'ensemble de la zone dense (Paris et la proche couronne) : le quart des actifs parisiens travaillent déjà en banlieue et le quart des actifs de la proche couronne travaillent à Paris. Sans oublier que les classes bourgeoises parisiennes partent à la conquête résidentielle de la proche banlieue et que la montée des préoccupations environnementales fait de l'ensemble de l'agglomération parisienne une échelle de référence.

Quel est, à vos yeux, le problème que doit régler en priorité la région parisienne ?

P. B. La question scolaire. Car le système de formation francilien se grippe : 11 % des jeunes en sortent sans diplôme. Une des raisons tient à la géographie, massive, de l'échec scolaire, en banlieue nord notamment, qui entraîne les établissements scolaires dans une spirale de difficultés croissantes. Chose stupéfiante et pourtant mal connue, la nation met moins d'argent public dans ses collèges en ZEP que dans ses collèges hors ZEP, ce qui donne une idée de la pusillanimité de notre politique scolaire pour les populations en difficulté. Voilà une vingtaine d'années que ce cercle vicieux - désormais plurigénérationnel - de la relégation sociale des parents et de la sous-formation des enfants a été identifié en banlieue parisienne... Il faut craindre que les conséquences de notre incapacité à lui trouver une réponse seront aussi coûteuses que les erreurs de l'urbanisme du XIX^e siècle (*Cf. Pour en savoir plus*).

1/ L'Atelier parisien d'urbanisme a pour mission de suivre les évolutions urbaines, de participer à la définition des politiques d'aménagement et de développement, à l'élaboration des orientations de la politique urbaine et des documents d'urbanisme, ainsi qu'à la préparation des projets à l'échelle de Paris, de son aire urbaine ou de tout ou partie de la région Île-de-France.

2/ Contre moins de 8 % en province (chiffres de la fin des années 1990).

3/ Zone d'éducation prioritaire.

Pour en savoir plus

[Un siècle d'erreurs chèrement payées](#)

[« Faible densité » et risques économiques](#)

Un siècle d'erreurs chèrement payées

Que s'est-il passé, au XIX^e siècle, pour que Paris commette de monumentales erreurs d'urbanisme que la Ville mettra plus de cent ans à rattraper ? Explications de Pierre Beckouche, professeur de géographie à l'Université Paris 1, membre du Laboratoire « Dynamiques sociales et recomposition des espaces ».

Flash-back. Fin du XVIII^e et début de vastes mouvements migratoires en France. Le Bassin parisien d'abord, puis le reste de la France, expédient des migrants à Paris, chassés des campagnes par la misère et aimantés par l'espoir de trouver du travail dans ce qui est alors la première ville industrielle du pays. Résultat : vers 1850, sur le million de personnes vivant à Paris, « 300 000 sont des indigents et 400 000 des quasi-miséreux », indique Pierre Beckouche en reprenant les travaux de Bernard Marchand¹. À cette époque, il y a déjà une banlieue, ou plus exactement des faubourgs hérissés de cabarets et de petits commerces ne payant pas l'octroi et ne nécessitant pas d'autorisation administrative. Mais dans l'ensemble, le modèle urbain parisien est celui de la densité, de la présence et de la confrontation de toutes les catégories sociales ».

Le démarrage, en 1853, de grandes opérations d'urbanisme, notamment haussmanniennes, va bouleverser la donne. La raison d'ouvrir ces chantiers qui se poursuivront jusqu'au début du XX^e siècle est évidente : régler le problème sanitaire et social de l'entassement de la pauvreté au cœur de la Ville et éviter la concentration d'ouvriers politiquement dangereux en éloignant les industries. « La décision stratégique a été prise de 'nettoyer' ces quartiers, dans tous les sens du terme, et de tenir les foules miséreuses à l'écart des lieux du pouvoir ». Ce qui explique que la banlieue parisienne se soit constituée comme une concentration des petites gens chassées de la Ville pour des raisons immobilières². Bref, comme un lieu de relégation. À cette opposition sociale et politique entre Paris et banlieue, viendra s'en ajouter une autre, fiscale. « La Ville fut longtemps la plus endettée du monde. Et elle le serait restée pour cent ans s'il n'y avait pas eu l'hyper-inflation de l'entre-deux-guerres », dit Pierre Beckouche. Comment cela s'explique-t-il ? « Par la timidité du soutien de la nation et le souci récurrent des pouvoirs publics nationaux, donc provinciaux, d'éviter de voir Paris, ville des révolutions, grandir trop vite. Les politiques d'aménagement urbain ne furent jamais à l'échelle requise par la révolution urbaine qui avait lieu à Paris ».

Autre « bévue » de taille couronnant le tout : le métro, construit comme un réseau géographiquement arrêté à la banlieue et techniquement incompatible avec le chemin de fer³. Et pourtant, c'est ce vaste chantier de couture entre Paris et la banlieue qui a été rouvert depuis 1965 avec le schéma directeur de la Région Île-de-France, puis avec la récente politique municipale de Paris en direction des communes limitrophes de banlieue. « Dans ce chantier, les infrastructures principales sont, globalement, posées : routes et réseau ferré, logement, équipements hospitaliers, commerciaux... Une seule manque à l'appel : une vraie politique de revalorisation de l'espace scolaire en friche, celui de la proche banlieue populaire. Un retard que nous paierons aussi longtemps et aussi cher que les erreurs urbanistiques du XIX^e siècle... ».

1/ Auteur de : « Paris, histoire d'une ville ». Le Seuil, 1994.

2/ La révolte contre ce vaste tri social explosera lors de la Commune de 1871. Au tournant des XIX^e et XX^e siècles, le « desserrement » des activités gourmandes en espace mais à faible valeur ajoutée (asiles, cimetières, gares de triage...) se poursuit et se double de l'essor, en banlieue, de la grande industrie. La « ceinture rouge » est née. Le processus s'alimentera des décisions urbaines ultérieures, notamment lors de la politique de rénovation urbaine des années 1955-1974 qui expulsera en banlieue la plupart des résidents populaires des logements parisiens insalubres remplacés par des « grands ensembles » ne comprenant pas d'équipements publics à côté des logements (au moins les premières années).

3/ Une erreur d'aiguillage qui pénalisera, un siècle plus tard, la RATP et la SNCF quand il s'agira de connecter leurs réseaux via le RER.

Contact

Pierre Beckouche
Laboratoire « Dynamiques sociales et recomposition des espaces » (LADYSS)
CNRS-Universités Paris 10, 1, 7 et 8
Mél : Pierre.Beckouche@univ-paris1.fr

[Consulter le site web](#)
LADYSS

« Faible densité » et risques économiques

Au recensement de 1801, Paris comptait 555 000 habitants, déjà 1 174 000 à celui de 1856 et la Ville atteindra son sommet démographique en 1921, avec 2 900 000 âmes. Stabilisée jusqu'au milieu des années 1950 (on recensait 2 850 000 Parisiens en 1954), la population, depuis, n'a cessé de décroître. Commentaires de Pierre Beckouche, professeur de géographie à l'Université Paris 1, membre du Laboratoire « Dynamiques sociales et recomposition des espaces ».

« En un demi-siècle, de 1954 à 1999, la capitale a perdu plus de 725 000 habitants, soit grosso modo le quart de sa population », indique Pierre Beckouche. Que Paris, qui demeure la troisième métropole du monde la plus productive de richesses, avec New York et Tokyo, ait enregistré un tel recul sous l'effet d'une explosion des prix de l'immobilier et, plus récemment, d'une politique de protection de « l'hyper-centre », est-il une bonne ou une mauvaise chose ? Pour Pierre Beckouche, ce tassement de la résidence et de l'emploi, outre qu'il repousse les moins solvables hors des limites de la Ville et ensemence « un modèle parisien fondé sur une ségrégation sociale par la distance au centre », est hautement dommageable sur le plan économique : « Depuis quinze ans, 300 000 emplois ont quitté Paris. L'effritement de la densité pénalise l'emploi, qui s'en va, alors que depuis deux cents ans, la nation a multiplié les efforts pour concentrer des équipements d'une richesse extraordinaire dans le cœur de la région parisienne. Une ville dense, aux activités diversifiées et à haut niveau de qualifications, s'avère le meilleur dispositif territorial possible pour l'innovation et le meilleur moyen de lui permettre d'exprimer tout son potentiel économique ».

Or, sachant que l'Île-de-France assure à elle seule 29 % de la production nationale (PIB), brider le moteur économique de la région parisienne engendre nécessairement « des retentissements macro-économiques ». Et d'assurer que plaider pour un renforcement de la densité de Paris, aussi « contre-intuitif » que cela paraisse, revient à militer en faveur de l'environnement. « Revaloriser la zone dense permettrait d'enrayer l'étalement et la consommation d'espaces, ce que les Villes nouvelles ne sont pas parvenues à faire totalement. Il est regrettable que les Verts qui siègent au Conseil municipal de Paris, contrairement à leurs collègues du Conseil régional d'Île-de-France, considèrent le mot 'densité' comme un gros mot ». D'autant que, poursuit le même expert, qui dit densité dit ralentissement de l'explosion de la mobilité automobile. Explication : « À l'heure actuelle, celui qui habite et travaille en grande banlieue a sept fois moins de chances qu'un actif parisien travaillant à Paris d'utiliser les transports en commun pour aller au travail, et quatorze fois moins pour ses loisirs ! »

Contact

Pierre Beckouche
Laboratoire « Dynamiques sociales et recomposition des espaces » (LADYSS)
CNRS-Universités Paris 10, 1, 7 et 8
Mél : Pierre.Beckouche@univ-paris1.fr

[Consulter le site web](#)
LADYSS

Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?

La capitale n'est plus cette concentration d'emplois et de résidences qu'elle a pu être il y a une trentaine d'années. Les causes et les conséquences, par Martine Berger, membre du Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS).

En un quart de siècle, la capitale est devenue un véritable « système métropolitain » de plus de 10 millions d'habitants et de près de 5 millions d'emplois et logements. Remisée donc, la traditionnelle opposition entre espaces urbains denses et espaces ruraux de faible densité. Entre les deux existe désormais un « tiers espace », nourri d'échanges tant avec la ville qu'avec les campagnes : l'espace périurbain.

Comment, au moment où les villes nouvelles et les grands ensembles sortaient de terre, est-on passé de l'agglomération à la région métropolitaine ? Il faut voir dans le désir des ménages d'accéder à la propriété et à la maison individuelle la principale source du renversement du modèle urbain. Dans un contexte qui leur était favorable, ceux-là même qui ont été élevés dans des logements exigus ou dans l'anonymat des immeubles collectifs ont aspiré à disposer de plus d'espace.

Autre facteur de « métropolisation » de la capitale : un marché du travail de plus en plus sélectif. Les qualifications et les revenus s'élèvent, la part des cadres se renforce. Et celle des couches moyennes salariées. Le développement des périphéries urbaines va également de pair avec l'effondrement numérique et la crise identitaire d'une classe ouvrière très qualifiée, à la recherche de nouvelles pratiques distinctives. En définitive, même si l'univers des choix résidentiels reste plus ouvert ici qu'ailleurs, les inégalités d'accès à la ville demeurent fortes.

Production de nouvelles zones de résidence et d'activités, transformations radicales des quartiers d'où sont partis les Franciliens : la périurbanisation d'une partie des couches moyennes, voire modestes, n'est pas sans effet sur la « ghettoïsation » des grands ensembles d'habitat social, ainsi que sur l'accélération de la « gentrification » (diffusion des classes supérieures hors des beaux quartiers) de la capitale et de certaines communes de banlieue. Le processus apparaît même comme l'un de ceux ayant le plus fortement contribué à l'accroissement des inégalités, si ce n'est des ségrégations, en Île-de-France.

Le départ des familles vers la « grande couronne » a privé de nombreuses agglomérations de leurs éléments les plus jeunes, les plus actifs, les plus porteurs d'ascension sociale intergénérationnelle. Par ailleurs, des citoyens mobiles dans leur vie quotidienne semblent plus que jamais attachés à l'homogénéité sociale de leur lieu de résidence et tendent de plus en plus à constituer des communautés de pairs sur le modèle anglo-saxon. De la ville dense à la métropole éclatée, les périurbains de Paris ?

À lire

- *Les périurbains de Paris*. Martine Berger, CNRS ÉDITIONS, 2004.

Contact

Martine Berger
Laboratoire dynamiques sociales et recomposition des espaces (LADYSS)
Tél. : +33 (0)1 44 32 14 15
Mél : berger@univ-paris1.fr

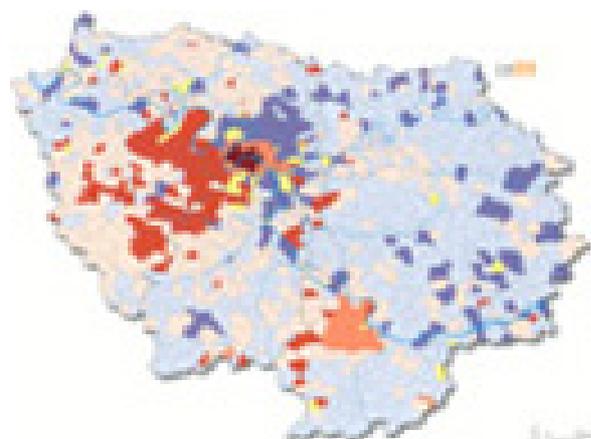
[Consulter le site web](#)
LADYSS

Paris, un cœur à prendre

L'analyse des couches sociales telles qu'elles s'inscrivent dans l'espace, urbain ou rural, permet d'objectiver les conditions de vie des ménages, des choix d'environnements ou de milieux de vie. Paris, entre un cœur qui se dépeuple et des banlieues et villes nouvelles dont la population s'accroît. Explications de Catherine Rhein, directeur de recherche dans l'Unité « Géographie-cités ».

La mondialisation en Île-de-France a des effets profonds sur les structures d'emploi et sur les couches sociales. Les conséquences de politiques concernant la famille, l'immigration, le logement et les retraites interfèrent avec les effets de la mondialisation, contribuant à la reproduction d'un schéma de polarisation social exceptionnel par sa force et par sa stabilité.

Le rôle de l'espace urbain dans l'analyse des structures sociales est en fait complexe, puisque l'espace, qu'il soit urbain ou rural, est une construction sociale, par les procédures d'aménagement, privées ou publiques, concertées ou non, mises en œuvre au fil des décennies, voire des siècles.



Carte extraite de *l'Atlas des franciliens*, tome 3. 2002, Paris, INSEE-Direction régionale Île-de-France et Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAURIF).
© Catherine Rhein.

La répartition de la population est très inégale au sein de la région. Ces inégalités très marquées tendent à s'atténuer depuis quelques décennies, du moins au sein de l'unité urbaine de Paris, entre un cœur qui se dépeuple depuis les années 1920 et des banlieues et périphéries dont la population s'accroît.

La population de la Ville de Paris continue de décroître, parce que la taille moyenne des ménages et le nombre de logements diminuent, en particulier dans le cœur de la ville. Ce desserrement, en cours également dans d'autres métropoles françaises et britanniques, ne semble pas concerner les couches aisées parisiennes qui, non seulement restent au cœur de la métropole, mais y confortent leur position.

Un cœur bourgeois, des banlieues restées populaires, le schéma de polarisation en Île-de-France suit un modèle différent de celui qui prédomine dans les métropoles de Grande-Bretagne et surtout dans celles des États-Unis.

À lire

- *Atlas des Franciliens*, tome 3, *Population et modes de vie*, 2002, Paris, INSEE-Direction régionale Île-de-France et Institut d'aménagement et d'urbanisme de la Région Île-de-France (IAURIF).
- *Structures sociales en Île-de-France*, Catherine Rhein. pp. 211-224 in Marie-Flore Mattéï, Denise Pumain, coord. Données urbaines N°3, 2000, Paris, *Economica*.
- *Couches sociales et structures des ménages*, Catherine Rhein. *Revue de géographie de Lyon*. 1998, vol. 73, pp. 83-91.

Contact

Catherine Rhein
CNRS-Universités Paris 1 et 7
Unité « Géographie-cités »
Tél. : +33 (0)1 44 27 81 01 - Mél : rhein@msh-paris.fr

Consulter le site web : Unité « Géographie-cités »

Paris s'embourgeoise-t-il ?

Oui !, répondent sans ambages **Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon**, directeurs de recherche au CNRS, au Laboratoire « Cultures et sociétés urbaines », et auteurs de *Sociologie de Paris. Promenade sociologique dans une ex-ville ouvrière et révolutionnaire colonisée par les classes supérieures*.

Que révèlent les statistiques sur l'évolution sociologique de Paris depuis cinquante ans ?

Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. Un phénomène sans ambiguïté : l'irrésistible « déprolétarianisation » de la capitale et, simultanément, son embourgeoisement. Entre les deux recensements de 1954 et de 1999, le pourcentage d'ouvriers, employés et personnels de services est tombé de 65 % à 35 %, tandis que celui des patrons (artisans compris), cadres supérieurs et cadres moyens a grimpé de 35 % à 65 %. Les proportions se sont donc inversées depuis la Libération. Si la hausse des prix de l'immobilier explique cette lame de fond qui a fait fuir les classes populaires, il faut aussi invoquer le tassement massif des activités industrielles au profit du secteur tertiaire, comme dans toutes les métropoles occidentales, de New York à Berlin. Un seul exemple, pris dans le 15^e arrondissement : les usines Citroën, remplacées par le parc André-Citroën, employaient encore 17 000 salariés (12 000 ouvriers et 5 000 cadres et employés) en décembre 1968. En 1975, il n'en restait que 8 000 et aujourd'hui, plus un seul. La finance et la communication sont désormais les deux piliers de l'économie de ce quartier. Pour autant, la « gentrification » de la Ville est loin d'être achevée. Le « Paris des pauvres » demeure : un ménage sur vingt touche le RMI et plus de 10 000 SDF survivent sur le pavé.

Comment, face à la « boboisation » galopante de Paris, préserver malgré tout une certaine mixité sociale ?

M. P.-C. et M. P. Pour favoriser les contacts entre catégories aisées et modestes, et prévenir la formation de ghettos, la municipalité actuelle a imposé un quota de 25 % de logements conventionnés dans les opérations privées réalisées dans des secteurs où le taux de logements sociaux est inférieur à 20 %. Cette politique volontariste a toutefois ses limites. Toutes les enquêtes prouvent que le rapprochement spatial, au lieu de renforcer l'échange et la compréhension mutuelle, exacerbe souvent les distances et les tensions, les moins favorisés supportant mal un rapport de domination déjà subi dans le travail. La réalité parisienne est ainsi faite, quitte à désenchanter le mythe de la mixité sociale : quand on a le choix, c'est son semblable que l'on prend pour voisin. On cultive « l'entre-soi », à l'instar de la grande bourgeoisie concentrée dans les 7^e et 8^e arrondissements, le nord du 16^e et le sud du 17^e. À quoi s'ajoute un déficit de mixité générationnelle : le poids des moins de vingt ans régresse depuis 1990, au profit des jeunes adultes sans enfants.

Pourquoi dites-vous que les rapports entre Paris et sa banlieue sont « ambigus » ?

M. P.-C. et M. P. Parce que Paris, qui est une espèce de bulle qui n'a cessé d'enfler au cours des siècles en « avalant » plusieurs de ses faubourgs (Passy, Monceau, les Batignolles...), étouffe aujourd'hui à l'intérieur de la barrière sonore et visuelle que constituent les 35 km du boulevard périphérique. Résultat : la Ville exporte au-delà de cette césure physique et symbolique ses pauvres (20 000 logements HLM de la Ville de Paris, soit 10 % de l'ensemble du parc, sont situés en banlieue), ses morts (dans des cimetières géants comme celui de Pantin ou de Thiais : 210 hectares à eux deux) et ses déchets ménagers (comme avec l'usine d'incinération à Ivry, que l'on aperçoit depuis le périphérique). Pour tous les banlieusards, cet expansionnisme ne fait que redoubler leur exclusion du centre et de ses richesses. À charge, pour l'équipe aux commandes, d'imaginer de nouvelles passerelles entre Paris et les villes limitrophes. Des fusions ne sont pas à exclure, le découpage communal pouvant être en décalage par rapport à la vie réelle d'agglomérations qui constituent de véritables unités de vie.

1/ La « gentrification » (de l'anglais « gentry », qui désigne la noblesse terrienne) correspond à la diffusion des classes supérieures hors des beaux quartiers.

2/ Sauf à l'ouest, où l'autoroute est couverte.

3/ Le baron Haussmann avait imaginé un cimetière de 500 hectares à Méry-sur-Oise, qui aurait été relié à Paris par un chemin de fer. Jugé trop onéreux, le projet ne vit jamais le jour.

Pour en savoir plus

[Les riches à l'ouest, les pauvres à l'est](#)

[De moins en moins de Parisiens de souche](#)

À lire

- *Sociologie de Paris*. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. Ed. La découverte, coll. Repères, 2004.

Ils ont également publié :

- *Paris mosaïque*. Calmann-Lévy, 2001.
- *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*. Payot, 1992.
- *Dans les beaux quartiers*. Seuil, 1989.

Contact

Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon
Laboratoire « Cultures et sociétés urbaines » (CSU)
CNRS-Université Paris 8
Mél : mpincon@ext.jussieu.fr

[Consulter le site web](#)
CSU

Les riches à l'ouest, les pauvres à l'est

La répartition physique des catégories sociales dans l'espace parisien ne doit rien au hasard. Explications de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, directeurs de recherche au CNRS, membres du Laboratoire « Cultures et sociétés urbaines ».

Tout piéton arpentant les 87 km² – à peu près circulaires - de Paris a vite fait de s'en apercevoir : malgré un processus d'embourgeoisement qui fait tache d'huile, l'est et, surtout, le nord de la ville continuent d'abriter une majorité de quartiers populaires, quand l'ouest s'octroie la plupart des quartiers chics. Une distribution sans aucun rapport, quoi qu'en dise la rumeur, avec les vents dominants qui soufflent sur la capitale et rabattraient les « miasmes des nantis » sur les défavorisés !

« Cette répartition physique des catégories sociales dans l'espace parisien, qui se prolonge d'ailleurs en banlieue (les communes bourgeoises sont essentiellement à l'ouest et les villes ouvrières forment un arc de cercle qui va du nord au sud en passant par l'est), tient au fait que le flanc occidental de la capitale a été tardivement urbanisé, expliquent Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. Le village de Monceau, par exemple, fut annexé en 1860. Sur des terrains encore agricoles, on construisit ce quartier où l'opulence s'étala sans complexe de part et d'autre de l'enceinte des Fermiers Généraux dans la fièvre immobilière impulsée par Haussmann ». À quoi s'ajoute le fait « que les grands bourgeois ne se réapproprient quasiment jamais un habitat qui n'a pas été conçu pour eux ».

Autre ligne de fracture : l'opposition rive droite/rive gauche, la première occupant, avec 14 arrondissements, les deux tiers de la capitale (soit 57 km², sans les bois), la seconde, avec 6 arrondissements, le tiers restant (30 km²). « Une dissymétrie ancienne, visible déjà dans le dessin des enceintes fortifiées », rappellent les deux experts aux yeux desquels « Paris est d'abord une ville de la rive droite ». Mais attention : si cette dernière a longtemps symbolisé le monde des affaires, présence de la Bourse oblige, et la rive opposée le pré carré des intellectuels, les choses évoluent, lentement mais sûrement. « Certes, l'Université règne au sud de la Seine où l'on trouve, outre la Sorbonne, Censier, Jussieu, Tolbiac ainsi que de nombreuses grandes écoles (Ponts et Chaussées, Normale Sup, Sciences Po...). Toutefois, Paris-Dauphine loge sur la rive droite, 118 théâtres sur 151 y fleurissent et une partie du cinéma a ses bastions dans le 8^e qui accueille des maisons de production et leurs salles de projections privées ».

Ajoutez à cela moult galeries d'art contemporain à l'est, près de la Bastille, la présence de grands éditeurs (Julliard, Robert Laffont, Seghers) au nord et de l'AFP à deux pas de la Bourse. Inversement, les grandes marques du luxe ont franchi en force la Seine et « grignotent les terres anciennes de l'existentialisme » à Saint-Germain-des-Prés où Dior a supplanté la mythique librairie Le Divan, haut lieu des intellos rive gauche-lacaniens. Tout un symbole. Et si l'on dénombre davantage de rallyes BCBG dans les somptueux hôtels particuliers de la rue de Varenne et de mariages en grandes pompes à la mairie du 16^e, « le 15^e et le 7^e, plus bourgeois que culturels, abritent aussi des familles de la bonne société, jeunes et dans l'air du temps dans un cas, traditionnelles et aristocratiques dans l'autre ».

1/ Construite peu avant la Révolution, cette enceinte fiscale (et non militaire) avait pour vocation d'empêcher la contrebande et d'assurer la perception de l'octroi sur les denrées comestibles, les boissons, les combustibles et les matériaux de construction qui entraient dans Paris.

À lire

- *Sociologie de Paris*. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. Ed. La découverte, coll. Repères, 2004. Ils ont également publié :
- *Paris mosaïque*. Calmann-Lévy, 2001.
- *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*. Payot, 1992.
- *Dans les beaux quartiers*. Seuil, 1989.

Contact

Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon
Laboratoire « Cultures et sociétés urbaines » (CSU) - CNRS-Université Paris 8
Mél : mpincon@ext.jussieu.fr

[Consulter le site web](#) : CSU

De moins en moins de Parisiens de souche

Aujourd'hui seuls 31 % des habitants de Paris sont nés dans la capitale. Ils étaient 36 % à la fin du XIX^e siècle. Commentaires de Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon, directeurs de recherche au CNRS, membres du Laboratoire « Cultures et sociétés urbaines ».

« En 1886, rappellent les deux sociologues, Paris était la plus grande ville de province. Seuls 36 % des Parisiens y étaient nés, contre 56 % dans le reste du département de la Seine et en province, et 8 % à l'étranger ». À l'heure actuelle, le nombre des Parisiens de souche a encore fondu : 31 % seulement des habitants de la capitale y sont nés, 14,5 % sont originaires du reste de l'Île-de-France, 32 % viennent de la province et 23 % de l'étranger. Explication des deux chercheurs : « L'histoire des provinciaux à Paris aide à mettre en perspective les difficultés actuelles de l'intégration pour les immigrants les plus récents et a de quoi rendre optimiste ».

Rien de plus instructif, de fait, que de relire les commentaires qui, tout au long du XIX^e siècle, ont émaillé et stigmatisé la cohabitation entre Parisiens et Auvergnats (basés autrefois dans le faubourg Saint-Antoine) ou Bretons (à proximité de la gare Montparnasse). « Invasion des barbares », grondait le *Journal des Débats*, quand Haussmann comparait les flots de nouveaux arrivants, surtout ruraux, à une « tourbe de nomades » et Thiers à « une multitude de vagabonds ». Un rejet récurrent qui « alla jusqu'à s'appuyer sur une théorisation raciste opposant les vainqueurs, les descendants des Francs, aux Gaulois vaincus, dégénérés. Les premiers étaient représentés par les Parisiens de souche et les seconds par les 'sauvages' immigrés provinciaux » rendus responsables de l'insécurité d'alors, comme le sont, aujourd'hui, les migrants en provenance des quatre coins de la planète.

Belges et Polonais, puis Italiens et Espagnols dès le début du XX^e siècle, travailleurs en provenance de pays colonisés d'Afrique ou d'Asie après la Première Guerre mondiale, Portugais, migrants issus du Maghreb et d'Afrique Noire dans les années 1950 et 60, immigrés du Sud-Est asiatique, Kurdes, Tamouls et ressortissants des pays de l'Est plus récemment, tous représentent quelque 200 nationalités et font de Paris « une ville multiculturelle à part, où la présence étrangère est plus forte qu'ailleurs. Sur les 3 200 000 étrangers recensés en France en 1999, 1 300 000 vivent en région parisienne, soit 40 %. Et la concentration des étrangers à Paris est encore plus forte puisque 9,4 % y résident, alors que les 2 125 000 Parisiens ne représentent que 3,6 % de la population française ».

Quant à leur répartition spatiale, laquelle revêt souvent « un aspect communautaire marqué », les arrondissements populaires du nord-est (18^e, 19^e et 20^e) et ceux du centre et de l'est (2^e, 3^e, 10^e et 11^e) caracolent en tête. Seule surprise : la présence d'un taux assez élevé d'étrangers dans deux des arrondissements les plus huppés : le 8^e et le 16^e. « Cette anomalie apparente correspond à la composition spécifique de cette population qui n'est pas du tout celle de Barbès ou de la Goutte d'Or, commentent Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. On y trouve en effet 20 % de 'cadres et professions intellectuelles supérieures', une catégorie qui ne représente que 9,8 % des actifs étrangers dans le 18^e. Les 'personnels des services directs aux particuliers' représentent quant à eux 33,9 % des actifs étrangers dans le 8^e, contre 20,6 % dans le 18^e ». Sans oublier que la composition des étrangers par nationalité diffère : dans le 8^e, les ressortissants de l'Union européenne constituent 57,4 % de la population totale étrangère, contre 19 % dans le 18^e.

À lire

- *Sociologie de Paris*. Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon. Ed. La découverte, coll. Repères, 2004.

Ils ont également publié :

- *Paris mosaïque*. Calmann-Lévy, 2001.
- *Quartiers bourgeois, quartiers d'affaires*. Payot, 1992.
- *Dans les beaux quartiers*. Seuil, 1989.

Contact

Monique Pinçon-Charlot, Michel Pinçon - Laboratoire « Cultures et sociétés urbaines » (CSU)
CNRS-Université Paris 8 - Mél : mpincon@ext.jussieu.fr
[Consulter le site web](#) : CSU

Jeune couple avec enfants cherche vie heureuse à Paris...

Vivre en famille à Paris

Pourquoi des familles font-elles le choix de vivre à Paris, et comment y vivent-elles ? Une enquête a été réalisée par des sociologues du Centre de recherche sur les liens sociaux¹ : commentaires de Christophe Giraud, François de Singly et Muriel Letrait.

Nombre de familles parisiennes ont quitté Paris ces dernières années, mais le marché de l'immobilier montre un intérêt persistant pour la capitale. Comment l'expliquer ?

L'enquête montre bien les raisons de cette attraction. Paris permet de renforcer la position sociale familiale et personnelle, car la capitale donne, plus qu'en province, des opportunités d'emploi et de promotion. C'est un lieu de mobilité professionnelle et sociale. Paris permet ensuite de transmettre des capitaux culturels à ses enfants : bons lycées parisiens, écoles spécialisées avec formations scolaires adaptées. Paris offre enfin aux parents comme aux enfants de rêver à des activités très variées, prenant en compte les individualités, sans avoir à les mettre réellement en pratique : le seul fait de penser que tout est possible donne à chacun le sentiment d'une identité ouverte et singulière.

La ville, lieu de l'anonymat et de l'individualisme source de multiples problèmes sociaux... quelles relations sociales peuvent y nouer les familles ?

Émancipation, singularité... la grande ville autorise cet imaginaire. Mais les individus y recherchent en même temps la protection et la chaleur de relations sociales personnelles proches. Le quartier en est un lieu d'expression privilégié, il est souvent conçu par ses habitants comme un village, village bien particulier car chacun est loin de connaître tout le monde. Si on aime le cocon protecteur de la proximité, on peut aussi se sentir « étouffé » et vouloir « sortir » : la ville au-delà du quartier, la grande ville, permet l'évasion.

Une gradation dans les relations existe dans le quartier. Le lien minimal est celui de la reconnaissance mutuelle des personnes qui sans se connaître personnellement ont l'habitude de se croiser dans la rue (ou dans un même immeuble) et vont se sourire ou se saluer. Puis vient la relation avec les commerçants, moins anonyme, avec parfois plus d'échanges verbaux. Enfin les relations les plus fortes, pour les familles avec enfants, sont les relations entre parents d'enfants de même âge. L'école ou les modes de garde collectifs conduisent les parents à se côtoyer, à nouer des relations autour des enfants. Les parents amis s'apportent une aide ponctuelle mais importante en cas de problème, ils se délèguent mutuellement, à certains moments, la garde de leurs enfants qui gagnent alors en socialisation. La sociabilité dans le quartier pour les familles est donc fortement structurée par les commerces et surtout par l'école.

À Paris, un couple sur deux divorce contre un couple sur trois seulement en France. Pourquoi cette différence ?

On a considéré que la famille était désorganisée par la grande ville industrialisée : une famille plus petite, une cohabitation entre trois générations qui serait en recul, un divorce qui augmenterait en partie en raison d'une moindre dépendance des individus à leurs groupes.

En réalité, l'enquête montre que l'organisation du temps des individus vivant en famille avec de jeunes enfants subit à Paris une structuration particulière. Si l'adulte citadin estime que c'est du temps pour s'occuper de lui-même qui lui manque le plus, c'est le temps du couple qui se réduit drastiquement avec des enfants en bas âge. L'exiguïté de la plupart des logements à Paris, l'absence d'espace (jardin...) où l'enfant peut jouer de manière autonome à distance des parents, favorise l'omniprésence des enfants pendant le temps de « loisir » des parents. Les difficultés de circulation avec de petits enfants conduisent le couple à se séparer dans ses activités domestiques ou de loisir, l'un se déplace et l'autre garde les enfants à la maison. Ces stratégies courantes de dissociation, si elles autorisent un des parents à « respirer », réduisent considérablement le temps à deux.

Si le couple construit son monde commun par la « conversation », le temps de tels échanges paraît très réduit à Paris. La faiblesse des moments familiaux n'est pas ce dont les Parisiens se plaignent. Loin de se construire contre la famille, la grande ville semble s'opposer bien plus au couple. C'est un des résultats forts de cette enquête.

1/ Cette enquête qualitative, réalisée en 2003 et 2004, a été effectuée par le Centre de recherches sur les liens sociaux (CNRS-Université Paris 5) pour le compte de la Mairie de Paris. Elle porte sur un corpus de 89 entretiens auprès de membres de familles vivant à Paris intra muros.

2/ Francis, Godard, François de Singly : « Les Français et le temps dans la ville ». In SOFRES, « L'État de l'opinion 2002 », 2002.

À lire

- *Vivre à Paris en famille*. Christophe Giraud, François de Singly, avec Muriel Letrait, Guillaume Caridade, Cathie Chalupt. Paris, Cerlis, rapport pour la Mairie de Paris, 2004.

Contact

Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS)
CNRS-Université Paris 5

Christophe Giraud

Mél :

chgiraud@club-internet.fr

François de Singly

Mél : francois@singly.org

[Consulter le site web](#)

CERLIS

Les paradoxes électoraux de la capitale et le vote des banlieues

À contre courant de la France urbaine, Paris a accordé une victoire inattendue à la gauche plurielle en mars 2001. Comment expliquer cette « exception parisienne » et quel est le comportement électoral des banlieues ? Les réponses de Jean Chiche et Henri Rey, politologues au Centre de recherches politiques de Sciences Po.

Quel a été le trait dominant de la géographie politique parisienne de 1965 à 1995 ?



Assemblée Nationale.
© Valem.

Jean Chiche. Tous les résultats électoraux, durant cette période, et quelle qu'ait été la nature des consultations, montrent la très grande stabilité du paysage politique parisien, globalement marqué par la domination de la droite modérée. Il va de soi que cette régularité a concouru avec une géographie sociale elle aussi extrêmement déterminée. Plus on remonte dans le passé, plus on voit que les zones d'ancrage traditionnelles des majorités de droite qui ont si longtemps tenu la ville capitale¹ se situent majoritairement à l'Ouest et au Sud-Ouest, cette distribution incluant les 13^e et 14^e arrondissements, une partie du 12^e et du 18^e ainsi que des portions des arrondissements du centre (1^{er}, 2^e, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e). Seuls, historiquement, les arrondissements du Nord et de l'Est étaient implantés réeller ment à gauche, certains quartiers du 18^e, du 19^e, du 20^e et du 12^e constituant même des bastions du Parti communiste.

Pourtant, en 2001, Paris a élu le premier maire socialiste de son histoire depuis la Commune...

J. C. Cette poussée de la gauche plurielle s'explique avant tout par l'incapacité des forces de droite à gérer leurs divisions internes après la « coupure létale » Balladur-Chirac lors des présidentielles de 1995. Elles sont allées à la bataille dans un désordre incroyable, face à des adversaires qui ont joué le jeu des désistements réciproques. Par ailleurs, la présence encore plus pressante qu'ailleurs de l'enjeu environnemental a profité aux Verts², les grands gagnants de cette élection. Depuis 2001, l'alliance rose-verte, décisive pour gagner les arrondissements-clés (12^e, 13^e et 14^e), s'est maintenue dans les urnes. Aux législatives de juin 2002, puis aux régionales et aux européennes de mars 2004, chaque fois à rebours des résultats nationaux, la gauche a marqué des points à Paris.

Cette évolution du rapport de force électoral ne semble-t-il contradictoire avec l'évolution sociologique de la ville, qui se déprolétarise ?

J. C. N'oubliez pas que si 72,5 % des ménages parisiens sont assujettis à l'impôt sur le revenu, le taux de chômage y est plus élevé que dans le reste de l'Île-de-France (11,5 %, contre 9,5 %). Et seuls 30 % des Parisiens sont propriétaires de leur logement (contre 44 % dans le reste de l'Île-de-France et 55 % en France), donc moins sûrs de leur avenir. De nombreux habitants, tout en affichant un haut niveau de qualification, disposent de revenus loin d'être mirifiques. Ceci explique probablement certains glissements politiques récents.

Qu'est-ce qui a radicalement changé dans le tableau politique de la banlieue depuis 40 ans ?

Henri Rey. Dans les années 1960 et 1970, la carte électorale de la banlieue était marquée par une double domination : celle, à droite, du parti gaulliste dans l'Ouest, résidentiel (« l'écrin des cadres ») et celle, à gauche, du Parti communiste, alors à son apogée, dans les trois nouveaux départements de la petite couronne et même dans ceux de la grande couronne³, où l'afflux massif des couches moyennes a favorisé l'essor électoral de la gauche. Aujourd'hui, le PS a rattrapé son retard historique et laminé le PC dans toute l'Île-de-France : aux législatives de 2002, très favorables à la droite, la gauche est à 38,3 % (PS : 21 %, PC : 5,8 %), la droite à 46 % et l'extrême droite à 16,5 %. À noter : les scores du FN croissent régulièrement selon que l'on passe du centre à la périphérie de l'agglomération parisienne : 10,3 % à Paris, 16,3 % pour la petite couronne, 19,1 % en grande couronne et 23,5 % en moyenne dans les départements entourant Paris (Oise, Eure, Loiret...).

La « banlieue rouge », après avoir été la terre d'élection du communisme, n'est donc pas devenue le lieu privilégié de la démarche protestataire où triompherait l'extrême droite ?

H. R. Comment se représente-t-on les électeurs des cités ? Le plus souvent par l'assemblage de stéréotypes : petits blancs exhalant leurs craintes et leurs rancœurs, prisonniers d'un béton qui désormais vote noir, orphelins d'une banlieue rouge qui s'est délitée, exclus de toute façon. Or, les études que nous avons menées montrent qu'aucun transfert direct de grande ampleur ne s'est produit entre l'ancien électoralat communiste et celui du FN...

J. C. ...Et qu'on ne peut pas corréliser l'augmentation des populations d'origine immigrée à la montée du vote d'extrême droite.

H. R. Désorientés par les profondes mutations de la condition ouvrière, souvent privés d'emploi, assignés à des espaces stigmatisés, exprimant leur méfiance et leur déception à l'égard du personnel politique, les électeurs des cités énoncent fréquemment des propos xénophobes. Toutefois, des situations concrètes qui sont les leurs, on ne peut inférer avec certitude, y compris parfois quand ils le revendiquent, une probabilité élevée de vote pour le FN. Fondamentalement, la montée du vote extrémiste est le fait de reclassements successifs, d'abord d'un électorat de droite radicalisé, mais aussi d'anciens électeurs de gauche déçus, souvent passés par l'abstention, auxquels s'ajoutent de forts contingents de nouveaux électeurs, jeunes et d'origine populaire.

1/ Une domination illustrée, de 1983 à 1985, par le « grand chelem » de Jacques Chirac et du RPR et caractérisant la mainmise absolue d'une famille politique sur la Ville. Le « système » en place a permis de fédérer toutes les composantes de la droite parisienne et de déléguer un certain nombre de territoires à des notables (Jean Tibéri dans le 5^e arrondissement, la famille Dominati dans le 16^e...) qui se sont ainsi créés des clientèles électorales fortes.

2/ La structure géographique des Verts, à Paris, s'étend de part et d'autre d'un axe Bastille-République, lieux de reconnaissance des quartiers « branchés ». Soit, plus précisément : le 3^e arrondissement dans son entier et des quartiers du 11^e, du 10^e, du 4^e et du 20^e, avec un prolongement vers le 18^e, notamment autour de la mairie du 18^e (quartier Grandes Carrières). Le vote en faveur des listes Vertes, corrélé à la présence de professions intermédiaires (enseignants, cadres moyens...) et d'ouvriers, est aussi plus fréquent dans les quartiers où résident les jeunes.

3/ Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne/Yvelines, Essonne et Val-d'Oise.

À lire

- *La gauche et les classes populaires. Histoire et actualité d'une mésentente.* Henri Rey. La Découverte, 2004.
- Jean Chiche et Daniel Boy. *Paris à contre courant.* In *Le vote des villes. Les élections des 11 et 18 mars 2001.* Sous la direction de Bernard Dolez et Annie Laurent. Presses de Sciences Po, 2002.
- *La peur des banlieues.* Henri Rey. Presses de Sciences Po, 1996.

Contact

Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
CNRS-FNSP

Jean Chiche
Mél : chiche@msh-paris.fr

Henri Rey
Mél : rey@msh-paris.fr

[Consulter le site web](#)
CEVIPOF

Pauvreté et précarité, une exception parisienne ?

Quand pauvreté ne rime pas avec solidarité

« **Chaque société définit et donne un statut social distinct à ses pauvres en choisissant de leur venir en aide** ». Tel est l'un des postulats de l'analyse sociologique de la pauvreté. Serge Paugam, chercheur au Laboratoire d'analyse sociologique et de méthodes appliquées aux sciences sociales, s'intéresse à la pauvreté comme réalité sociale, mais surtout à la relation d'assistance (d'interdépendance) entre les pauvres et la société. Et s'interroge sur les différences entre la capitale et la province.

Dans un pays centralisé comme la France, on doit appliquer les mêmes lois sociales à Paris et en province. Le montant du RMI, par exemple, est défini de façon homogène sur l'ensemble du territoire métropolitain. Autant les mécanismes de désignation des pauvres que les logiques globales d'intervention sont comparables d'un lieu à l'autre. Cependant, les institutions d'action sociale parisiennes sont confrontées à des problèmes spécifiques et sont amenées à envisager des réponses adaptées qui finissent par donner à la relation d'assistance et à la pauvreté une forme particulière.

Le problème du logement est plus criant encore dans la capitale que dans les autres villes françaises. Parmi les allocataires du RMI, la proportion de ceux qui ont des enfants à charge y est nettement plus faible. Les familles pauvres sont refoulées de la capitale car elles ne peuvent y trouver un logement adapté. Faute de mieux, on les accepte dans des centres d'hébergement d'urgence pourtant le plus souvent conçus pour des personnes seules. Le nombre de logements sociaux est insuffisant et la gestion financière du parc incite les bailleurs à y installer les personnes qui leur paraissent les plus solvables.

Plus de 75 % des allocataires du RMI à Paris sont des personnes seules contre moins de 60 % sur l'ensemble de la métropole. Parmi eux, une très forte majorité d'hommes, souvent logés dans des conditions extrêmement précaires : hébergements d'urgence, squats, logements insalubres, etc. Une frange importante de personnes ont perdu les liens avec leur famille. Venus à Paris pour échapper au chômage de longue durée, ils n'y ont trouvé que des emplois de courte durée et n'ont pu éviter la spirale de la précarité. Les travailleurs sociaux accueillent aussi dans leurs services des artistes en attente de contrat, des intermittents du spectacle désormais, et malgré eux, engagés dans une carrière d'assisté. Enfin, la capitale attire aussi de nombreuses personnes issues des pays de l'Est, souvent sans abri et sans protection sociale.

La forte présence de personnes seules parmi les plus pauvres est un effet direct d'une politique de logement nettement insuffisante. Mais elle fait surgir aussi des problèmes nouveaux. Cette population est hébergée dans des centres d'urgence et la demande ne cesse de croître. Aussi, les pouvoirs publics et les associations cherchent-ils à augmenter la capacité d'accueil de ce type de structures, mais ils se heurtent souvent à l'attitude hostile des habitants des quartiers où elles sont installées. Ces derniers se sentent en insécurité en raison de la présence continue de personnes pauvres près de chez eux et font régulièrement pression auprès des élus pour que les centres soient déplacés hors de leur environnement immédiat. Ainsi, la question de la pauvreté est loin d'être résolue. La solidarité est encore à inventer.

À lire

- *Les formes élémentaires de la pauvreté*. Serge Paugam, PUF, Coll. Le lien social, 2005.

Contact

Serge Paugam
Laboratoire d'analyse sociologique et de méthodes appliquées aux sciences sociales (LASMAS)
CNRS-EHESS-Université de Caen
Tél. : +33 (0)1 40 25 10 32
Mél : paugam@ehess.fr

[Consulter le site web](#)
LASMAS

Étude pour trois hôpitaux et un musée parisiens

Fermeture et transfert : un travail de mémoire

Les hôpitaux Boucicaut, Laennec et Broussais et le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) ont fermé entre 2000 et 2003. Une équipe du Centre d'ethnologie française a suivi la fermeture des hôpitaux et leur transfert vers l'hôpital européen Georges Pompidou (HEGP) ; une autre équipe, du Centre de recherche sur les liens sociaux, a suivi la fin du MAAO dont les collections rejoindront le futur musée du quai Branly. Interview d'Anne Monjaret, ethnologue, qui a participé aux deux études.

Trois hôpitaux, un musée... quels étaient les objectifs des deux enquêtes ?



La cour d'honneur de l'hôpital Laennec - octobre 1999.

© Anne Monjaret - CEF.

Anne Monjaret. L'objectif était d'étudier la mémoire, l'identité de chaque lieu. L'enquête « hôpitaux », plus ethnologique, s'est déroulée sur trois sites, avec une responsable transversale, Marie-Christine Pouchelle. L'enquête « MAAO », plus sociologique, s'est passée sur un seul site. Le processus de fermeture est assez commun mais les conséquences humaines sont différentes. Les hôpitaux étaient de plus grosses structures que le MAAO, petite structure d'une centaine de personnes, ce qui change la relation de l'administration à son personnel. Les politiques n'étaient pas les mêmes : la fermeture du MAAO, c'était le transfert des collections, et très peu du personnel, vers le musée du quai Branly. L'hôpital, lui, ne s'envisageait pas sans son personnel dont le transfert partiel vers l'HEGP était plus explicite.

Un travail avec le personnel, mais aussi une collecte d'objets ?

A. M. Notre mission dans l'enquête sur les hôpitaux était en effet aussi de collecter des objets-mémoire. Nous avons privilégié ceux qui permettaient de retracer leur histoire, de la maternité au funérarium, et les personnels ont d'ailleurs eux aussi récupéré quelques-uns de ces objets-mémoire. Enfin, nous avons été amenés à jouer un dernier rôle : lorsqu'on arrive dans un moment de crise, on permet de libérer une parole, de faire lien entre passé, présent et futur, et on est alors sans le vouloir dans une logique d'accompagnement. À l'hôpital, ce rôle d'aide au personnel dans son travail de deuil n'était pas énoncé au départ de l'enquête, il est venu progressivement. Au MAAO, cette mission d'accompagnement a été plus explicitée d'emblée par la direction.

La fermeture a-t-elle été vécue différemment dans les trois hôpitaux ?

A. M. Les bâtiments étaient différents, Laennec et Boucicaut plus anciens et plus petits que Broussais, avec des structures pavillonnaires, des jardins. L'histoire de chaque hôpital n'était pas la même. On savait depuis longtemps que Boucicaut et Laennec devaient partir, mais Broussais pas du tout. Très combatif, Broussais a réagi, lutté, mais a dû affronter ce temps spécial de la fermeture, sorte de maladie chronique avec laquelle il faut vivre car il se passe des années entre l'annonce du départ et le départ effectif. Il y a eu des moments communs de grève, des revendications élargies au problème des CDD et de leur précarisation. L'esprit de chaque lieu passait plus par les gens que par les objets, chacun revendiquait l'appartenance à son hôpital : au lieu de la plaquette commune prévue, qui devait préparer les personnels à une nouvelle histoire, nous avons finalement réalisé une plaquette distincte par hôpital.

Ce travail de mémoire va-t-il se poursuivre, au-delà de ces enquêtes ?

A. M. Oui, bien sûr, je continue mes recherches sur la mémoire et l'identité professionnelle des agents techniques, des ouvriers d'État. J'ai commencé un travail sur les jardiniers des hôpitaux de l'A. P. en Île-de-France ; une partie d'entre eux étaient des enfants de pupilles, une école les formait à l'horticulture, certains ont encore la mémoire de cet internat. À suivre...

1/ Avec le Musée national des arts et traditions populaires (MNATP) et le Musée de l'Assistance publique (Musée de l'A. P.). L'équipe a également récupéré les peintures murales érotiques d'une salle de garde, où les artistes mettaient en scène des acteurs de l'hôpital.

2/ Ces plaquettes « Histoire des hôpitaux, Mémoire et identité, regards sur l'hôpital Boucicaut » (Marie-Christine Pouchelle, Lucienne Carpot), « [...] Broussais » (Anne Vega, Marie-Christine Pouchelle), « [...] Laennec » (Muriel Pissavy, Marie-Christine Pouchelle), sont consultables aux archives de l'A. P.

Pour en savoir plus

[Le Palais de la porte dorée : une destinée haute en symboles](#)

À lire

- *Quand les lieux de travail ferment*, Anne Monjaret ;
- *Fermeture d'hôpitaux, quelles clefs ?*, Marie-Christine Pouchelle.
- *Fin du MAAO : un patrimoine revisité*, Anne Monjaret, Mélanie Roustan, Jacqueline Eidelman.
In *Fermetures, crises et reprises*, Revue *Ethnologie française*, octobre 2005.

Contact

Anne Monjaret
Centre de recherche sur les liens sociaux
(CERLIS)
CNRS-Université Paris 5
Tél. : +33 (0)1 42 86 22 50
Mél : anne.monjaret@paris5.sorbonne.fr

[Consulter le site web](#)
CERLIS

[Consulter le site web](#)
Revue Ethnologie française

[Consulter le site web](#)
Anne Monjaret

Le Palais de la porte dorée : une destinée haute en symboles

Le Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) a fermé définitivement le 31 janvier 2003. Ses collections doivent rejoindre le futur musée des arts et civilisations d'Afrique, d'Asie, d'Océanie et des Amériques, quai Branly. Anne Monjaret, chercheur au Centre de recherche sur les liens sociaux, a participé à l'enquête menée au MAAO.



Musée national des arts d'Afrique et d'Océanie (MAAO) de la Porte Dorée.
© Mélanie Roustan.

Une histoire coloniale en héritage

Le bâtiment du MAAO, chef d'œuvre de l'architecture Art déco des années trente, est inscrit à l'inventaire des monuments historiques et en partie classé. Bâti à l'occasion de l'Exposition coloniale de 1931 pour servir de pavillon permanent des colonies puis musée des colonies et de la France extérieure, souvent surnommé *le Cayenne des musées de France*, il devient MAAO dans les années 1960 sous la tutelle d'André Malraux. Beaucoup d'anciens agents, passionnément attachés à leur musée, étaient des vétérans des guerres de 14-18 ou 39-45, d'Indochine ou d'Algérie, et avaient bénéficié d'emplois réservés aux militaires. Certains d'entre eux ont transmis l'histoire, vraie ou fausse, d'un musée autrefois prison, donnant pour preuve les barreaux et graffitis dans la cour dite des prisonniers. Cette métaphore carcérale, relayée également par des agents moins anciens du musée, témoigne de l'héritage parfois lourd à porter du passé colonial. Le transfert des collections du MAAO vers le musée du quai Branly et la création de ce dernier permettront-ils de redéfinir le rapport à ce passé, d'écrire une nouvelle histoire des relations entre colonisateurs et colonisés ? La réponse est peut-être dans l'avenir du site du MAAO, qui devrait devenir une Cité nationale de l'histoire de l'immigration. Une re-patrimonialisation qui serait alors aussi un *parcours symbolique à contre-sens*.

Une rupture professionnelle et affective

La mission de l'équipe scientifique sollicitée par la direction du MAAO était de réaliser un *portrait sensible* du musée, en donnant la parole au personnel et en étudiant sa mémoire. La direction reconnaissait le *rôle social et le travail de deuil* inhérents à l'enquête, ce départ annoncé étant une rupture douloureuse. L'éclatement du MAAO, un musée qui « marchait » bien, marque la dissociation du bâtiment, des collections et des personnels liés par une histoire commune. La majorité du personnel n'ira pas au musée du quai Branly, à part quelques conservateurs. Certains, appartenant plutôt aux métiers de gardiennage ou d'agent technique, restent travailler à l'Aquarium tropical qui ne ferme pas, mais la plupart sont mutés. La compétence de nombreux agents formés sur place et « faisant fonction de », notamment dans les équipes techniques et de restauration, n'est pas prise en compte pour le futur musée, d'où un sentiment de disqualification, renforcé par une externalisation des métiers manuels dans la fonction publique.

Avec la fermeture du MAAO, le transfert de ses collections et de celles du laboratoire d'ethnologie du musée de l'homme vers le quai Branly, avec le départ du musée national des arts et traditions populaires pour Marseille, et la création du musée du quai Branly... c'est une reconfiguration de l'ensemble des musées liés aux civilisations qui se dessine à Paris.

À lire

- *MAAO : mémoires*, Jacqueline Eidelman, Anne Monjaret, Mélanie Roustan, photographies de Bernard Plossu, éd. Marval, 2002.
- *La cour des prisonniers : graffiti et métaphore carcérale dans un musée parisien*, Anne Monjaret. In *Le Monde alpin et rhodanien*, 2^e trim. 2004.

Contact

Anne Monjaret - Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS) - CNRS-Université Paris 5
Tél. : +33 (0)1 42 86 22 50 01 - Mél : anne.monjaret@paris5.sorbonne.fr

Consulter sites web : CERLIS - Anne Monjaret

La concierge est dans l'escalier !

Socio-anthropologie des espaces de « l'entre »

Espace de médiation sociale, espace intermédiaire, espace d'articulation, espace liminaire... la loge du concierge des immeubles parisiens habite les espaces de l'entre. Philippe Bonnin, directeur de recherche à l'Institut parisien de recherche : architecture, urbanistique, société (IPRAUS) et directeur de l'unité « Architecture, urbanisme, sociétés », nous fait entrer dans ce lieu très particulier, aux frontières de la sociabilité.

Espaces intermédiaires

Transformer l'être public en individu privé, et vice-versa, tient du prodige, voire du miracle, bien que cela se produise tous les jours. Cela présuppose non seulement que ces deux catégories aient vu le jour au sein de nos sociétés, mais encore que des catégories spatiales correspondantes y aient été dévolues ; que la différenciation de ces espaces bâtis ait été rendue explicite pour tous ; qu'une frontière clairement définie les sépare et les préserve l'un de l'autre ; que des dispositifs matériels, des rituels répétés nous rappellent et nous aident à reconstruire mentalement cette opposition. Plus qu'une unique frontière, c'est toute une chaîne de dispositifs et d'espaces intermédiaires qui ont vu le jour à cet effet, que l'on pourrait définir comme « l'entre ». C'est là que prend place la loge du gardien-concierge des immeubles parisiens.

Objet fragile et espace liminaire

La loge, au titre d'espace intermédiaire, est l'un de ces *objets fragiles* qu'on aborde rarement - à côté des solides questions du logement et de l'espace public -, mais qui pourtant nous révèlent beaucoup sur les liens distendus et les affrontements changeants de nos sociétés. Parler d'espace intermédiaire, c'est bien sous-entendre, ou plutôt impliquer dès l'origine, cette position médiane entre deux autres lieux : cette articulation *entre* un avant et un après d'une pratique sociale toujours dynamique. La position médiane est encore celle d'un espace *liminaire*, dont les caractéristiques ne peuvent se comprendre que dans ce schéma d'ensemble du passage, c'est-à-dire par rapport : aux caractéristiques de ces deux espaces, simultanément séparés et reliés ; aux groupes sociaux qui les occupent réciproquement et les maîtrisent ; aux caractéristiques des frontières qui contribuent à les séparer, et donc à les constituer, à les identifier.

Pratique de « l'entre »

Régulé par un groupe social, chacun de ces espaces est porteur d'identité et assimilé à ce groupe. La rue comme espace public, à disposition de l'ensemble de la population, est soumise aux lois et règles publiques ; elle identifie le passant et le citoyen ; réciproquement, telle maison ou tel appartement sont ceux de telle famille, sont le « chez » untel, et fonctionnent selon leurs règles propres. S'y trouver ou y demeurer nécessite de la part de l'individu une adaptation (de tenue, de posture, d'élocution, de gestes, de pratiques) aux règles du lieu. Franchir ces limites, et donc pratiquer un moment l'espace intermédiaire, c'est quitter un groupe social, un rôle, un statut, une pratique ou un moment de la pratique, pour opérer en soi et sur soi une transformation afin de se préparer au nouvel espace à venir, au nouvel univers, que l'on va intégrer. C'est précisément à cette transformation que sont voués les porches, allées, halls, vestibules, loges, escaliers et ascenseurs, couloirs et paliers qu'on a inventés pour entrer dans l'immeuble.

Acteurs de la ville, les concierges et gardiens ont de fait, bien qu'ils s'en défendent en raison d'un passé pas si lointain où on le leur reprochait, un rôle de médiateur non seulement social mais urbain.

1/ Le nombre de loges de concierges à Paris est actuellement de 27 000 environ (chiffres de 1997 et 2002), en léger redressement par rapport aux décennies précédentes.

2/ Cf. « Les rites de passage », Paris, Picard, 1909, Arnold Van Gennep.

À lire

- *L'immeuble parisien et sa loge : seuils et rituels des espaces d'articulation*. Philippe Bonnin, 2005. In *La société des voisins*. Dir. B. Haumont et A. Morel. Éditions de la MSH-Direction de l'Architecture et du Patrimoine, Mission à l'ethnologie. Coll. Ethnologie de la France 21.

- *Loges et concierges*. Dir. Ph. Bonnin et R. de Villanova. Paris, Créaphis, 2005.

Contact

Philippe Bonnin

Unité « Architecture, urbanisme, sociétés » (AUS)

CNRS-Ministère de la culture-Universités Paris 8, Paris 10 et Marne-la-Vallée

Mél : philippe.a.bonnin@wanadoo.fr

[Consulter le site web](#)

IPRAUS

Les cafés ou le troisième lieu

Étudier la pratique du café, c'est à travers un lieu de rencontre des plus codés par sa position entre vie publique et vie privée, s'attacher à l'espace et aux rythmes de la ville. Cette vieille institution urbaine, à Paris, connaît depuis deux décennies un renouvellement qui s'est accéléré aux cours des dernières années. Enquête de Monique Eleb (Unité « Architecture, urbanisme sociétés ») et de Jean-Charles Depaule (Laboratoire d'anthropologie urbaine)¹.

Les fonctions du café, son décor, son mobilier (avec l'introduction de l'idée de « lounge »), le style du service et ce qu'on y consomme se redéfinissent depuis une vingtaine d'années, ainsi que sa place dans la topographie et les rythmes urbains. Ce renouvellement participe des recompositions affectant l'emploi du temps et de l'espace des habitants de la capitale et de sa région, pour qui aujourd'hui le café apparaît souvent comme un « troisième lieu ». Il est pour une part le résultat d'initiatives d'entrepreneurs, héritiers ou non des dynasties « auvergnates » ou kabyles traditionnelles, face à la désaffection d'une clientèle jeune. Dans les « nouveaux » cafés parisiens, même si est toujours invoquée l'image mythique du « vrai bistrot », se lit l'influence, réinterprétée, de modèles venus d'ailleurs, en particulier celui du café « maison » ou « appartement ».

Entre extérieur et intérieur, entre vie publique et vie privée, entre espace fermé et espace ouvert, entre loisir quotidien et moments exceptionnels qui font événement, le café est un lieu de rencontre et de passage. Objet de recherche, il est une scène significative, à la fois lieu constitué et récit : sa fréquentation est l'un des modes de construction du rapport des citoyens à leur ville.

Les deux chercheurs, qui ont par ailleurs mené une enquête sur Los Angeles (M. Eleb) et Le Caire (J.-C. Depaule), ont croisé références littéraires et scientifiques, entretiens et observations de terrain. Ils se sont non seulement attachés à des situations saillantes, comme le « phénomène Oberkampf » ou la vogue du canal Saint-Martin, et à des établissements remarquables, mais à des cafés plus banals, petits ou grands, plus liés à la « vie coutumière », cafés de quartier, cafés du coin, cafés de gare, intra et extra-muros. Ils ont combiné l'analyse de territoires constitués par plusieurs établissements et l'étude de cas envisagés isolément.

1/ Ils publient un livre sur le sujet, à paraître en octobre 2005 aux éditions de l'Imprimeur.

Contact

Monique Eleb
Équipe « Architecture, culture, société sociétés »
Unité « Architecture, urbanisme, sociétés » (AUS)
CNRS-Ministère de la culture-Universités Paris 8 et 10 et de Marne-la-Vallée
Mél : monique.eleb@wanadoo.fr

Jean-Charles Depaule
Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)
CNRS
Mél : depaule@ivry.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
LAU

L'hirondelle ne fait plus la police

Le policier parisien et son public

Le policier fait assurément partie du paysage parisien. Les anciens ou les cinéphiles gardent en mémoire l'image de l'hirondelle, le policier à vélo, ou de l'ilotier patrouillant à pied, éléments incontournables du décor du Paris des années 1940 ou 1950. Christian Mouhanna, chercheur au Centre de sociologie des organisations, dresse le « portrait-robot » du policier parisien.

Aujourd'hui, Paris est l'une des villes au monde qui connaît le plus fort taux de policiers par habitant, soit un fonctionnaire de police pour 110 habitants environ. Policiers en VTT, ou en rollers, voire à cheval dans certains parcs, sont venus s'ajouter aux patrouilles automobiles, aux gardes des principaux édifices publics et aux autres CRS qui font partie du quotidien, très surveillé, des rues de la capitale, sans parler des enquêteurs en civil qui passent plus inaperçus.

Cette forte présence traduit en fait une double préoccupation, aussi ancienne que l'histoire de la police à Paris. D'un côté, la police est là pour répondre à un sentiment d'insécurité aussi fort dans la capitale que dans le reste de la France. Que ce soit en police secours ou en patrouille préventive, les policiers sont censés rassurer passants et résidents. Mais d'un autre côté, la police s'inscrit également dans une très longue tradition de protection de l'État et de surveillance de ces mêmes publics. Elle protège les bâtiments publics, encadre les manifestations, surveille les foules, gère la circulation.

Si ces deux préoccupations ne sont pas forcément contradictoires *a priori*, elles créent cependant des tensions au sein de ces institutions policières, d'une part parce que les policiers sont traditionnellement mobilisés en faveur de la seconde, et d'autre part parce que la culture du contrôle et de la surveillance induit une méfiance naturelle à l'égard du citoyen. Peu habitués à rendre des comptes à leurs administrés, les policiers ont tendance à gérer la sécurité de manière autonome, peu ouverte sur l'extérieur.

Mais d'autres facteurs contribuent également à créer un fossé entre les attentes complexes et disparates des populations et les policiers. Issus de classes moyennes ou modestes de province, ceux-ci peinent à trouver leur place dans un environnement parisien qu'ils connaissent peu ou mal, dans lequel ils arrivent jeunes, sans expérience professionnelle antérieure, et sans ancrage local. Plutôt enclins à rejeter ces milieux trop riches ou trop pauvres pour eux, peu encouragés par leurs hiérarchies à s'investir véritablement dans des relations suivies avec le public, ces policiers cherchent à partir le plus vite possible de cette ville mal aimée, et contribuent ainsi à alimenter un mouvement perpétuel de circulation des fonctionnaires dans Paris et sa banlieue.

Consciente de ces faiblesses, la hiérarchie policière parisienne avec à sa tête le préfet de police a cherché à modifier l'organisation de ses services afin de mieux servir les citoyens parisiens. De ces réflexions sont nées en 1999 deux grandes directions policières, celle de l'*Ordre public et de la circulation*, caractérisée entre autres par la présence de policiers aux casquettes ornées de damiers (« les lustucrus ») et celle de la *Police urbaine de proximité*, qui doit répondre aux inquiétudes des Parisiens.

Mais le parti pris résolument et presque uniquement répressif de cette police et le poids toujours croissant de la production de chiffres aux dépens de la qualité, qualité des affaires mais aussi qualité des rapports humains débouchent malheureusement sur un résultat très mitigé : faute d'accepter un réel regard extérieur sur ses pratiques, la police a tendance à se refermer sur elle-même. L'omniprésence des policiers ne signifie pas symbiose avec son environnement, mais plutôt supersposition.

À lire

- *Peurs sur les villes*. Sous la direction de Jérôme Ferret et Christian Mouhanna. PUF. Coll. Sciences sociales et sociétés, 2005.
- *Police : la proximité en trompe-l'œil*. In *L'État face à la demande de sécurité*. Christian Mouhanna, ESPRIT, n°290, 2002.
- *Au delà des controverses stériles*. Christian Mouhanna, *Sociologie du travail*, n°4 vol 44, Oct-déc. 2002, Dossier *La sociologie, les sociologues et l'insécurité*.

Contact

Christian Mouhanna
Centre de sociologie des organisations (CSO)
CNRS-IEP Paris
Mél : mouhanna@hotmail.com

[Consulter le site web
CSO](#)

Sur les trottoirs de Paris

Selon les services de police, entre 15 000 et 18 000 personnes vivaient en France du commerce de la prostitution. Une enquête sur l'état de la prostitution dans la capitale a été menée, à la demande de la Mairie de Paris, entre 2002 et 2004, par une équipe d'anthropologues et de sociologues auprès de prostitué(e)s et de leurs client(e)s. L'analyse de Marie-Élisabeth Handman, anthropologue au Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS), et de Janine Mossuz-Lavau, politologue au Centre de recherches politiques de Science Po (CEVIPOF).

Quels sont les visages de la prostitution parisienne ?

Difficile de définir le profil type d'un(e) prostitué(e). Hommes, femmes, travestis, transsexuel(le)s opéré(e)s ou non, hommes se prostituant auprès d'hommes ou de femmes, femmes se prostituant auprès de femmes ou d'hommes... Il y a les prostitué(e)s de luxe et les autres. Albanais(e)s, européen(ne)s de l'Est, roumain(e)s, africain(e)s, chinois(e)s, sud-américain(e)s, la diversité des origines continentales et culturelles dessine des micro-géographies liées à la langue.

Qui sont les clients ?

Ils appartiennent à tous les milieux sociaux, toutes les catégories socioprofessionnelles et sont de tous âges. Certains sont célibataires, d'autres mariés avec ou sans enfants, ou vivent en concubinage, d'autres encore sont divorcés ou veufs. Ce sont des hommes, des femmes, des hétéro-, des bi- ou des homosexuels... Ils sont occasionnels ou réguliers. D'aucuns recherchent de la tendresse plutôt qu'un acte sexuel proprement dit. Rares sont ceux qui demandent des pratiques perverses, mais chaque prostitué(e) a pu en avoir l'expérience et rencontrer des clients violents.

Où sont les lieux de prostitution à Paris ?

Le choix du lieu est évidemment important : ce n'est pas la même chose de se prostituer dans la rue ou en studio, dans un bar ou par le biais d'Internet... Historiquement, la prostitution se répartit entre les lieux centraux anciens (quartiers de gares, proximité de monuments, Madeleine ou Arc de Triomphe, Pigalle, rue Saint-Denis) et les portes de Paris. Une « invitation » à un tourisme sexuel teinté de voyeurisme. Les bois de Boulogne et de Vincennes, mais aussi la ceinture de Paris (les boulevards des Maréchaux) étaient des hauts lieux de prostitution jusqu'à la mise en œuvre de la loi pour la Sécurité intérieure.

Quelles ont été les conséquences de la loi « Sarkozy » ?

Les lieux s'organisent au gré des pressions des riverains et de la police. Depuis l'application de la [loi du 18 mars 2003](#), 40 % des prostitué(e)s auraient disparu de Paris. Ces chiffres du ministère de l'Intérieur sont difficiles à vérifier, car si ils ou elles ne sont plus sur les boulevards, ils ou elles se cachent, exercent à domicile, offrent leurs services sur Internet ou dans les bois éloignés jusqu'à 100 km de la capitale. Les horaires et les lieux des pratiques se sont « déplacés », rendant leurs acteurs plus vulnérables à la violence et aux exigences des clients...

Pour en savoir plus

[Pour une dignité retrouvée](#)

[Un abolitionnisme « à la française »](#)

À lire

• *La prostitution à Paris*. Éd. de La Martinière, 2005. Sous la direction de Marie-Élisabeth Handman et Janine Mossuz-Lavau.

Contact

Marie-Élisabeth Handman - Laboratoire d'anthropologie sociale
Collège de France-CNRS-EHESS
Tél. : +33 (0)1 44 27 17 53 - Mél : handman@ehess.fr

Consulter le site web : LAS

Janine Mossuz-Lavau
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
CNRS-FNSP
Tél. : +33 (0)1 45 49 53 28
Mél : janine.mossuzlavau@sciences-po.fr

Consulter le site web : CEVIPOF

Pour une dignité retrouvée

L'enquête dirigée par Marie-Élisabeth Handman et Janine Mossuz-Lavau a fourni un matériau ethnographique dense : modifications géographiques et batailles riveraines, tentatives de mobilisation, violences au quotidien, ruses et tactiques de survie sociale, motivations des clients, précarité des personnes étrangères victimes de réseaux de proxénétisme, travail des associations...

Ne plus vivre aux frontières de la légalité

La loi française ne reconnaît pas la prostitution comme un métier. Ses revenus ne sont donc pas toujours déclarés. Pour autant, le fisc poursuit les prostituées si elles déposent de l'argent à la banque, car ces sommes, en liquide, sont soupçonnées de faire partie de circuits de blanchiment d'argent. Ces femmes, sans compte en banque ni assurances privées, restent sans aucune couverture sociale ni caisse de retraite, sauf si elles ont la possibilité d'exercer un autre métier à côté ou de toucher le Revenu minimum d'insertion (RMI), ce qui n'est le cas que pour les plus démunies d'entre elles. Il leur est de même très difficile d'accéder à un logement car elles n'ont pas les fiches de salaire exigées par les vendeurs ou les bailleurs.

Quelques préconisations

Suite à l'enquête, l'équipe a proposé une série de mesures immédiatement applicables par les municipalités ou relevant de l'État :

- la création d'instances de médiation entre riverains, policiers, représentants municipaux et prostitué(e)s dans les quartiers à problèmes ;
- l'édition de brochures multilingues de prévention et d'aide juridique et sociale ;
- l'instauration de cours de français gratuits dispensés via des organismes de prévention ;
- l'affectation de juristes de rue pour informer les femmes étrangères sur leurs droits ;
- la mise à disposition de logements sécurisés pour les femmes dénonçant leur proxénète ou parvenant à s'enfuir ;
- la prise de contact avec d'autres municipalités françaises ou étrangères ;
- la mise en place d'une politique d'éducation sexuelle sur le fonctionnement physiologique des organes, le respect de l'autre sexe, les orientations sexuelles, les rapports entre sentiment, désir, sexualité...
- la formation des policiers (depuis octobre 2003, de jeunes policiers « zélés » ont été affectés à la surveillance et à l'interpellation des prostitué(e)s) ;
- la reconnaissance aux prostitué(e)s des droits sociaux (couverture des soins médicaux, assurances, retraite).

Contact

Marie-Élisabeth Handman
Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS)
Collège de France-CNRS-EHESS
Tél. : +33 (0)1 44 27 17 53 - Mél : handman@ehess.fr
[Consulter le site web](#) : LAS

Janine Mossuz-Lavau
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
CNRS-FNSP
Tél. : +33 (0)1 45 49 53 28 - Mél : janine.mossuzlavau@sciences-po.fr

[Consulter le site web](#) : CEVIPOF

Un abolitionnisme « à la française »

En France, la loi tolère la prostitution, mais réprime la plupart des moyens qui permettent de l'exercer. Ces moyens varient grandement selon que l'on se prostitue dans la rue, en studio, dans des bars, comme *escort boy* ou *escort girl*, par internet, en foyer d'émigrés ; que l'on est homme, travesti, transgenre...

Le but non avoué de la [loi du 18 mars 2003](#), dite « loi Sarkozy », étant de débarrasser les trottoirs des étrangères (ce qui ne protège pas les traditionnelles pour autant), plus de 40 % de celles-ci auraient été reconduites à la frontière. Et bien que la France ait signé le protocole de Palerme de 2000 visant à la protection des victimes du trafic des êtres humains, seules 173 femmes à Paris ont obtenu une autorisation provisoire de séjour (trois mois) et 11 une carte d'un an renouvelable.

À l'issue des trois mois, les étrangères redeviennent expulsables si elles n'ont pas trouvé un travail autre que la prostitution, ce qui, compte tenu de leur quasi ignorance de la langue française et de l'étroitesse du marché du travail en France, leur est impossible. Quant à celles qui parviennent à obtenir un titre de séjour pour avoir dénoncé leur proxénète, comme la loi les y autorise, elles sont considérées au tribunal non comme victimes, mais comme témoins, ce qui leur ôte tout droit à indemnisation et à protection. Cette loi vise non à protéger les victimes du proxénétisme, mais à régler sans ménagement la question de l'immigration clandestine.

Contact

Marie-Élisabeth Handman
Laboratoire d'anthropologie sociale (LAS)
Collège de France-CNRS-EHESS
Tél. : +33 (0)1 44 27 17 53
Mél : handman@ehess.fr

[Consulter le site web](#)
LAS

Janine Mossuz-Lavau
Centre de recherches politiques de Sciences Po (CEVIPOF)
CNRS-FNSP
Tél. : +33 (0)1 45 49 53 28
Mél : janine.mossuzlavau@sciences-po.fr

[Consulter le site web](#)
CEVIPOF

La Bohème à Paris

Scènes de la vie tzigane

En arpentant les couloirs du métro, Patrick Williams, spécialiste des Tziganes d'Europe au Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU), nous fait redécouvrir une communauté souvent déconsidérée et méprisée. Unité de lieu, de temps et d'action...

Prologue

3 mars, 11 h 30, station RER *Nanterre-Université*. En montant, je n'ai pas vu tout de suite les deux femmes assises en tailleur sur le sol, de chaque côté de l'encadrement sans porte qui fait communiquer le wagon. Elles appartiennent certainement à ces familles de Tziganes roumains dont journaux et magazines ont abondamment parlé ces derniers mois. Si l'on n'a jamais aperçu leurs campements, caravanes défoncées, baraques de guingois, on peut les connaître grâce à la télévision qui nous les montre quand ils font l'objet d'une expulsion. Ils sont familiers à celui qui emprunte cette ligne du RER : hommes, femmes, enfants, valides ou estropiés, y font la manche.

Scène 1

La plus âgée, une cinquantaine d'années, mince et vive, porte un manteau gris ouvert sur ses habits bariolés ; l'autre, beaucoup plus jeune, tient un bébé dans le giron de sa jupe plissée et plusieurs gilets superposés, roses, verts, lui font une silhouette replette. Il reste des traces de boue sur leurs bottes en cuir sans talons, vêtements et cheveux sont encore mouillés. La mère et la fille ? Elles ne se ressemblent pas.

Scène 2

La conversation est animée et l'ancienne paraît très remontée, elle prend l'autre à témoin : la veille, il y avait une fête au campement et à cette occasion sa bru ne lui a pas montré tout le respect qu'elle était en droit d'attendre. Elles parlent un dialecte *vlaç*, le plus courant parmi les Rom de Roumanie, le plus courant aussi aujourd'hui dans la banlieue de Paris. C'est aussi celui des Rom venus de Serbie dans les années 1970 et des Lovara, Tchurara et Kalderash (Hongrie, Roumanie et Russie) dont l'arrivée en Europe occidentale remonte à la fin du XIX^e siècle. Entre Nanterre et Châtelet, les fils de l'histoire se noueront en désordre et rien, absolument rien, ne distraira les deux femmes.

Scène 3

À partir de *La Défense*, le wagon est bondé et les passagers sont obligés de les enjamber à leur entrée dans le train ; tous marquent leur surprise : bref suspens dans l'élan vers une banquette, écarquille des yeux, moue amusée ou réprobatrice devant ces deux tziganes assises dans le métro comme sous une tente. Puis chacun reprend l'air de morne indifférence qui est la règle en ce lieu. La belle-mère s'enflamme, ses mains volent, elle ne cesse de nouer et dénouer le foulard qui couvre ses cheveux. « *Ah non ! Elle ne tolèrera pas un tel comportement une autre fois !* » Tous ces citadins se demandent-ils ce qui anime si fort les deux étranges personnages ? Les bouleversements politiques en Europe de l'Est ? L'élan qui du monde entier pousse les déshérités vers les États de l'occident prospère ? Le côtoiement des catégories sociales dans une grande métropole ? Non : les questions d'étiquette dans une réunion familiale.

Épilogue

En arrivant à *Châtelet-Les-Halles*, les deux femmes enfin cessent de parler et se lèvent, la plus jeune avec son bébé toujours endormi contre sa poitrine. Sur le quai, elles suivent la file qui s'engage dans l'escalier mécanique puis, débouchant sur le terre-plein central, sans plus échanger un mot et sans aucune hésitation, chacune s'engage d'un pas vif dans un couloir de correspondance.

À lire

- *Les Tziganes de Hongrie et leurs musiques*. Patrick Williams. Actes Sud 2001. Livre avec CD audio.

Contact

Patrick Williams - Médaille d'argent 1997 du CNRS - Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU) - CNRS
Tél. : +33 (0)1 49 60 40 54 - Mél : williams@ivry.cnrs.fr

[Consulter le site web](#) : LAU

La Chine à Paris : une communauté multiple

Près d'un siècle d'immigration chinoise en France

Les Chinois de Wenzhou

Pendant la Première Guerre mondiale, les alliés recrutent plus de cent mille travailleurs chinois pour remplacer les ouvriers français mobilisés sur le front. Plusieurs milliers d'entre eux restent, pour la plupart originaires de Wenzhou. Après leur prise de pouvoir en 1949, les communistes chinois interdisent formellement l'émigration. Les Chinois de Paris, installés d'abord dans le quartier de la gare de Lyon, puis dans le Sentier, s'intègrent donc progressivement à la société française, en pratiquant l'intermariage.

Au début des années 1980, avec le relâchement en Chine du contrôle sur l'émigration, l'immigration en provenance de Wenzhou reprend. Se développent alors les ateliers de confection qui recrutent une main-d'œuvre originaire des campagnes, souvent venue clandestinement, et qui ne parle pas le français. C'est ainsi que sont apparus les *Chinatowns* de Belleville et du 11^e arrondissement.

Les Vietnamiens et les Cambodgiens d'origine chinoise

En 1975, au lendemain de la victoire communiste au Vietnam et au Cambodge, une vague de réfugiés, les *boat-people*, vient s'installer dans la région parisienne. Souvent éduqués dans les écoles françaises d'Indochine, disposant de capitaux relativement importants, ces réfugiés, pour la plupart d'origine chinoise, s'installent dans les tours du 13^e arrondissement qui viennent d'être construites. Parlant les dialectes cantonais et chaozhou, ils fondent leurs associations, leurs guildes, et ne se rapprochent guère de la communauté originaire de Wenzhou.

Les ouvriers du Nord-Est de la Chine

Depuis le début du XXI^e siècle, une autre vague d'immigration se produit, composée essentiellement d'anciens ouvriers (surtout d'ouvrières) licenciés des usines d'État du nord-est de la Chine. Ne disposant pas de traditions d'émigration en Europe et venant souvent individuellement, contrairement à leurs compatriotes de Wenzhou, ils se retrouvent à la marge des communautés, effectuant des travaux pour les émigrés du Sud.

1/ Ville du Zhejiang située à 500 km au sud de Shanghai.

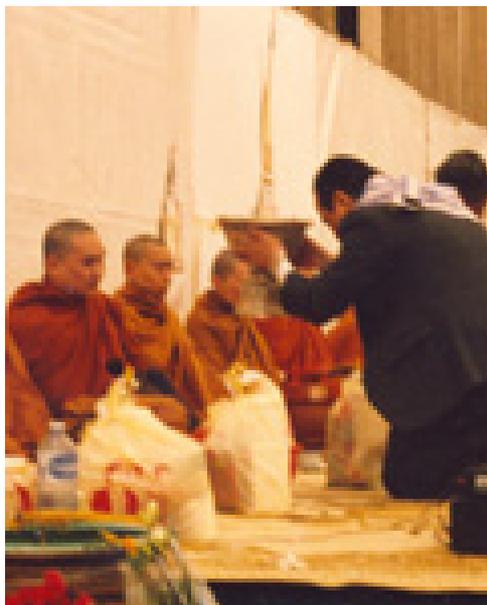
2/ De la province du Guangdong pour la plupart, Cantonnais et Teokchiew

Contact

Jean-Philippe Béja
Centre d'études et de recherches internationales (CERI)
CNRS-IEP Paris
Tél. : +33 (0)1 58 71 70 17
Mél : beja@ceri-sciences-po.org

[Consulter le site web](#)
CERI

Des berges du Mékong aux banlieues de Paris



Rituel d'offrandes aux moines lors du nouvel an lao, Paris 13^e arrondissement, 1985.

© Catherine Choron-Baix.

Comme au Vietnam et au Cambodge, les changements de régime politique survenus au Laos en 1975 entraînent un exode sans précédent de centaines de milliers de personnes.

En France, plus de 30 000 Lao sont aujourd'hui disséminés autour des centres urbains, notamment en région parisienne. Ils y forment des communautés locales réduites, recréant, dans les grands ensembles H.L.M., des relations de voisinage et des formes de sociabilité qui leur sont propres, et s'approvisionnent dans les commerces de la « Petite Asie » de la Porte de Choisy. Malgré l'anonymat des cités de banlieue, ils entretiennent, comme dans leur pays, des relations inter-familiales et inter-villageoises fortes, et sont en contact régulier avec la diaspora lao dans le monde. Afin de perpétuer leurs traditions religieuses, ils ont fondé des lieux de cultes autour de Paris et en province dès 1981, lorsqu'ils inaugurent leur premier « vat », monastère, dans le Val-d'Oise.

Cf. pour en savoir plus, une courte séquence du film [Une pagode lao en banlieue](#) de Catherine Baix.

Pour en savoir plus

[Une pagode lao en banlieue](#)

Contact

Catherine Choron-Baix
Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)
CNRS
Tél. : +33 (0)1 49 60 40 14
Mél : Choron-baix@ivry.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
LAU

[CNRS](#) > [Presse](#) > [Thema](#) > [Albums de familles](#) > [Des berges du Mékong aux banlieues de Paris](#)

Une pagode lao en banlieue

Près de 25 000 habitants du Laos ont fui leur pays natal pour s'installer durablement en France. Une partie de cette communauté a reconstitué un monastère dans un pavillon de la banlieue parisienne. Dirigée par des moines réfugiés, cette pagode lao est un lieu où se déroulent des cérémonies de bénédiction et des prières bouddhistes. Des fêtes religieuses et laïques sont également célébrées en dehors du monastère.

À travers ces rituels maintenus en France, la diaspora lao préserve ainsi certaines de ses traditions dans lesquelles le bouddhisme a une place prépondérante.

Le film « Une pagode lao en banlieue », réalisé par Catherine Baix et Jean-François Roux en 1986 - durée : 23'.

Extrait du film de Catherine Baix et Jean-François Roux. 1986. - 2'30".

voir aussi : *Mémoire d'or, mémoire de soie* (Cf. rubrique - À découvrir - Vidéotheque)

Où se procurer le film ?

Tél. : +33 (0)1 45 07 59 69

Mél : videotheque.vente@cncs-bellevue.fr

Consulter la [vidéotheque](#) du CNRS

Contact

Catherine Choron-Baix
Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)
CNRS
Tél. : +33 (0)1 49 60 40 14
Mél : Choron-baix@ivry.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
LAU

Profession : marabout à Paris

Les marabouts africains sont présents en France depuis longtemps, mais leur nombre augmente considérablement dans les années 1980. Comme bon nombre d'immigrés originaires d'Afrique de l'Ouest, les premiers venus recherchent en France une activité salariée (dans la voirie, l'automobile, etc.) et n'exercent leur pratique maraboutique que pendant leur temps libre. Puis, les conditions de l'emploi se dégradant, alors que leur succès et leur visibilité comme devins et guérisseurs croissent, cette pratique devient leur principal « gagne-pain ». Et c'est directement pour s'établir comme marabouts qu'à partir des années 1980 une nouvelle « génération » d'hommes, généralement jeunes, tente le voyage vers Paris. Parallèlement, la vaste panoplie de leurs activités se réduit pour se concentrer essentiellement sur la divination et la résolution des difficultés les plus diverses.

La présence des marabouts en France est un phénomène urbain, et c'est dans la région parisienne qu'ils sont le plus représentés. Ils logent pour la plupart dans les arrondissements situés au nord et à l'est de la capitale contrairement aux voyants français, auxquels les marabouts sont statutairement assimilés, qui sont domiciliés dans le centre et les arrondissements plus « chics ». Pour pratiquer, les marabouts ne sont généralement pas assez aisés pour disposer d'un cabinet distinct de leur résidence privée. Il n'est pas rare en effet de trouver réunis dans la salle d'attente les clients et la famille regardant ensemble la télévision. Leur clientèle est représentative du brassage des populations à Paris, surtout dans ces quartiers où de nombreuses nationalités se côtoient.

1/ Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Sénégal.

2/ Partie est des 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 10^e, 11^e arrondissements

À lire

- *Les marabouts africains à Paris*. Liliane Kuczynski, CNRS ÉDITIONS, 2002.

Contact

Liliane Kuczynski
Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)
CNRS
Tél. : +33 (0)1 49 60 40 55
Mél : kuczynski@ivry.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)

LAU

Les Américains en quête d'un Paris authentique

Parler des « Américains à Paris » évoque le titre de la célèbre comédie musicale, qui donne une image de l'Américain « artiste » à Paris poursuivant une belle histoire d'amour. Beaucoup d'Américains résident à Paris pendant des courts séjours allant de trois mois à trois ans. Pour ces personnes, financièrement aisées pour la plupart, le séjour à Paris constitue un rite de passage s'inscrivant dans une tradition américaine qui consiste à « peaufiner » leur éducation sociale.

Nombre d'Américains déplorent ce qu'ils conçoivent comme l'américanisation du Vieux Continent qui s'observe au niveau des références communes, notamment en matière de consommation. Ils recherchent alors des images préconçues de Paris, sorties d'un imaginaire collectif américain figeant la capitale au début du XX^e siècle. Cette représentation de Paris existe puisqu'ils arrivent en quelque sorte à la retrouver et à la réaliser, surtout grâce à leur pouvoir d'achat. Ces personnes, en rentrant en Amérique du Nord, perpétuent alors cette image que d'autres viendront ensuite rechercher.

1/ Dans la population observée, il s'agit ici de groupes relativement homogènes quant à leur position sociale et dont l'objectif des individus est de retourner au pays. Leur optique ne peut donc se généraliser à tous les Américains à Paris

Contact

Lance Thompson
Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)
CNRS
Mél : lthompson@ivry.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
LAU

Lecture du Paris contemporain

L'équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM), au Centre André Chastel, a fait de l'évolution de la capitale au fil des siècles l'un de ses thèmes fédérateurs.

La beauté de Paris tient à ses immeubles et à ses jardins autant qu'à ses monuments. C'est pourquoi les historiens d'art de l'ERHAM, qui ont fait de la capitale l'un de leurs thèmes privilégiés, ne s'intéressent pas qu'à ses bâtiments classés. Ils étudient aussi l'évolution de ses tissus urbains, de ses façades et de ses espaces verts. Et, à partir des différentes strates historiques qu'ils y lisent, ils proposent un voyage temporel dans le Paris contemporain.

Ces travaux se font au Centre André Chastel (*Cf. Pour en savoir plus*), une unité¹ mixte de recherche dont les chercheurs couvrent tous les domaines de l'histoire de l'art occidental, du Moyen-Âge à nos jours.

1/ CNRS-Université Paris 4 (Sorbonne)-Ministère de la culture et de la communication-Département de l'architecture et du patrimoine.

Pour en savoir plus

[Des maisons bourgeoises aux immeubles](#)

[La parenthèse des trente glorieuses](#)

[Désindustrialisation verte](#)

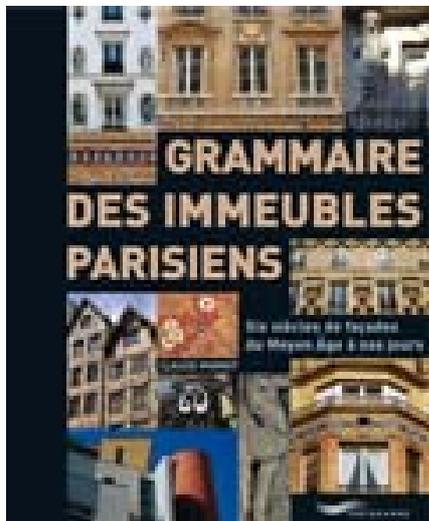
Contact

Centre André Chastel
CNRS-Université Paris 4-Ministère de la culture et le communication
Tél. : +33 (0)1 53 73 71 37

[Consulter le site web](#)
Centre André Chastel

Des maisons bourgeoises aux immeubles

Claude Mignot, historien d'art et directeur de l'équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM), étudie les immeubles parisiens. Il montre comment, tout en proposant une grande variété de styles, leurs façades participent à l'unité de la capitale.



© D. R.

Dans son livre, *Grammaire des immeubles parisiens. Six siècles de façades du Moyen-Âge à nos jours*, Claude Mignot propose des clés de lecture pour aider les promeneurs à mieux percevoir les façades qui constituent le paysage des rues de Paris. Même si les immeubles présentent une grande variété de styles selon les époques, ils ont quelques caractères en commun : matériaux, traitements des angles, saillies, etc. Et cela participe à l'unité de la ville. « Une unité qui fait toute la particularité de la capitale. Lorsqu'ils changent de quartier, les piétons n'ont pas cette impression de rupture brutale qu'ils pourraient avoir à New York ou à Londres », remarque Claude Mignot.

En matière de hauteur notamment, la grande majorité des bâtiments font 5 à 7 étages. C'est le cas des maisons bourgeoises des XVI^e et XVII^e siècles, avec une chambre ou deux par niveau, mais aussi des immeubles du XVIII^e siècle. Ces derniers ont juste été élargis pour accueillir des appartements de plain-pied sur chaque palier. Il y a bien quelques maisons basses, individuelles, à Paris. Mais, comme la ville est peu étalée, les architectes ont dû plus souvent jouer sur la hauteur pour loger une grande densité d'habitants. Cependant, le nombre d'étages a presque toujours été limité par des gabarits. C'est pourquoi les immeubles sont presque tous de même taille. Les seuls qui

détonnent avec le reste sont les grandes tours édifiées pendant les trente glorieuses, entre 1945 et 1975.

(Cf. Lecture du Paris contemporain : *La parenthèse des trente glorieuses*).

À lire

- *Grammaire des immeubles parisiens. Six siècles de façades du Moyen-Âge à nos jours*. Claude Mignot, Parigramme, 2004.

Contact

Claude Mignot
Centre André Chastel
Équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM)
CNRS-Université Paris 4-Ministère de la culture et de la communication
Tél. : +33 (0)1 47 03 84 60
Mél : claudemignot@paris4.sorbonne.fr

[Consulter le site web](#)
Centre André Chastel

La parenthèse des trente glorieuses

Simon Texier, historien d'art au sein de l'équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM), étudie les transformations urbaines qu'a connues Paris au XX^e siècle.



© D. R.

Le Plan local d'urbanisme (PLU), adopté par la mairie de Paris au début de l'année 2005, ne crée pas une aussi grande rupture dans la façon de concevoir la ville que les deux plans précédents, de 1959 et 1977. On peut le constater en lisant le livre de Simon Texier, *Paris contemporain. De Haussmann à nos jours, une capitale à l'ère des métropoles*, qui retrace l'histoire des aménagements de la capitale depuis Haussmann.

Les grands travaux du célèbre baron ont été suivis d'une période de stagnation. En effet, à part la construction du métro, Paris a connu très peu de chantiers pendant la première moitié du XX^e siècle. Mais de nombreuses réflexions ont été menées. Et des personnalités comme Le Corbusier ont jeté les bases de ce qui s'est fait plus tard, après le Plan d'urbanisme directeur de 1959. À partir de cette date, d'importants projets ont été lancés. « *Pour s'adapter à une démographie galopante, au 'baby boom' et à l'exode rural, il fallait construire beaucoup de logements en très peu de temps* », remarque Simon Texier.

De nombreuses tours ont donc poussé dans les quartiers périphériques de la capitale, sur le Front de Seine, à Montparnasse, à La Défense, près de la Place d'Italie, etc. Mais les urbanistes ont séparé les immeubles de la rue en les posant sur des dalles. Et ils ont oublié le rôle central des jardins publics dans la vie sociale. Le président Valéry Giscard d'Estaing, opposé à cette conception de l'urbanisme, a mis fin à cette période architecturale. En 1977, un nouveau Plan d'occupation des sols (POS) a donc été défini pour Paris, qui redonne toute sa place aux espaces publics. Le PLU de 2005 se situe dans la continuité de ce plan.

(Cf. Lecture du Paris contemporain : [Désindustrialisation verte](#)).

À lire

- *Paris contemporain. De Haussmann à nos jours, une capitale à l'ère des métropoles*. Simon Texier, Parigramme, 2005.

Contact

Simon Texier
Centre André Chastel
Équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM)
CNRS-Université Paris 4-Ministère de la culture et de la communication
Tél. : +33 (0)1 47 03 84 57
Mél : texiersimon@free.fr

[Consulter le site web](#)
Centre André Chastel

Désindustrialisation verte

Hervé Brunon, historien au sein de l'équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM), étudie les jardins contemporains, notamment ceux qui ont été créés depuis vingt ans.

Finis les tours et les grands ensembles posés sur des dalles en béton. Finis les simples carrés de pelouse entre deux rangées de parkings. Depuis une vingtaine d'années, les jardins font leur retour. Et ils retrouvent leur rôle de pause contemplative dans le tissu et le rythme de la capitale. « *Cela s'explique, en partie, par la prise de conscience des problèmes environnementaux et par la recherche d'une meilleure qualité de vie en milieu urbain* », explique Hervé Brunon. Ce regain d'intérêt pour les espaces verts a aussi largement profité de la désindustrialisation de Paris.

En effet, les grands parcs les plus récents ont souvent été créés dans le cadre de vastes projets de réhabilitation. Et ils ne se contentent pas d'apporter de la végétation aux Parisiens. Ils donnent une identité aux quartiers qui les entourent. Ainsi, le parc de la Villette sert d'aire de loisirs, mais aussi de lieu culturel. Il accueille la cité des sciences et de l'industrie, la cité de la musique ainsi que plusieurs salles de spectacles. Le parc André-Citroën, lui, permet de réconcilier la ville avec son fleuve, alors qu'elle en a longtemps été séparée. Quant à la promenade plantée, entre la gare de Lyon et le bois de Vincennes, elle permet de coudre différents quartiers entre eux.

Ces trois exemples montrent, par ailleurs, que les parcs publics sont désormais conçus en termes de paysages. Si une forte composition architecturale organise l'ensemble, le parcours est aussi ponctué de jardins thématiques plus individualisés, comme la bambouseraie du parc de la Villette ou les jardins sériels, chacun dominé par une couleur, du parc André-Citroën.

Les espaces verts ont aussi pour vocation de créer du lien social. C'est pourquoi, en plus des grands parcs, Paris s'est agrémenté de nombreux jardins partagés. Confiés par la ville à des associations de riverains, ces derniers favorisent la rencontre entre habitants d'un même quartier.

Contact

Hervé Brunon
Centre André Chastel
Équipe de recherche sur l'histoire de l'architecture moderne (ERHAM)
CNRS-Université Paris 4-Ministère de la culture et de la communication
Tél. : +33 (0)1 47 03 84 59
Mél : herve.brunon@paris4.sorbonne.fr

[Consulter le site web](#)
Centre André Chastel

Haussmann ou l'unité du paysage parisien

En 1853 s'ouvre une incroyable ère de quarante ans de grands travaux dans la capitale française. Michel Carmona, membre du Laboratoire « Espace et culture » relate l'épopée haussmannienne.

Qui était le fameux baron Haussmann ?

Michel Carmona. C'est d'abord quelqu'un qui a une haute opinion de lui-même ! Il est imperméable à l'opinion publique, mais est obséquieux avec ses supérieurs hiérarchiques. Il effectue une carrière lente, pas très brillante, de personnel préfectoral. Au printemps 1853, Napoléon III cherche une personnalité rugueuse, à l'abri des pressions, pour réaliser son programme de grands travaux. Son ministre de l'Intérieur, Persigny, lui présente Haussmann, qui est alors préfet de la Gironde. C'est un bon administrateur, mais c'est sa personnalité qui fait la différence.



À gauche immeuble, 90, boulevard Raspail, Eugène Chiffot, 1907. À droite, immeuble, 32, boulevard Raspail, Eugène Chastel, 1909 : le pittoresque néo-gothique à son comble.

© Simon Texier.

Dans quelles circonstances est-il amené à changer le visage de Paris ?

M. C. Lorsqu'il devient préfet de la Seine, en juin 1853, il ne connaît pas le projet. C'est Napoléon III en personne qui, juste à sa nomination, lui fait part de ses plans. À l'époque, les travaux de la rue de Rivoli ont déjà commencé. Haussmann réalise l'ampleur de la tâche, mais se dit enthousiaste. Son prédécesseur, Berger, avait été épouvanté par tant de travaux et de dépenses. Haussmann fait face à deux difficultés : résoudre le problème financier et retourner l'opinion de la bourgeoisie parisienne. En quatre jours, il trouve quelques millions d'excédents dans le budget municipal. Il convainc ses interlocuteurs de lever un emprunt de 50 millions de francs et utilisera les excédents budgétaires pour payer les annuités. Il finit par convaincre une majorité d'élus du conseil municipal, en expliquant que ces travaux favoriseraient le développement et les rentrées fiscales.

Qu'a réellement réalisé Haussmann à Paris ?

M. C. Il a imprimé sa marque avec une artère qui devait être parallèle à la Seine, le pendant sur la rive gauche de la rue de Rivoli. Napoléon III lui-même avait dessiné la rue des Écoles. Mais Haussmann, considérant la proximité de la montagne Sainte-Genève problématique, a proposé et réalisé le boulevard Saint-Germain. Dans le Bois de Boulogne, l'empereur tenait à créer une rivière serpentine, comme à Hyde Park à Londres. Mais les premières tentatives sont des échecs. Haussmann tranche : ce seront les lacs inférieur et supérieur. Mais il y a aussi deux projets non aboutis : la démolition de la place Dauphine et le prolongement de la rue de Rennes jusqu'à la Seine. On peut citer aussi les rues de Tolbiac et de la Convention, conçues mais pas réalisées par lui.

Quelles ont été les conséquences de ces travaux à l'époque ?

M. C. Si dans la population Haussmann est devenu très impopulaire, la classe dirigeante républicaine lui rendra hommage. Il fut d'ailleurs député pendant quatre ans avant sa mort, survenue en 1891. Mais il faut comprendre que pendant les 17 ans de son mandat et les 20 ans qui ont suivi, les Parisiens ont vécu près de 40 années de grands travaux. C'est-à-dire plus de 300 000 personnes qui ont été déplacées et toutes celles qui ont quitté Paris.

À long terme, que faut-il retenir de son action ?

M. C. La possibilité de circuler ! Ces travaux ont aussi permis l'amélioration du confort et de la salubrité, avec les squares, les arbres, mais surtout les égouts et l'acheminement de l'eau dans chaque immeuble. Enfin, il y a la recherche d'un style de la rue. Haussmann, c'est aussi une plus grande unité du paysage parisien.

À lire

- *Gustave Eiffel*. Michel Carmona, Fayard, 2002.
- *Haussmann*. Michel Carmona, Fayard, 2000.

Contact

Michel Carmona
Laboratoire « Espace et culture »
CNRS-Université Paris 4
Tél. : +33 (0)1 44 32 14 47
Mél : michel.carmona@wanadoo.fr

[Consulter le site web](#)
Laboratoire « Espace et culture »

« Roman de Paris »

La littérature sur Paris est d'une incroyable richesse et d'une grande diversité. Récit de Thierry Paquot, philosophe, éditeur de la revue *Urbanisme* et membre du Laboratoire des organisations urbaines : espaces sociétés, temporalités.

Les études savantes, analyses érudites, guides touristiques, récits historiques, descriptions géographiques, promenades architecturales, relevés sur sa flore et sa faune, dictionnaires des métiers comme de leurs langages, enquêtes sociologiques, abondent, se cumulent, s'enrichissent. Il n'existe pas un seul domaine de la connaissance qui ne possède « son » spécialiste de la capitale.



Passerelle des arts et Académie française.
© Valem.

Cette ville a fait, et fait encore, couler beaucoup d'encre. Mais à côté de ces travaux très sérieux, qui remplissent des bibliothèques, sur Paris, les Parisiennes et les Parisiens, il existe des déclarations d'amour rédigées par des poètes et des paroliers et aussi des romans. Le roman - quels que soient son époque et son « genre » (réaliste, naturaliste, surréaliste, polar, science-fiction, à l'eau de rose, érotique...) - adopte Paris, non seulement comme lieu privilégié de son intrigue, mais aussi comme décor actif qui intervient sur la psychologie des personnages, sur leurs états d'âmes, leurs itinéraires, leurs actes anodins, leurs habitudes citadines.

Avec *Le roman bourgeois* (1666), Antoine Furetière oppose la « ville » à la « Cour » et décrit le quartier Maubert. Plus d'un siècle après, Restif de La Bretonne promène ses personnages dans la nuit urbaine et Balzac confère à la ville un rôle de démultiplicateur des sentiments ! Hugo, les Goncourt, Zola, Flaubert, Maupassant, Proust sont des écrivains parisiens et il en va de même pour des moins connus, comme Duvernois, Romains, Willy, Toulet, Salmon, Carco, Bove, Dietrich, Guérin...

Lister les romanciers français qui boudent Paris serait une véritable gageure, même Jean Giono se balade plaisamment dans cette grande ville, comme en témoigne sa nouvelle, *Le Badaud*. Comment s'imaginer lire Céline, Sartre, Simenon, Modiano et tant d'autres sans avoir à portée de main, un plan du métropolitain ? Aujourd'hui encore, et parmi tant de titres, Leslie Kaplan, avec *Fever* (P.O.L, 2005) localise son roman, à deux pas de Vavin, près du cimetière Montparnasse. Paris possède une épaisseur de mystère telle, que le romancier est obligé de s'y perdre, pour le plus grand plaisir de ses lecteurs.

Quelques suggestions de lectures...

- Marie-Claire Bancquart. *Paris 'fin-de-siècle'. De Jules Vallès à Rémy de Gourmont*. Adam Biro, 1997, édition revue et augmentée, Éd. de la Différence, 2002 - *Paris des surréalistes*. Seghers, 1973.
- Karlheinz Stierle. *La capitale des signes. Paris et son discours*. Trad. Marianne Rocher-Jacquín, Éd. de la Maison des sciences de l'homme, 2001.
- Pierre Citron. *La poésie de Paris dans la littérature française de Rousseau à Baudelaire*. 2 vol. Éd. de Minuit, 1961.

Contact

Thierry Paquot

Laboratoire des organisations urbaines : espaces sociétés, temporalités (LOUEST)

CNRS-Universités Paris 10 et 12-Écoles d'architecture de Paris et de Clermont-Ferrand

Tél. : +33 (0)1 45 45 45 00

Mél : th.paquot@wanadoo.fr

Paris sur grand écran

Rarement une ville aura attiré autant le regard des cinéastes. Paris, est certainement avec New York, la star incontestée du grand écran. *Travelling avant* de Thierry Paquot, philosophe, éditeur de la revue *Urbanisme* et membre du Laboratoire des organisations urbaines : espaces sociétés, temporalités.



À bout de souffle.
© Raymond Cauchetier. Paris.

Chaque piéton en a fait l'expérience au moins une fois, il est persuadé d'avoir croisé Jean Seberg sur les Champs Élysées (*À bout de souffle*, Jean-Luc Godard, 1959) ou Corinne Marchand au parc Montsouris (*Cléo de 5 à 7*, Agnès Varda, 1962). Tout comme il reconnaît la station Barbès (*Les Portes de la nuit*, Marcel Carné, 1946) ou le canal Saint-Martin (*Hôtel du Nord*, Marcel Carné, 1938), peu importe que ces décors aient été réalisés en studio...

Le cinéma est l'art du rêve et le citadin cultive le mélange des genres. Sa géographie de la capitale se mêle aisément aux lieux de tournage et il apprécie les sites de ses déambulations à l'aune des répliques, des cascades, des poursuites ou des attentes des personnages.

La *Place Blanche* se lève avec Jean-Pierre Melville et *Pigalle* se couche avec Karim Dridi. À chaque quartier sa référence cinématographique : la Bastille c'est *Chacun cherche son chat* (Cédric Klapisch, 1996) ; le Paris des affaires, *Place Vendôme* (Nicole Garcia, 1998) ; les quartiers populaires, *Black mic-mac* (Thomas Gilou, 1985), *Tchao Pantin* (Claude Berri, 1983), *Le fabuleux destin d'Amélie Poulain* (Jean-Pierre Jeunet, 2001) ; Saint-Sulpice, *La discrète* (Christian Vincent, 1990)... Sans oublier le métro (*Subway*, Luc Besson, 1985 ;

Louise Take-2, Siegfried, 1998), les sans domicile fixe (*Une époque formidable*, Gérard Jugnot, 1991 ; *La crise*, Coline Serreau, 1992, *Paria*, Nicolas Klotz, 2000) ou les banlieusards « déplacés » (*La haine*, Mathieu Kassovitz, 1995).

Depuis une vingtaine d'années, la banlieue au cinéma fait corps avec Paris, la capitale n'est plus une île délimitée par le périphérique et ses marées d'automobiles et les banlieues ne sont plus coupées du monde. Les territoires s'interpénètrent comme les personnages circulent. Ce grand Paris propose de nouvelles images et alimente un autre imaginaire (*L'Ami de mon amie*, Éric Rohmer, 1987 ; *Hexagone*, Malik Chibane, 1992 ; *La squale*, Fabrice Genestal, 2000 ; *Jeunesse dorée*, Zaïda Ghorab-Volta, 2002).

Paris tourne en permanence dans les films que chacun s'invente, la ville se dédouble et entremêle l'image à la magie (l'une étant l'anagramme de l'autre) pour le plus grand plaisir du citadin, toujours prêt à devenir le spectateur/acteur de son destin...

Le Forum des Images (Porte Saint-Eustache aux Halles de Paris) possède plus de 6 700 films sur la capitale et ses banlieues proches.

[Consulter le site web](#)

À lire

- La revue *Urbanisme* a consacré un dossier à « La ville au cinéma », n° 328, janvier/février 2003.
- *Capitale-fiction. Un nouvel imaginaire parisien ?* Thierry Paquot, *Prétontaine*, 2004, n°16-17, Presses Universitaires de Montpellier.
- *L'Encyclopédie la ville au cinéma*. Sous la direction de Thierry Paquot et Thierry Jousse, Éditions de l'Étoile/Les Cahiers du cinéma (à paraître en octobre 2005).

Contact

Thierry Paquot

Laboratoire des organisations urbaines : espaces sociétés, temporalités (LOUEST)

CNRS-Universités Paris 10 et 12-Écoles d'architecture de Paris et de Clermont-Ferrand

Tél. : +33 (0)1 45 45 45 00 - Mél : th.paquot@wanadoo.fr

Paris et la musique, toute une Histoire...

La rue parisienne comme espace musical

Spectacles gratuits des boulevards, foire Saint-Germain, charlatans, mendiants, Savoyards, Auvergnats, cris de Paris, musique ambulante, sonneries, musique des gardes françaises, joueurs d'instruments, chansonniers... Louis-Sébastien Mercier décrit dans *Le Tableau de Paris* (1788) l'extraordinaire paysage musical offert aux habitants de la capitale. Florence Gétéreau, conservatrice du patrimoine et directrice de l'Institut de recherche sur le patrimoine musical en France, nous en brosse un portrait historique.

La rue parisienne comme espace musical, c'est d'abord la rue ordinaire des chanteurs et musiciens ambulants, celle qui permet de vivre ou plutôt de survivre, celle des petits métiers se signalant avec la musique, celle des musiciens qui, en échange de leur chanson et de leur ritournelle, vendent un recueil de colportage qui en donne les paroles. Cette rue devient parfois lieu de sédition ou théâtre des fastes du pouvoir. Les aubades et fêtes calendaires des corporations confiées aux ménestriers professionnels, les entrées royales accompagnées par les Musiciens de la Grande Écurie marquant la vie des souverains, les conquêtes comme le retour de la paix, sont autant de moments spectaculaires et brillants du Paris de l'Ancien Régime.

Au XIX^e siècle, les chansons politiques et sociales occupent une grande place dans le répertoire de la rue. Nées lors des changements de régime ou lors de mouvements ouvriers, ces chansons, qui traduisent l'opinion publique, inquiètent les gouvernements en place. L'engouement pour ces chansons et l'afflux incessant de musiciens mendiants venus de France ou même d'Italie contraignent la police à réglementer l'occupation des rues de Paris. L'orgue des rues devient alors le véhicule des chansons à la mode comme du grand répertoire de l'Opéra avant d'être relayé au milieu du siècle par les orphéons et fanfares des kiosques de jardins publics. Ces architectures urbaines (nées à l'âge du fer industriel) deviennent le centre d'une nouvelle forme de sociabilité. Les entreprises ont chacune leur société musicale qui, de concours en dimanche d'été, y jouent l'émulation avec les formations militaires. Ces formations, relais de la cohésion nationale, participent à l'éducation musicale du peuple de Paris en jouant dans les lieux publics comme dans les kiosques.

À partir de 1880, les bals du 14 juillet célèbrent l'institution républicaine. Les Auvergnats de Paris et les accordéonistes jouent un rôle tout particulier dans ces bals de plein air où se côtoient toutes les origines sociales. Les hommes-orchestres apportent une touche supplémentaire à la rue du XX^e siècle tandis que les chanteurs de petits formats imprimés sont toujours présents et maintiennent la tradition du *Chanter Paris*. Certains, comme Piaf, deviennent célèbres, mais la plupart restent anonymes. On n'aurait garde d'ignorer le métro, prolongement de la ville et de ses contrastes alors que, de manière toujours plus frappante, la rue cesse d'être un lieu propice à la rencontre. Chaque jour, quelque 2000 musiciens, pour la plupart non autorisés, jouent dans les couloirs du métro pour ses millions d'usagers. La Fête de la musique, créée en 1982 par le ministère de la Culture, est devenue une institution. Chaque année, au premier jour de l'été, tous les musiciens sont invités à se produire librement dans la rue. Toutes les musiques s'y retrouvent attestant que la rue, si souvent inhospitalière, a trouvé là une nouvelle expression populaire.

1/ Département de la musique du Roi, la Musique de la Grande Écurie fut créée sous François I^{er}. Elle comprenait les chevaux, le personnel d'écurie, et la musique. Les musiciens participaient aux concerts de plein air, parades, carrousels et défilés militaires

À lire

- *Musiques dans la rue*. Sous la direction d'Éliane Daphy et Florence Gétéreau. *Ethnologie française*, XXIX, 1999/1.
- *Musiciens des rues de Paris*. Sous la direction de Florence Gétéreau. Paris, *Réunion des musées nationaux*, 1997.

Contact

Florence Gétéreau
Institut de recherche sur le patrimoine musical en France (IRPMF)
CNRS/Ministère de la Culture/BNF
Tél. : +33 (0)1 49 26 09 97 - Mél : getreau.cnrs@bnf.fr

[Consulter le site web](#)
IRPMF

Mode de Paris, mode de toujours ?

« La mode est dans l'air, c'est le vent qui l'apporte, on la pressent, on la respire, elle est au ciel et sur le macadam, elle tient aux idées, aux mœurs, aux événements ». Gabrielle Chanel définissait ainsi l'intime rapport de la mode à l'air du temps et aux lieux où elle naît. C'est ainsi que Paris est devenu lieu mythique de création et de rayonnement de la mode française. L'analyse de Michèle Ruffat, historienne à l'Institut d'histoire du temps présent.



Grès. Robe du soir, vers 1955.
Jersey de soie crème et gris pâle.
Coll. Musée Galliera.
© K. Maucotel / Paris-Musées.

Paris est historiquement le haut lieu de la mode française. Une ancienne tradition d'artisanat d'art a créé un véritable vivier de talents divers dont l'apport au processus de création, de fabrication et de diffusion des articles de mode « de Paris » a été et reste décisif (cf. *Pour en savoir plus*). Création et production ont d'ailleurs été longtemps aux mêmes mains. Un marché porteur, une proximité géographique entre les créateurs et une clientèle exigeante ont contribué à ce statut de Paris « capitale de la mode ». Le prestige de Paris, arbitre du goût et haut lieu de l'élégance, reconnu pour son esprit de liberté, d'audace et de créativité, tient aussi au rayonnement international de la culture française et à l'apport de courants culturels et artistiques plus vastes.

Mais, depuis un demi-siècle, la haute couture, économiquement très liée aux aléas des relations internationales, a souffert des bouleversements qui ont suivi les deux guerres mondiales et affecté flux commerciaux, ressources et habitudes d'une clientèle internationale fortunée qui ne compte plus aujourd'hui que quelques centaines de femmes. La part de la haute couture s'est réduite à quelques pour cent du chiffre d'affaire des maisons de couture, qui se fait surtout sur la vente de parfums, d'accessoires, de lignes de prêt-à-porter de luxe et de produits dérivés. Enfin, la crise profonde qui frappe l'industrie du vêtement depuis trente ans, l'invasion des fabrications étrangères, les licenciements massifs dans la filière textile ont bouleversé métiers et marchés, malgré les remparts dressés par la profession et les pouvoirs publics.

Pourtant l'attrait de Paris ne se dément pas. Les professionnels du monde entier viennent toujours¹ assister aux présentations de collections. Éternel retour d'un

Paris « où les designers du monde entier prennent vie » (*New York Times*, 13 mars 2005). Mais, et le changement est de taille, si la haute couture parisienne fascine toujours et offre ses défilés-spectacles, ce sont les présentations de prêt-à-porter, souvent issu des mêmes maisons, qui déplacent désormais le plus d'acheteurs et de journalistes spécialisés.

Le prestige de la mode française a changé de forme. La profession s'est renouvelée de l'intérieur et s'est ouverte à de jeunes talents, pour lesquels l'accession au statut de couturier est vitale : elle est source de reconnaissance par leurs pairs et de visibilité internationale. La clientèle aussi a changé, stars d'Hollywood et membres du jet-set ont remplacé les femmes du monde. Le centre de gravité de la mode parisienne est passé de la haute couture (modèles exclusifs fabriqués sur mesure) au prêt-à-porter de luxe (fabrication industrielle en série) qui décline et adapte, au sein des mêmes maisons, les créations des designers. La haute couture a perdu en autorité. Les professionnels suivent maintenant les réactions de la rue. En matière de styles, des séries courtes qui présentent des risques commerciaux moindres sont la règle ; d'où la persistance d'ateliers au cœur de Paris, assurant rapidité d'accès et de réaction au marché, capacité à saisir les tendances et à y répondre.

Si la France semble aujourd'hui écartée de la production de masse de biens d'habillement, Paris reste un lieu d'élection de la mode, avec un atout essentiel : sa fonction de creuset de talents et de pépinière de créateurs venus du monde entier qui trouvent dans ce carrefour des cultures un lieu d'épanouissement unique² !

1/ Les présentations de collections attiraient 2000 visiteurs en 1958. En 1997, 2400 journalistes et photographes assistaient aux présentations de prêt-à-porter (mars et octobre) et 1000 à celles de haute couture (janvier et juillet). Les défilés de prêt-à-porter d'octobre 2004 à Paris ont présenté la production de 110 créateurs à 1500 rédacteurs de mode, 800 acheteurs et 300 photographes internationaux.

2/ Un séminaire sur l'histoire de la mode se tient à l'IHTP, sous la responsabilité de Dominique Veillon et Michèle Ruffat, qui organisent avec le Centre Pompidou, les 8 et 9 décembre 2005, un colloque sur le thème « Se vêtir ».

Pour en savoir plus

Paris et la mode : une histoire ancienne

[CNRS](#) > [Presse](#) > [Thema](#) > [Passerelle des arts](#) > [Mode de Paris, mode de toujours ?](#)

Paris et la mode : une histoire ancienne

C'est au fil du temps que Paris est devenu lieu mythique de création et de rayonnement de la mode française. Depuis Colbert, premier à s'être avisé que « *la mode est pour la France ce que les mines d'or du Pérou sont pour l'Espagne* », la prééminence de la Ville dans ce domaine a été voulue et organisée au cours des siècles par la volonté et l'action conjuguées des pouvoirs publics et des instances représentatives de la profession. L'Ancien régime a réuni à Paris et Versailles une noblesse oisive, comblée de faveurs et tenue de rivaliser auprès des souverains qui en attendaient en retour une contribution au rayonnement de la France et à son prestige. Plus tard, le soutien de Napoléon III aux industries du luxe a nourri « la vie parisienne » brillante du Second Empire, célébrée par Offenbach.

Au XIX^e siècle, Paris a également bénéficié, - comme lieu géométrique entre les industries cotonnières du Nord et de l'Est, les productions lainières et la maille de la région de Reims, les tissages choletais et les soieries lyonnaises -, d'une position stratégique centrale entre ces divers fournisseurs de produits textiles. De Worth à Nina Ricci ou Balenciaga jusqu'aux dauphins de Chanel ou de Dior, la Ville n'a cessé d'accueillir les talents de tous les horizons et de les faire prospérer. À l'intérieur de Paris même, de quartier en quartier, du Marais au Sentier et du Triangle d'Or aux tours du 13^e arrondissement, la mode parcourt la cité et en renouvelle les réseaux¹.

1/ Une Cité de la Mode et du Design, lieu d'accueil pour les jeunes stylistes et designers, sera inaugurée en 2007 sur les quais de la Seine, dans les anciens bâtiments des Magasins généraux. [Consulter le site web](#) : [Projet Docks en Seine](#).

Contact

Michèle Ruffat, Dominique Veillon
Institut d'histoire du temps présent (IHTP)
CNRS
Tél. : +33 (0)1 47 40 68 00
Mél : ruffat@ihtp.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
IHTP

Les sciences de la Cité

Promenades scientifiques au cœur de Paris

Un guide de promenades parisiennes permettant, au fil de parcours libres ou guidés, de découvrir l'histoire des sciences de l'homme et de la société, c'est ce que préparent, soutenus par le ministère délégué à la Recherche et aux nouvelles technologies, Jacqueline Eidelman, Olivier Martin et Jean-Christophe Marcel, sociologues au Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS).



Le Panthéon sur la montagne Sainte-Geneviève.
© D. R.

Cet ouvrage se présente au premier abord comme un dictionnaire des rues et des lieux emblématiques de diverses disciplines : philosophie, histoire, archéologie, géographie, sociologie, ethnologie, droit, économie, linguistique, sciences politiques, psychologie, psychanalyse... Des lieux, tels la Fondation des sciences politiques, la maison d'Auguste Comte, la Sorbonne, la Bibliothèque Sainte-Geneviève, l'Institut de géographie, l'École normale supérieure, l'Institut d'archéologie, le Musée de l'homme, le Collège de France, la Maison des sciences de l'homme, le Musée des arts et traditions populaires... seront ainsi resitués en fonction des idées, des acteurs, des structures et des usages.

À l'occasion, seront délivrées des indications sur les phases majeures de développement de ces disciplines, les principales questions qu'elles abordent, la façon dont celles-ci rencontrent des enjeux de société.

Des propositions de parcours thématiques constitueront des entrées transversales (recherche et enseignement, méthodologies, édition et publication, professionnalisation, génération et mixité, rapport plus ou moins direct au monde politique, liens et relations avec les sciences de la vie et de la nature...) qui rendront compte des logiques qui ont façonné la communauté scientifique et orienté les modes d'investigation, d'interprétation et de diffusion des chercheurs qui se consacrent à ces différentes sciences de la Cité.

Prenons donc rendez-vous en 2006 pour partir à la découverte de ces hauts lieux parisiens qui auront beaucoup de secrets à nous dévoiler !

À lire

- *Paris des sciences de l'homme et de la société*. Jacqueline Eidelman, Olivier Martin, Jean-Christophe Marcel. Collection guides savants, Belin (à paraître, 2006).

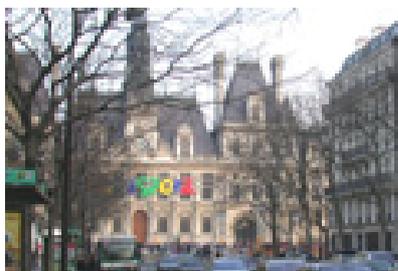
Contact

Jacqueline Eidelman, Olivier Martin, Jean-Christophe Marcel
Centre de recherche sur les liens sociaux (CERLIS)
CNRS-Université Paris 5
Tél. : +33 (0)1 42 86 33 48
Mél : eidelman@ext.jussieu.fr

[Consulter le site web](#)
CERLIS

Quand Paris « enquête » sur Paris...

Paris, ses deux millions d'habitants, son patrimoine, son tissu économique et sa diversité sociale... Paris est un objet de recherches à part entière qui intéresse aussi bien les décideurs administratifs que les acteurs socio-économiques ou politiques. Danièle Auffray, chercheur au CNRS et adjointe au Maire de Paris, chargée des nouvelles technologies et de la recherche, vient de lancer la seconde édition d'un programme de recherches sur Paris.



Hôtel de Ville de Paris.
© Valem.

Tout est parti d'une étude préliminaire, réalisée par la mairie, qui a montré que Paris est un champ de recherches encore trop peu exploité notamment dans les secteurs de l'environnement, du « social », de l'emploi ou encore de l'innovation. Objectif du programme : produire, entre autres, des indicateurs fiables permettant de suivre les mutations économiques et sociales dans Paris. La capitale est ainsi la première collectivité locale de France à faire appel à des chercheurs pour donner des bases scientifiques aux décisions des élus.

La Ville de Paris a souhaité encourager des projets sur les thématiques suivantes :

- Transports-coopération intercommunale
- Environnement
- Populations, intégration, solidarités
- Patrimoine (la mémoire ouvrière et ses marques dans le paysage urbain)
- Dynamique de l'agglomération parisienne
- Innovation (technologique, économique sociale)

Pour en savoir plus

[Observer Paris au microscope](#)

Contact

Danièle Auffray
Adjointe au Maire de Paris chargée des Nouvelles technologies et de la recherche
Tél. : +33 (0)1 42 76 69 03 (secrétariat)
Mél : anne.palmier@paris.fr

[Consulter le site web](#)
Paris.fr

Observer Paris au microscope

Des recherches pour et sur Paris

L'édition 2004-2005 du Programme de recherches lancé par la Ville de Paris a remporté un vif succès. Onze projets ont été retenus et bénéficient d'un soutien financier et logistique de la ville. Un aperçu de ces initiatives...

- **Programme LISAIR : surveillance par lidar de la pollution urbaine dans Paris**

À Paris, la pollution est principalement liée à la circulation automobile. Selon les conditions météorologiques, Paris peut se retrouver sous le vent de grandes cités (Londres) ou de grands sites industriels (la Ruhr). L'expérience LISAIR sert à analyser l'atmosphère de la rue jusqu'aux couches de polluants transportées sur de grandes distances. Pour mieux appréhender et prédire les épisodes de pollution et mieux gérer les crises majeures liées à la présence d'éléments toxiques dans l'air de la ville.

* Patrick Chazette, Commissariat à l'énergie atomique, Laboratoire des sciences du climat et de l'environnement (LSCE, CNRS)

- **Mesurer la performance écologique des villes. Le métabolisme parisien, situation actuelle et tendances récentes**

Le projet consiste en une approche globale et une analyse du métabolisme de la ville de Paris, un essai de quantification des flux de matières importées (aliments, combustibles, biens, matières premières), stockées (bâtiments, biens) et exportées (produits finis, polluants, déchets) par l'agglomération. À cette analyse est associée celle des flux d'azote, matière qui constitue un enjeu considérable (pollution des eaux, de l'air, changement climatique).

* Sabine Barles, Laboratoire « Théorie des mutations urbaines », Unité « Architecture, urbanisme, sociétés » (CNRS-Universités Paris 8 et 10, de Marne-la-Vallée-Ministère de la Culture)

- **Le marché du logement parisien : entre concurrence et spéculation**

Ce projet réunit des économistes, des géographes et des physiciens. Objectif : à partir d'une base de données fournie par la Chambre des notaires parisiens, faire une étude micro-économique du marché du logement parisien, analyser l'évolution des populations quartier par quartier et expliquer la formation des prix du logement parisien par une analyse fine de l'architecture du marché, de l'écologie des comportements individuels, des discontinuités de l'espace urbain.

* Annick Vignes, Équipe de recherche sur les marchés, l'emploi et la simulation (ERMES, CNRS-Université Paris 2)

- **Qu'est-ce qui fait quartier dans Paris ?**

De nouvelles proximités, plus sociales que spatiales, ont conduit à redéfinir de nouveaux espaces de vie quotidienne dans la ville : quelle place peut y prendre le quartier ? Est-il possible d'extraire un concept pertinent sur le plan scientifique et un outil pour l'action des municipalités ? Le quartier est-il un système local d'organisation territoriale ? Objectif : analyser l'articulation entre sociétés et territoires et comprendre les dynamiques de la société parisienne et les enjeux d'une gestion locale mieux maîtrisée.

* Catherine Rhein, Marianne Blidon, Antoine Fleury, Anne-Lise Humain-Lamoure, France Guérin-Pace, Thérèse Saint-Julien, Unité « Géographie-Cités », Équipe P.A.R.I.S. (CNRS-ENS-Universités Paris 1 et 7)

Contact

Danièle Auffray

Adjointe au Maire de Paris chargée des Nouvelles technologies et de la recherche

Tél. : +33 (0)1 42 76 69 03 (secrétariat)

Mél : anne.palmier@paris.fr

[Consulter le site web](#)

Paris.fr

Le métropolitain : de débat en combat, la victoire de la Ville sur l'État

Le métro, indissociable de la vie parisienne : qui peut imaginer qu'il n'ait pas toujours existé ? Et pourtant, sa construction n'a pas toujours été évidente. L'histoire des transports collectifs de Paris est jalonnée de débats, concurrences et opportunités. Michel Margairaz, historien au Laboratoire « Institutions et dynamiques historiques de l'économie » en a fait le récit.

Premiers transports collectifs utilisant la voie publique, la société des carrosses à 5 sols a été créée le 6 novembre 1661. Réservée aux « bourgeois et gens de mérite », elle fera long feu et cessera son activité au bout d'une quinzaine d'années. Un siècle et demi plus tard, nouvelle tentative : les voitures hippomobiles, plus démocratiques, se lancent à l'assaut des rues de la capitale. Pendant quinze ans, une vingtaine de compagnies vont se disputer la clientèle parisienne.



Encombres place de l'Opéra au début du XX^e siècle.
© Coll. Simon Texier.

La périphérie de Paris est cependant délaissée par ces omnibus, au profit du centre, plus rémunérateur. C'est à cette époque que le système des tarifs à section, innovation durable, voit le jour. Face au déséquilibre dans le tracé des réseaux, le préfet de police Pietri lance l'idée de « *constituer une seule compagnie qui, avec de moindres frais généraux, produira le transport au bas prix* » dont ont besoin les Parisiens. En 1855, La Compagnie Générale des Omnibus (CGO) est créée.

Dès 1853, le tramway, voiture sur rail tirée par des chevaux, directement importé de New York vient concurrencer le monopole des omnibus. La cohabitation se passe mal : la CGO s'agrippe à son monopole, les compagnies de tramway, contraintes de lui verser de lourdes redevances et de desservir la périphérie, connaissent la faillite. De plus, la traction mécanique des tramways vient ajouter à la confusion du trafic de surface dès 1876. Pour faire face au manque de transport, la Ville de Paris obtient enfin en 1880 l'autorisation de construire un nouveau mode de transport, le métropolitain. L'idée n'est pas si nouvelle pourtant : un premier projet avait été présenté en 1845, enterré par la Révolution de 1848.

D'autres propositions pour faire face à l'insuffisance de transports de surface seront élaborées : plus ou moins réalisables, plus ou moins farfelues. Mais pendant vingt ans, deux conceptions vont s'opposer quant au classement du futur réseau. D'un côté, l'État, soutenu par les ingénieurs de l'École nationale des ponts et chaussées, les chambres de commerce de la Ville de Paris et les compagnies ferroviaires (alors privées), souhaite un réseau d'intérêt général effectuant la jonction entre les principales gares, afin de faire pénétrer les trains de banlieue dans Paris.

De l'autre, les élus de la ville, soutenus par les ingénieurs municipaux, veulent se réserver un réseau dense d'intérêt local limité à Paris intra-muros et sans raccordement avec les lignes ferroviaires de banlieue. L'approche de l'Exposition universelle de 1900 sera finalement le détonateur : abandonnant ses projets, l'État cède devant la Ville. En 1897, le plan définitif des six premières lignes est établi. Le 19 juillet 1900, la première ligne est mise en service. Et 105 ans plus tard, elles sont quatorze à quadriller la capitale.

Contact

Michel Margairaz

Laboratoire « Institutions et dynamiques historiques de l'économie » (IDHE)

CNRS-ENS-Universités Paris 1, 8 et 10

Mél : margairaz2000@aol.com

Les grands magasins parisiens ou les *cathédrales du commerce*

Avec un client sur deux de nationalité étrangère, les Galeries Lafayette sont l'un des lieux les plus visités par les touristes séjournant à Paris. La coupole néo-byzantine et ses vitraux éclairant le grand hall d'une lumière dorée séduisent amateurs de shopping comme d'Art Nouveau. Monuments historiques et « cathédrales du commerce moderne » recrées par Émile Zola dans *Au bonheur des dames*, les grands magasins appartiennent au patrimoine parisien. Explications de Florence Brachet Champsaur, doctorante à l'Institut d'histoire du temps présent (IHTP).



Coupole des Galeries Lafayette construite en 1912.
© D. R. Galeries Lafayette.

Au XIX^e siècle, alors que l'abolition des corporations décloisonne la distribution, des magasins de nouveautés vont pour la première fois rassembler sous la même enseigne tout le nécessaire à la toilette féminine : draperie, soierie, mercerie, bonneterie, dentelles, fleurs... et, premiers articles confectionnés, les châles indispensables aux élégantes. Grâce à la révolution industrielle, la production en série et la baisse du prix des tissus permettent de diffuser plus largement la mode. Des pratiques innovantes transforment le commerce de détail : l'affichage des prix met fin au marchandage, l'entrée devient libre. Une nouvelle relation s'installe entre le commerçant et le client. Tout est fait pour inciter ce dernier à entrer et le séduire, les prix sont attractifs, la stratégie étant de vendre « à petit bénéfice » mais sur de gros volumes. Pour accélérer la rotation du stock, des pionniers vont inventer les soldes, les livraisons, la vente par correspondance, autoriser les rendus, utiliser la publicité. Avec l'expansion du chemin de fer, les marchandises circulent mieux, la province se rapproche de la capitale et en adopte les modes.

Les premières vitrines s'ouvrent largement, des commerçants créent à dessein un encombrement à l'entrée de leur magasin pour attirer la foule. En 1852, Aristide Boucicaut s'associe à l'exploitant d'un modeste magasin à l'enseigne du Bon Marché. Le chiffre d'affaires passe de 450 000 à 20 millions de francs en 12 ans seulement et le Bon Marché devient le premier grand magasin. Lors des

travaux d'agrandissement en 1869, architectes et ingénieurs (dont Gustave Eiffel) utilisent le verre et le fer et construisent coupoles et verrières qui laissent pénétrer la lumière du jour dans les halls, vastes espaces de vente. Le grand escalier, élément indispensable du grand magasin, théâtralise ces nouveaux lieux de vente, de parade et de promenade.

Malgré les critiques virulentes des défenseurs du petit commerce et de ceux qui y voient un lieu de perte, le grand magasin poursuit son ascension, porté par les fastes du Second Empire, et s'inscrit dans les transformations de l'espace urbain parisien orchestrées par le Préfet Haussmann. En 1855, année de l'Exposition Universelle, les Grands Magasins du Louvre ouvrent leurs portes, suivis par La Samaritaine en 1865, Le Printemps en 1869. En 1893 ouvrent les Galeries Lafayette. L'un de ses fondateurs y fera entrer la mode en reproduisant à des prix accessibles, avec ses propres ateliers et ses modélistes, les toilettes des élégantes aperçues aux courses ou à l'Opéra.

Le Printemps avec Prisunic, les Galeries Lafayette avec Monoprix... les grands magasins introduisent en France, au moment de la crise des années 1930, le concept de vente à prix unique. Comprenant l'enjeu de la révolution du prêt-à-porter, dans les années 1960, ils accueillent les premiers de jeunes stylistes et créateurs (Sonia Rykiel, Daniel Hechter, Cacharel, Mary Quant, Pierre Cardin...). Lorsqu'ils s'éloignent de leur vocation d'origine et de la stratégie d'expansion et d'innovation qui a fait leur succès, les grands magasins entrent en crise, comme dans les années 1980. Depuis, grâce à nombre d'initiatives - rénovation du Bon Marché, création du Printemps du Luxe et de la Beauté et récemment du Lafayette Maison... -, ils sont redevenus attractifs.

1/ Comme Siméon Mannoury qui ouvre Le Petit Saint Thomas en 1810. Il formera Aristide Boucicaut qui en 1852 s'associera à Paul Videau, exploitant du Bon Marché.

2/ Théophile Bader

Contact

Florence Brachet Champsaur
Mél : florence.brachet@club-internet.fr

Un Trésor des mots de la ville

Place, faubourg, banlieue... ces termes ont une histoire que cherche à retracer le Trésor des mots de la ville, dictionnaire historique et invitation au voyage. Ce programme de recherche est coordonné par Christian Topalov (EHESS-CNRS, Unité « Cultures et sociétés urbaines ») et Jean-Charles Depaule (CNRS, Laboratoire d'anthropologie urbaine).

Ce Trésor, qui a mobilisé plus de cent cinquante chercheurs de nationalités et de disciplines différentes, traite de sept langues européennes (allemand, anglais, espagnol, français, italien, portugais et russe) et, pour certaines, de leurs prolongements en Amérique, en Afrique et en Inde. L'arabe a été retenu comme langue de circulation dans une aire dense et proche, la Méditerranée. Pour chacune des langues, quarante termes ont été sélectionnés en raison de leur place dans la langue commune, de l'intérêt des objets auxquels ils réfèrent, des problèmes sémantiques ou historiques qu'ils posent. Des dictionnaires et encyclopédies aux enquêtes orales, en passant par une grande variété de corpus de première main, les sources utilisées sont de nature diverse.

Ce dictionnaire s'attache à quatre champs sémantiques : les dénominations génériques, les divisions de la ville, les types d'habitat, les voies et espaces découverts. Il montre comment des langues différentes organisent des objets analogues et comment un terme passe de l'une à l'autre. Les notices ne proposent pas une correspondance mot à mot d'une langue à l'autre, elles tracent plutôt l'aventure d'un terme, éclairent les mutations de sens ou de forme qu'il a connues, le mettent en relation avec les mots dont il se distingue ou dont il est l'équivalent dans sa langue, et essaient de repérer les effets de contacts avec d'autres langues. Elles permettent de comprendre comment l'adoption ou l'abandon d'un terme par tel ou tel groupe de locuteurs a pu être l'objet d'un rapport de force, où se sont confrontés les parlers ordinaires et la langue « administrante » ou technique, en particulier celle des planificateurs.

On voit par exemple comment des mots appartenant à une même famille (l'italien *piazza*, le français *place*, l'allemand *platz*, l'espagnol *plaza*, le portugais *praça*) ont, dès le Moyen-Âge, interagi à travers l'Europe, puis « outre-mer », comment des références ont circulé, parmi lesquelles la notion initialement parisienne de *place royale* a joué à partir du XVII^e siècle un rôle important. On voit également comment le mot *faubourg* a pu devenir synonyme d'une menace à la fois spatiale, sociale et politique, en se chargeant dès le XVIII^e siècle de connotations négatives, relayées au début du XX^e siècle par *banlieue*. Mais, ainsi qu'on le constate avec *faubourg*, au XIX^e siècle, il arrive que les stigmatisés se réapproprient, voire revendiquent comme une valeur positive un mot de la ville utilisé par ceux qui les stigmatisent et le retournent contre eux. Aujourd'hui, il semble que le mot *quartier* ait entamé une nouvelle carrière – au pluriel : les *quartiers* – en étant utilisé comme un euphémisme pour désigner la périphérie « en difficulté » et le « problème des banlieues »...

À lire

- *Le Trésor des mots de la ville* devrait paraître en 2006.

Contact

Christian Topalov
Unité «Cultures et sociétés urbaines»
CNRS-Université Paris 8
Mél : topalov@ehess.fr

Consulter le site web : CSU

Jean-Charles Depaule
Laboratoire d'anthropologie urbaine (LAU)
CNRS
Mél : depaule@ivry.cnrs.fr

Consulter le site web : LAU

Paris au cœur de la compétition mondiale

Interactions, concurrence : Paris n'existe pas sans son environnement direct. Thérèse Saint-Julien, géographe et membre de l'Unité « Géographie-Cités », évoque les spécificités parisiennes dans un contexte continental et mondial.

Y a-t-il un, voire plusieurs modèles européens d'urbanisation ?

Thérèse Saint-Julien. En Europe, les villes se sont construites sur le temps long. Un grand nombre d'entre elles a été créé en des temps où l'on circulait à pied ou à cheval. Leur semis est exceptionnellement dense et les villes petites et moyennes sont nombreuses. Beaucoup de petites villes sont aujourd'hui court-circuitées par les réseaux de transports rapides surtout quand elles sont éloignées des grandes métropoles. Cela différencie le semis des villes européennes de celui des villes d'Amérique du Nord, où l'urbanisation est allée de pair avec le développement du chemin de fer puis de l'automobile. L'Amérique a donc eu besoin de moins petites villes. En Asie, le modèle est encore différent.

Quelles sont les spécificités de Paris ?

T. St-J. Toujours élevée, la densité du semis des villes peut varier d'un bout à l'autre de l'Europe. Il existe bien un modèle parisien que l'on peut comparer à Londres. Nous avons deux agglomérations qui rassemblent chacune 11 millions d'habitants (sans équivalent sur le reste du continent), qui se trouvent dans un environnement régional où les concentrations urbaines sont de taille beaucoup plus faible. Les situations de Madrid ou d'Athènes sont similaires. Dans les régions rhénanes, le semis des villes est beaucoup plus dense, et les contrastes entre grandes et petites villes beaucoup plus faibles.

Paris, comme Londres, concentre à la fois les fonctions de capitale politique et de capitale économique. Cette association n'est pas toujours de règle ailleurs. En France, la prééminence politique et économique de Paris est ancienne, liée à son rôle de capitale d'un État centralisé. La trajectoire de Londres n'est pas sans rappeler celle de Paris.

Quelles sont les interactions, les interdépendances ou les domaines de concurrence de ces grandes villes ?

T. St-J. Londres devance nettement Paris pour tout ce qui a trait aux fonctions de place financière. Paris maintient mieux sa position de place culturelle européenne. Cependant le rayonnement culturel mondial de Paris, incontesté au début du XX^e siècle, résiste mal aujourd'hui devant celui d'autres métropoles mondiales, New York en particulier. Au total, la compétition entre Paris et Londres devient de plus en plus vive et de plus en plus multiforme. Et dans un contexte européen de forte intégration économique, Paris doit compter avec les concurrences et les partenariats de toutes les autres grandes villes du continent comme Francfort, Barcelone, Madrid ou Milan.

Dans cette compétition féroce, quels sont les atouts de Paris ? Comment voyez-vous son avenir ?

T. St-J. On doit ici raisonner en considérant l'ensemble de la région métropolitaine, c'est-à-dire au moins l'Île-de-France. Les potentiels humains et économiques de cette région sont considérables. Le niveau de formation et de qualification de la population francilienne est très élevé. L'économie est très diversifiée. Les services aux entreprises y sont en plein développement et Paris conserve d'excellentes positions dans de nombreux secteurs de pointe. L'avenir de Paris est aussi tributaire de la force de réponse dont fera preuve l'économie française aux impulsions de la mondialisation. Le pré carré français n'existe plus en tant que tel. Pour autant, ses forces et ses vulnérabilités dépendent de son environnement national et européen. L'avenir du pays entier dépend de la « bonne santé » de Paris.

À lire

- Saint-Julien Th., 2003, *La centralité vecteur de différence en Europe*. In Rey V., Saint-Julien Th., 2003, *Territoires européens, diversité et intégration*. Lyon, Éditions de l'ENS-LSH. - *Intra metropolitan structures: urban forms, economic spaces and social dynamics*.
- Cattan N., Pumain D., Rozemblat C., Saint-Julien Th., 2000, *Le système des villes européennes*. Paris, *Economica*, 2^e édition, 243 p.

Contact

Thérèse Saint-Julien
Unité « Géographie-Cités »
CNRS-Universités Paris 1 et 7-ENS Lettres
Tél. : +33 (0)1 40 46 40 00
Mél : stjulien@parisgeo.cnrs.fr

[Consulter le site web](#)
Unité « Géographie-Cités »

Paris, les grandes villes et « la fracture urbaine »

« *Paris, comme toute grande métropole, souffre d'inégalités et de ségrégations. Mais, comme toute grande métropole, pour des raisons qui lui sont propres* ». Le diagnostic d'Edmond Préteceille, directeur de recherche à l'Observatoire sociologique du changement.

Des riches toujours plus riches dans les beaux quartiers, des pauvres toujours plus pauvres dans les « quartiers d'exclusion »... La « fracture urbaine » serait le prix à payer pour faire partie des villes « gagnantes » de l'économie financière mondialisée. Tel est le constat des sciences sociales sur les grandes métropoles, au terme de quinze ans de débats sur le modèle de la « ville globale ». Ce modèle, qui remet l'économie au centre de la dynamique de transformation des villes, fournit une explication théorique à ce que les experts appellent le processus de « dualisation urbaine ».

Les économies des métropoles sont plus diversifiées et complexes qu'au début des années 1990. Si la capacité d'innovation est sans conteste décisive, les services de consommation collective, la culture et l'industrie le sont tout autant. Les évolutions de la structure sociale des grandes métropoles montrent que, dans la plupart d'entre elles, les effectifs des classes moyennes et des catégories supérieures ont continué d'augmenter. Dans le même temps, le nombre d'ouvriers a fortement diminué. Celui des employés des services aux particuliers, des « précaires » et des chômeurs a lui, également, progressé. Pas de « creusement du milieu » en vue, donc.

Il n'en reste pas moins que chaque métropole reste particulière, générant « ses propres inégalités ». Lesquelles dépendent non seulement de la structure de son économie urbaine, mais aussi de ses politiques publiques, qu'elles soient fiscales ou sociales. Quels points communs, en effet, entre Londres, au marché privé des plus dynamiques, Copenhague, modèle scandinave du *welfare state*, et Paris, où les politiques publiques nationales et le logement social sont en recul, peu compensés par les politiques locales ? Madrid ou Athènes, au marché immobilier et foncier peu régulé, pondéré par une forte mobilisation des ressources familiales ?

Autant de ségrégations socio-économiques accentuées pour les populations immigrées et les minorités « ethnoraciales » de ces métropoles. Londres et Paris en première ligne, car particulièrement attractives...

À lire

- *Définir et analyser la ségrégation sociale*. In *Les mécanismes fonciers de la ségrégation*. Edmond Préteceille. ADEF. Paris, ADEF: 9-29, 2004.
- *Lieu de résidence et ségrégation sociale*. Edmond Préteceille. *Cahiers Français*, (314): 64-70, 2003.

Contact

Edmond Préteceille
Observatoire sociologique du changement (OSC)
CNRS-Fondation nationale des sciences politiques
Tél. : +33 (0)1 45 49 54 81
Mél : edmond.preteceille@sciences-po.fr

[Consulter le site web](#)
OSC

Allo taxi ? Des politiques contrastées à Paris, Londres et New York

Régulation des taxis et mobilité des pauvres

La politique des taxis peut-elle contribuer à lutter contre l'exclusion ? Le point de vue de Richard Darbéra, chercheur au Laboratoire « Techniques, territoires et sociétés » (LATTS).

À Paris, comme à Londres et à New York, la diffusion du téléphone à toutes les classes sociales a rendu obsolète le cadre régulateur, largement hérité de la crise de 1929, qui régissait l'offre de transport par taxi. En effet, les économistes s'accordent généralement à penser que, si les tarifs des taxis qu'on hèle dans la rue doivent être administrés et si l'accès à la profession doit être contrôlé, voire contingenté, il est en revanche possible d'organiser une forme de concurrence pour l'offre de transport à la demande commandée par téléphone.



Taxi New-Yorkais.
© Chloé Bréton.

Dans les trois métropoles, le régulateur a réagi très différemment à cette nouvelle donne. À Londres, le *Public Carriage Office* a laissé les mini-taxis (*minicabs*), qu'on appelle en France les « petites remises », concurrencer librement les taxis (*blackcabs*) sur le marché du téléphone. À New York, la *Taxi and Limousine Commission* a clairement distingué les deux marchés en interdisant aux taxis l'accès aux appels téléphoniques et en favorisant le développement de différentes formes de petites remises (*liveries, black cars, car services*), en particulier dans les quartiers déshérités. À Paris, le préfet de Police a figé le contingentement des taxis et entrepris de faire disparaître la petite remise. Il reste moins d'une centaine de petites remises pour l'ensemble de l'Île-de-France.

Les résultats de ces trois politiques sont contrastés. Alors que dans les années soixante le chiffre global de taxis et petites remises était sensiblement le même dans les trois villes, il est maintenant de 55 000 à New York, 80 000 à Londres et 15 000 à Paris, pour des populations desservies équivalentes.

L'impact sur la mobilité qui en découle est aussi contrasté. À Paris, l'offre des taxis est principalement dirigée vers les entreprises. On estime que 50 à 70 % des courses sont remboursées par les employeurs. À New York, ce marché ne représente que 15 % des courses des taxis, car les entreprises font plutôt appel à un secteur des voitures de remise dont c'est la spécialité : les *black cars*. Mais l'impact le plus intéressant est celui sur la mobilité des pauvres. Les Anglais qui appartiennent aux ménages du premier quintile (les 20 % plus pauvres) utilisent les taxis et *minicabs* une fois et demi plus fréquemment que ceux du dernier quintile. En Île-de-France c'est l'inverse, ce sont les ménages du dernier quintile (les plus riches) qui utilisent les taxis trois fois plus que ceux du premier quintile (plus de quatre fois plus si l'on ne considère que les voyageurs de plus de 14 ans).

La différence tient essentiellement au rôle joué par la petite remise. À Londres et à New York, ce secteur est constitué de nombreuses petites entreprises en concurrence. Il offre des services diversifiés à des prix souvent très inférieurs à celui des taxis et, en particulier, des services adaptés aux ménages pauvres non-motorisés. De plus, comme une bonne part de ces entreprises est localisée dans des quartiers déshérités, elles sont un vecteur d'emplois peu qualifiés et un facteur d'intégration.

1/ La différence essentielle entre taxis et petites remises est que seuls les taxis ont le droit de prendre des clients qui les hèlent dans la rue ou qui les attendent aux stations

À lire

• *Technologie et régulation des taxis. RTS Recherche Transport Sécurité*, n° 87, Paris, Avril-Juin 2005, Darbéra Richard. D'après EGT 2001, DREIF/INSEE.

Contact

Richard Darbéra
Laboratoire « Techniques, territoires et sociétés » (LATTS)
CNRS-Universités de Marne-la-Vallée et Paris 12-ENPC
Tél. : +33 (01) 64 15 38 34
Mél : darbera@enpc.fr

[Consulter le site web](#)
LATTS

New York, de la ville coloniale à la ville globale

L'Atlantique fait l'effet d'un miroir déformant entre Paris et New York. Points communs, divergences : Cynthia Ghorra-Gobin, géographe et membre du Laboratoire « Espace et culture », analyse les liens entre ces deux métropoles.

Y a-t-il des modèles américains de ville ?

Cynthia Ghorra-Gobin. Il y a une grande variété de villes américaines. Mais on discerne deux modèles. D'abord, les villes qui résultent de la colonisation européenne, qui ont connu une croissance économique jusqu'à nos jours. Elles s'organisent à partir d'une centralité et elles connaissent une certaine densité. Ce sont New York, Philadelphie, Boston. Ensuite, les villes qui ont connu une croissance urbaine bien après la guerre civile (1861-1865) qui ont un tissu urbain plus lâche. Leur super modèle est Los Angeles et ce sont les villes de la *Sun Belt* et de l'ouest.



Central Parc en avril.
© Chloé Bréton.

Quelles sont les spécificités de New York, à l'intérieur de ce « modèle américain » ?

C. G.-G. Dans le système des villes américaines, New York est la ville où se trouve la Bourse. La présence du *stock exchange* façonne la ville sociologiquement et morphologiquement, car elle exige une densité urbaine pour favoriser la rencontre des individus. Ainsi, le phénomène de Manhattan est unique. Symboliquement, New York est l'image de la puissance économique américaine. Enfin, New York véhicule le symbole de l'immigration. Aujourd'hui, 40 % de la population de cette ville est née à l'étranger.

Les liens entre Paris et New York relèvent-ils plus de l'ordre du partenariat ou de la concurrence ?

C. G.-G. Entre les deux villes, il y a toujours eu concurrences et alliances. Sur le plan économique, elles sont en compétition, mais la Bourse de Paris ne représente pas grand-chose par rapport à Wall Street. En revanche, Paris est une grande capitale sur le plan intellectuel et artistique. D'une certaine façon, elles sont complémentaires. Néanmoins, on assiste aujourd'hui à une compétition entre les *villes mondes*, les *villes globales*. Ce n'est pas étonnant que New York, Paris et Londres se soient retrouvées en finale pour organiser les Jeux olympiques de 2012. Mais ni Madrid, ni Moscou ne sont des *villes globales*.

Comment reconnaît-on ces villes globales ?

C. G.-G. Ce sont celles qui attirent les capitaux et les marchés financiers. On y trouve des emplois dans le secteur tertiaire de haut niveau, les services financiers aux entreprises globales. Les individus sont hautement qualifiés. Ce sont également des villes cosmopolites. Enfin, elles ont des points d'ancrage dans l'économie globale. On ne parle plus des États, mais des métropoles : il n'y a pas de concurrence entre la France et les États-Unis, mais entre Paris et New York, Los Angeles. C'est ce que l'affaire des JO nous démontre ! Cependant ces *villes globales* fonctionnent avec leur *hinterland*, c'est pourquoi on parle également de *ville région* ou de *ville métropole* : New York « va » jusque dans le Connecticut et le New Jersey.

Quel est l'impact local de cette globalisation ?

C. G.-G. Cet impact est certainement plus fort à New York. Mais on assiste à une polarisation au sein de l'entité de la *ville région*. Certains quartiers bénéficient plus que d'autres de l'impact de ces réseaux riches, d'autres sont perdants. On observe donc de plus fortes inégalités sociales et spatiales.

Ces villes sont confrontées à la juxtaposition de populations venant d'horizons multiples. C'est aujourd'hui le cas de Paris. Le challenge est désormais de disposer d'équipements pour accueillir ces firmes globales et d'avoir la capacité d'assimilation des populations étrangères.

Contact

Cynthia Ghorra-Gobin
Laboratoire « Espace et culture »
CNRS-Université Paris 4
Tél. : +33 (0)1 44 32 14 43

[Consulter le site web](#)

Laboratoire « Espace et culture »

Moscou et Paris, capitales du monde non anglophone

Ancienne capitale de l'URSS, Moscou a su se transformer et rivalise aujourd'hui avec les autres métropoles internationales. Denis Eckert, géographe et membre du Centre interdisciplinaire d'études urbaines (CIRUS-CieU), décortique la vie moscovite. Celle que l'on voit et celle que l'on cache.

Peut-on comparer les Paris et Moscou d'aujourd'hui ?

D. E. Ces deux villes sont comparables en termes de taille. Elles sont toutes les deux dans le peloton de tête des agglomérations européennes, tout comme Londres, avec au moins 10 millions d'habitants. Paris et Moscou sont toutes deux des capitales politiques et font partie du club des capitales culturelles du monde non anglophone. De plus, Paris et Moscou concentrent les fonctions de commandement politique et économique. En France, les systèmes économiques sont gouvernés de Paris. En Russie, il en est de même avec Moscou. Et le passage à l'économie de marché a accentué cette tendance.

Les autres grandes villes russes ont-elles de l'importance dans la Russie actuelle ?

D. E. La seconde ville est sans aucun doute Saint-Pétersbourg. Son agglomération concentre 5 millions d'habitants. Elle est dotée d'un patrimoine historique et culturel considérable, et il en reste quelque chose dans le rayonnement artistique, puisque de nombreuses institutions sont de renommée internationale. Mais économiquement, Saint-Pétersbourg est très en retrait de Moscou. On prête à Vladimir Poutine la volonté d'imposer certains services de l'État dans cette ville. Les élites ont eu le désir d'en faire une ville de grand standing international. Pour ma part, je suis sceptique. Dans les années de crise (1991-1998), seule Moscou tirait son épingle du jeu. Mais, depuis le retour de la croissance, les autres villes sont à leur tour sorties de la crise et se développent.

Existe-t-il un modèle russe ou moscovite d'urbanisation ?

D. E. Les grandes villes russes sont très marquées par les principes de l'urbanisme soviétique. C'est un modèle de ville où tout est taillé en grand (voirie, immeubles), avec un bâti très espacé. Les grands immeubles collectifs (tours, barres) représentent à peu près 80 % des logements. Cet urbanisme standardisé a pour agrément corollaire une mixité de l'espace, où s'imbriquent habitat et vastes espaces verts. La grande différence avec les capitales du reste de l'Europe, c'est la mobilité du paysage. Moscou a une capacité phénoménale à réaliser vite des grands travaux. C'est lié à la richesse de la ville et à la concentration du pouvoir de décision. Depuis quelque temps, on bâtit de nombreux quartiers fermés pour riches, qui sont d'ailleurs pour l'essentiel de grands immeubles collectifs, dotés d'équipements de luxe (piscine, gardes..).

Avec autant d'espaces, peut-on évoquer des vies de quartiers ?

D. E. La vie sociale moscovite n'est pas comparable à celle de Paris... ou à la légende que l'on s'en fait. Il y a un mythe de la vie de quartier, même en France. À Moscou, l'équivalent est la vie de « cour », considérée comme le vrai espace de l'interaction sociale. La cour, c'est l'ensemble des vastes étendues en retrait de la rue, généralement arborées, là où le macadam disparaît, où les enfants jouent et les voisins discutent. Un visiteur qui parcourt Moscou en voiture, par exemple, manque 75 % de l'urbanisation, car derrière la ville des façades on ne devine que partiellement la ville des cours. Aujourd'hui, on entend un discours nostalgique sur la dégradation de cet espace particulier, menacé par la privatisation rampante des espaces collectifs, du fait notamment de l'envahissement des cours par les voitures et les parkings.

Quelques articles...

- [Moscou, la ville mutante](#). D. Eckert, *Revue d'actualité sur les pays de l'Est*. Dossier n°36 (avril-juin 2004).
- [Évolution récente de la population de Russie \(1979-2002\) : cartographie interactive](#). D. Eckert, L. Jegou. *Mappemonde*, n°74, 2004.

À lire

- *Le monde russe*. D. Eckert, Hachette, Coll. Carré Géographie, 2004

Contact

Denis Eckert
Centre interdisciplinaire d'études urbaines (CIRUS-Cieu)
CNRS-Université Toulouse 2
Mél : eckert@univ-tlse2.fr

[Consulter le site web](#)
CIRUS-Cieu

[CNRS](#) > [Presse](#) > [Thema](#) > [À découvrir](#)

Paris.fr

Une fenêtre sur la ville

l'information des Parisiennes et des Parisiens



CNRS ÉDITIONS

Dirigée et animée par des professionnels du livre, CNRS ÉDITIONS, la maison d'édition du CNRS, publie des ouvrages de référence dans tous les champs du savoir.

Fort de 2 000 références et de plus de 100 nouveautés par an, son catalogue est une véritable encyclopédie où vous pourrez trouver, entre autres, des ouvrages consacrés à Paris.



Pour consulter une sélection d'ouvrages sur [Paris](#)

Vidéotheque du CNRS

La vidéotheque du CNRS a pour mission la conservation et la diffusion des films et vidéos produits ou coproduits par le CNRS (CNRS Images médias, laboratoires...). Le fonds du CNRS comprend actuellement environ 1000 films scientifiques, documentaires, reportages, images d'archives et d'actualité de la recherche, produits depuis 1980 pour les deux-tiers d'entre eux.

Toutes les disciplines scientifiques sont représentées par les films de ce fonds, toutefois une des principales richesses de CNRS Vidéotheque est constituée par les films ethnographiques (environ 300 titres).



Consulter quelques notices de films sur le [thème du numéro](#)

La revue *Urbanisme*

Née en 1932, au moment où la notion d'urbanisme a commencé à prendre corps, la revue *Urbanisme* a accompagné les grandes évolutions des villes françaises et étrangères, en donnant la priorité à une approche pluridisciplinaire, ouvrant ses colonnes aussi bien aux praticiens et aux décideurs des villes qu'aux universitaires et aux chercheurs.

Lue dans plus de 100 pays, la revue *Urbanisme* a fait évoluer sa formule pour élargir son lectorat et mieux sensibiliser ses lecteurs à l'évolution de la pensée, des politiques et des enjeux urbains du XXI^e siècle : ville éclatée, environnement menacé, insécurité croissante, repli identitaire, etc. Le devenir des villes est au cœur des préoccupations. Parmi les thèmes traités dans les dossiers depuis septembre 2001 : Temps et territoires - Commerces en ville - Histoire et devenir des grands ensembles - Tranquillité/Sécurité - Développement durable : l'enjeu urbain.



<http://www.urbanisme.fr/>

Contact

Antoine Loubière
Journaliste, rédacteur en chef de la revue *Urbanisme*
Mél : urba.loubiere@wanadoo.fr

Tout Paris est à lire !

Les éditions Parigramme

Les éditions Parigramme sont nées en 1993 d'un constat et d'un désir. Objet d'ouvrages innombrables, décor de multiples intrigues, Paris ne disposait pas d'une maison d'édition qui lui soit pleinement consacrée.

Paris, tout Paris, rien que Paris, mais dans tous ses aspects. Les liens multiples qui nous unissent à cette ville, aimée pour son histoire, sa beauté, son invention et sa créativité, ses possibilités d'échanges, de rencontres, de consommation... sont autant de pistes éditoriales à emprunter avec enthousiasme.

Ouvrages disponibles partout en librairie.



Contact

Marianne Paul-Boncour
Éditions Parigramme, service de presse
Tél. : +33 (0)1 44 83 89 21
Mél : mpaul-boncour@parigramme.fr

Agir contre l'échec solaire à Paris

Un hélioparc à Paris pour mieux connaître les énergies solaires

L'hélioparc *Soleil en Seine* est une exposition à ciel ouvert au parc André Citroën (juillet 2005). Romain Schott, concepteur de l'exposition et chercheur au Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses (LULI), dévoile les dix étapes thématiques qui, à l'aide d'un panneau explicatif, d'une expérience ou d'un objet insolite, décrivent les nombreuses façons de domestiquer le soleil, les processus physiques mis en jeu et les applications.

Tout au long de la visite, le promeneur sera sensibilisé aux divers modes de production énergétique et saura comment œuvrer pour le développement durable. Le soleil est présenté dans un contexte scientifique et environnemental.

Étape 1 : cuisine solaire

L'utilisation des fours, cuiseurs et barbecues solaires très bon marché contribue à ralentir les déforestations massives et à réduire les dégâts environnementaux dans les pays en voie de développement.

Étape 2 : distillation et diffusion solaire

L'utilisation de l'évaporation sous l'action du soleil pour distiller des parfums ou de l'alcool a permis l'élaboration de distillateurs et de diffuseurs solaires.

Étape 3 : solaire thermodynamique

Développé au lendemain de la deuxième crise pétrolière, puis mis de côté, ce mode de production d'électricité renaît avec la construction dans le monde de petites centrales couplées solaire/gaz, et l'intérêt croissant pour les moteurs de type « Stirling ».

Étape 4 : solaire thermique

Les capteurs solaires thermiques se démocratisent grâce à un faible coût de fabrication et aux subventions de l'État. En couplant des capteurs à un chauffe-eau, il est possible d'assurer la production d'eau chaude, voire tout ou partie du chauffage de l'habitat.

Étape 5 : rafraîchissement solaire

La climatisation, devenue incontournable, est un confort très gourmand en énergie. Le rafraîchissement solaire apporte une solution environnementale acceptable à ce problème. Comment transformer le « chaud » en « froid » ? Quel rôle joue le soleil dans ce processus ?

Étape 6 : solaire photovoltaïque

Le solaire photovoltaïque apporte des solutions de plus en plus rentables pour convertir les photons du soleil en électricité, le tout faisant appel à de la physique de pointe.

Étape 7 : engins solaires

La voiture solaire fascine toujours avec son design futuriste, ses performances et sa parfaite compatibilité environnementale.

Étape 8 : pile à combustible solaire

L'idée est simple : réaliser l'hydrolyse de l'oxygène et de l'hydrogène pour produire de l'électricité, l'eau étant le produit de la réaction. Il est possible de monter un dispositif pour dissocier l'eau à l'aide de photopiles. Le produit de cette dissociation peut ainsi être injecté dans une pile à combustible.

Étape 9 : voile solaire et engin à propulsion photonique

Une gigantesque voile déployée dans l'espace recueille un maximum de photons solaires. Les collisions de ces photons avec la voile la font alors avancer par « propulsion photonique ».

Étape 10 : espace multimédia

Cette étape permet d'en savoir plus sur l'énergie solaire (documentation grand public, espace lecture, projection de documentaires, consultation de sites internet spécialisés).

Contact

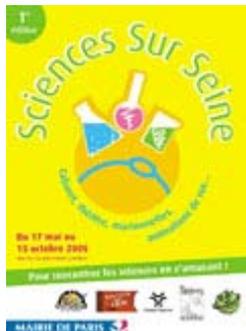
Romain Schott
Laboratoire pour l'utilisation des lasers intenses (LULI)
CNRS-École Polytechnique-Université Paris 6-CEA
Tél. : +33 (0)1 69 33 42 82
Mél : romain.schott@upmc.fr

[Consulter le site web](#)
LULI

[Consulter le site web](#)
Soleil en Seine

« Sciences Sur Seine »

Quand la science s'invite à domicile



Du 17 mai au 15 octobre 2005, la science se met en scène dans les quartiers de Paris et vient à la rencontre des Parisiens dans les cours d'immeubles, les bibliothèques municipales, les centres de loisirs... Expériences théâtrales, expositions, chansons, ateliers artistiques, animations de rue... *Sciences Sur Seine* propose plus de 50 spectacles et animations (gratuits) à caractère scientifique pilotés et organisés par des associations dans les arrondissements parisiens. *Sciences Sur Seine* est aussi l'occasion de rappeler l'importance de la sauvegarde de notre environnement.

Contact

Danièle Auffray

Adjointe au Maire de Paris chargée des Nouvelles technologies et de la recherche

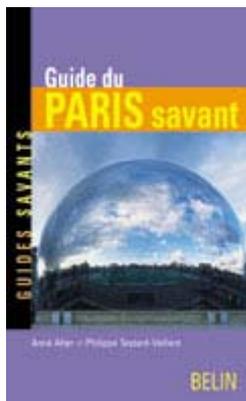
Tél. : +33 (0)1 42 76 69 03 (secrétariat)

Mél : anne.palmier@paris.fr

[Consulter le site web](#)

Paris.fr

Guide du Paris savant



Combien de savants ont l'honneur d'une rue dans Paris ? Quel est le plus vieil hôpital ? Lamarck possède une grande rue, mais Darwin ? D'où observer le ciel ? Sur quels monuments nichent des faucons ? Quels musées de sciences ou de médecine visiter ? D'où s'est envolée la première montgolfière ? Quelle est l'adresse Internet de la Ligue de protection des grillons du métro parisien ?

Plus qu'un guide classique, ce livre abondamment illustré propose une balade dans l'espace et dans le temps du Paris savant. Hommes et femmes émaillant de leur nom les plaques de rues, richesses cachées des musées, curiosités naturelles, hauts lieux de la science, statues et monuments célèbres sont décrits avec force anecdotes et souvent avec humour. Avec le *Guide du Paris savant*, le lecteur-promeneur découvre un Paris inédit et pittoresque.

Anna Alter et Philippe Testard-Vaillant, *Guide du Paris savant*. Belin, 2003.

Index des contacts (A-Z)

- **Auffray Danièle**
 - * [Quand Paris « enquête » sur Paris](#)
 - * [Observer Paris au microscope](#)
 - * [« Sciences Sur Seine »](#)
- **Bagnères-Urbany Anne-Geneviève**
 - [De Reuilly à Passy, « Saintonge » est entré dans Paris](#)
- **Barles Sabine**
 - [Métabolisme et écologie « à la parisienne »](#)
- **Barraqué Bernard**
 - * [Paris boude-t-il son eau ?](#)
 - * [Le prix du mètre cube sur la sellette](#)
 - * [Le « projet du Léman »](#)
- **Beckouche Pierre**
 - * [Paris-Banlieue : penser et valoriser l'espace urbain dense](#)
 - * [Un siècle d'erreurs chèrement payées](#)
 - * [« Faible densité » et risques économiques](#)
- **Béja Jean-Philippe**
 - [La Chine à Paris : une communauté multiple](#)
- **Berger Martine**
 - [Les périurbains de Paris. De la ville dense à la métropole éclatée ?](#)
- **Billen Gilles**
 - * [Paris en Seine...](#)
 - * [Le « Domaine des Sources de la Seine »](#)
 - * [Agglomération parisienne : plongée en eaux usées](#)
- **Bonnel Patrick**
 - [Une ville sans voiture, une utopie ?](#)
- **Bonnin Philippe**
 - [La concierge est dans l'escalier !](#)
- **Brachet Champsaur Florence**
 - [Les grands magasins parisiens ou les cathédrales du commerce](#)
 - [Désindustrialisation verte](#)
- **Cantat Olivier**
 - [Météo des villes et météo des champs](#)
- **Carmona Michel**
 - [Haussmann ou l'unité du paysage parisien](#)
- **Chanel Olivier**
 - [« Il est cinq heures, Paris circule... »](#)
- **Chemla Guy**
 - [Les ventres de Paris](#)
- **Chiche Jean**
 - [Les paradoxes électoraux de la capitale et le vote des banlieues](#)
- **Choron-Baix Catherine**
 - * [Des berges du Mékong aux banlieues de Paris](#)
 - * [Une pagode lao en banlieue](#)
- **Cohen Jean-Louis**
 - [Le Paris « extra-muros »](#)
- **Dalaise Marcel**
 - [Termites en capitale](#)
- **Darbéra Richard**
 - [Allo taxi ? Des politiques contrastées à Paris, Londres et New York](#)
- **Depaule Jean-Charles**
 - * [Les cafés ou le troisième lieu](#)
 - * [Un Trésor des mots de la ville](#)
- **de Singly François**
 - [Jeune couple avec enfants cherche vie heureuse à Paris...](#)
- **Eckert Denis**
 - [Moscou et Paris, capitales du monde non anglophone](#)
- **Eidelman Jacqueline**
 - [Les sciences de la Cité](#)
- **Eleb Monique**
 - * [Les cafés ou le troisième lieu](#)

- **Flonneau Mathieu**
Du « tout automobile » au « zéro voiture » ?
- **Gétreau Florence**
Paris et la musique, toute une Histoire...
- **Ghorra-Gobin Cynthia**
New York, de la ville coloniale à la ville globale
- **Giraud Christophe**
Jeune couple avec enfants cherche vie heureuse à Paris...
- **Groleau Dominique**
Développement urbain et aménagement durable. Et vice-versa...
- **Handman Marie-Élisabeth**
 - * Sur les trottoirs de Paris
 - * Pour une dignité retrouvée
 - * Un abolitionnisme « à la française »
- **Kuczynski Liliane**
Profession : marabout à ParisSPAN>
- **Levy Albert**
 - * Les Halles ou les apories de l'urbanisme parisien : le concours 2004
 - * Huit siècles d'aménagement des Halles
- **Margairaz Michel**
Le métropolitain : de débat en combat, la victoire de la Ville sur l'État
- **Mignot Claude**
Des maisons bourgeoises aux immeubles
- **Monjaret Anne**
 - * Étude pour trois hôpitaux et un musée parisiens
 - * Le Palais de la porte dorée : une destinée haute en symboles
- **Moret Jacques**
 - * La biodiversité urbaine : un enjeu pour Paris
 - * Combien d'espèces sont présentes à Paris ?
- **Mossuz-Lavau Janine**
 - * Sur les trottoirs de Paris
 - * Pour une dignité retrouvée
 - * Un abolitionnisme « à la française »
- **Mouhanna Christian**
L'hirondelle ne fait plus la police
- **Paquot Thierry**
 - * « Roman de Paris »
- **Paugam Serge**
Pauvreté et précarité, une exception parisienne ?
- **Pinçon-Charlot Monique**
- **Pinçon Michel**
 - * Paris s'embourgeoise-t-il ?
 - * Les riches à l'ouest, les pauvres à l'est
 - * De moins en moins de parisiens de souche
- **Préteceille Edmond**
Paris, les grandes villes et « la fracture urbaine »
- **Pumain Denise**
Paris fait quartier libre
- **Rey Henri**
Les paradoxes électoraux de la capitale et le vote des banlieues
- **Rhein Catherine**
Paris, un cœur à prendre
- **Ruffat Michèle**
 - * Mode de Paris, mode de toujours ?
 - * Paris et la mode : une histoire ancienne
- **Rumpler Béatrice**
Être guidé les yeux fermés
- **Saint-Julien Thérèse**
Paris au cœur de la compétition mondiale
- **Schott Romain**
Agir contre l'échec solaire à Paris
- **Tabeaud Martine**
Le front bleu de Paris
- **Texier Simon**
La parenthèse des trente glorieuses
- **Thompson Lance**
Les Américains en quête d'un Paris authentique

- **Topalov Christian**
* Un Trésor des mots de la ville
 - **Vautard Robert**
Atmosphère, atmosph...air
 - **Viard Jean**
L'urbanité à la campagne
 - **Williams Patrick**
La Bohème à Paris
-